

LE MONDE

diplomatique

Prix : 6 F

Algérie : 6,00 DA Maroc : 6,00 dir.
Canada : 1,50 \$c. Roy.-Uni : 50 p.
Espagne : 70 pes. Suisse : 3 F.S.
Italie : 800 lire Tunisie : 600 mil.

Abonnements : voir tarif page 2.

Publication mensuelle

5, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 08

THE LIBRARY
THE UNIVERSITY OF MICHIGAN

JANVIER 1978

N° 286 - 25^e année

LA JUSTICE
EN QUESTION

(Pages 13 à 18.)

Le Monde diplomatique
présente à ses lecteurs
ses meilleurs vœux pour 1978.

Diplomatie et propagande

Par CLAUDE JULIEN

DANS un monde où les communications de masse jouent un rôle si important, il est bien naturel qu'elles aient trouvé leur place dans la diplomatie. Il est moins satisfaisant de constater qu'elles obscurcissent parfois le fond du problème au lieu de l'éclaircir, le déformant ou le reléguant au dernier plan. Tel fut le cas avec la spectaculaire visite de M. Sadate à Jérusalem, qui a suscité un espoir excessif en éclipasant provisoirement des obstacles qui n'ont pas tardé à réapparaître. Tel est encore le cas avec les prisonniers du Polisario, dont la capture puis la libération laissent dans l'ombre les données essentielles d'un dossier mal connu du grand public (1).

L'efficacité des techniques de relations publiques obéit à des règles. Lorsque, sous la dictature de Batista, les révolutionnaires, dont la propagande officielle disait qu'ils étaient à bout de souffle, s'emparèrent, en plein jour, en plein centre de La Havane, du célèbre cours automobile Fongia, le retentissement de cette action d'éclat fut considérable. Il en fut encore de même lorsque, au bout de quelques jours seulement, les révolutionnaires cubains libérèrent Fongia, qui ne tortait pas d'éclat sur la parfaite courtoisie de ses gardiens et sur la générosité de leur programme politique. Ce l'éclat même — l'efficacité dans l'opinion publique dépend de l'action d'éclat elle-même — enlèvement et libération — alors qu'une détention prolongée peut lui nuire.

MAIS la dénonciation d'une prise d'otages relève pour une part, elle aussi, de la technique des relations publiques. Paris n'a guère convaincu que son attitude à l'égard des Français détenus puis libérés par le Polisario était dictée par une morale supérieure et un souci humanitaire. L'extrême discrétion observée dans ces échanges, le grand retard avec lequel un négociateur fut saisi du dossier, les péripéties du retour, etc., démentent l'impression que l'on voulait créer. Ainsi, toute l'affaire n'a pas pu dissimuler les véritables motivations de l'intervention française dans la crise du Sahara occidental, intervention antérieure à l'enlèvement de Français en Mauritanie.

Une fois de plus, la politique française en Afrique s'inspire de considérations qui paraissent beaucoup trop étroites pour répondre convenablement aux intérêts à la fois des Africains et des Français.

Le premier principe de cette politique fut formulé au printemps dernier à propos de la fourniture d'une aide logistique au Zaïre. Il s'agissait alors d'assurer « la sécurité, l'indépendance et la stabilité » des États. Le même calcul prévaut aujourd'hui, et il est vrai que, sans la protection assurée par l'aviation française, le régime de Nouakchott n'aurait pas pu résister à la pression des coups du Polisario. Mais cette stratégie comporte, et pour la France et pour l'Afrique, un inconvénient majeur : c'est en théorie seulement qu'elle écarte toute distinction entre régimes conservateurs et progressistes, et un jour viendra où sera menacé un État dont Paris n'osera pas ou ne voudra pas protéger la « stabilité ». Alors éclatera au grand jour le choix dont on voudrait faire croire qu'il n'a pas été fait.

Le second principe n'a pas été et ne sera pas formulé. Il concerne les intérêts économiques de la France en Afrique. Aucun rideau de fumée ne saurait le dissimuler, et aucune rhétorique ne peut convaincre que les interventions d'une nation industrialisée sont désintéressées, qu'elles répondent exclusivement à des considérations touchant le respect des régimes en place et des droits des personnes.

La préférence marquée à l'égard de certains régimes n'a cessé de dégrader les relations de la France avec des pays africains appelés à un grand avenir. Elle privilégie les intérêts économiques immédiats au détriment de calculs à plus longue portée. Elle discrédite les principes dont on entend parler des actions qui ne leur doivent rien. Elle écarte la France de la mission conciliatrice qui pourrait être la sienne.

(1) Voir le Monde diplomatique d'août et décembre 1974, août 1975, février 1976, juin et août 1977.

« Révolution verte » et besoins alimentaires

LES ÉCHECS D'UNE POLITIQUE ANTISUBVERSIVE EN ASIE

Par PATRICE DE BEER

Il y a une dizaine d'années, l'Asie non communiste vivait dans le rêve de la « révolution verte ». C'était l'époque de l'engagement militaire américain au Vietnam, de l'arrivée au pouvoir des militaires et du massacre de centaines de milliers de « communistes » en Indonésie. Il s'agissait alors, pour les stratèges et les experts des organismes internationaux comme la Banque mondiale puis la Banque asiatique de développement (BAD), de faire l'économie d'une « révolution rouge » menaçante,

grâce à une injection massive de matériel et de nouvelles techniques. Il fallait faire faire à l'agriculture un bond en avant afin de satisfaire les besoins alimentaires de la population et d'assurer une stabilité économique et sociale indispensable au maintien de l'ordre établi. Il s'agissait aussi, pour l'agro-business occidental, de trouver un nouveau marché pour ses produits, et de nouveaux fournisseurs de matières premières pour ses usines.

La technique suppléait la politique : l'irrigation, les engrais et les semences miraculeuses mises au point au centre de Los Banos, aux Philippines — qui servit aussi à des expérimentations moins pacifiques pour la guerre du Vietnam — devaient permettre de faire échec au communisme. Riz miracle IR-28 contre fusil AK-47 ! La bataille paraissait trop inégale entre le progrès et la prospérité promise par les savants et la guerre de libération, le sang, les larmes et l'idéologie dont se réclamaient les maquisards.

Le temps semble venu de dresser le premier bilan, près de trois ans après l'effondrement de la politique américaine dans toute l'Indochine. En effet, la Banque asiatique de développement a rédigé, en 1977, son deuxième rapport agricole décennal — pour la période 1965-1975 (1) — qui est en fait une

véritable autoréflexion de la politique suivie en matière de développement avec une franchise que seuls peuvent se permettre les documents qui ne sont pas destinés au grand public. Au risque parfois, pour cet organisme financier représentant essentiellement les intérêts de l'économie japonaise, d'annoncer des constatations quasi-révolutionnaires.

« Les gouvernements (asiatiques) ne peuvent plus se permettre de freiner le potentiel de production de leur économie en pourvoyant aux besoins de la minorité de privilégiés. La pauvreté doit être réduite et cela doit se faire en fournissant des emplois productifs aux masses qui ont faim. » En effet, les « structures hiérarchiques » ont un « effet négatif sur le développement rural ». « Selon les vues les plus optimistes, la situation alimentaire dans la région (asiatique) n'est pas beaucoup plus mauvaise qu'il y a dix ans. (...) En général, l'impact de la révolution verte sur l'emploi et le bien-être a été très modeste dans la plupart des endroits. » « Les tentatives (des gouvernements asiatiques) pour développer des systèmes de crédit viables pour les petits paysans n'ont pas beaucoup réussi. » « Il y a peu de preuves que l'utilisation des tracteurs ait eu beaucoup d'effet sur le rendement des terres. »

(Lire la suite page 11.)

(1) « Rural Asia : Challenge and Opportunity », dont sont tirées les citations.

LES ÉQUIVOQUES DE LA SOCIAL-DÉMOCRATIE

Un carrefour de cynisme et d'espérances

Par JEAN ZIEGLER *

EN juin 1971 au congrès d'Épinal, M. François Mitterrand et les conventionnels avaient soutenu un amendement visant à éliminer des statuts l'appartenance du nouveau parti à l'Internationale socialiste (I.I.). 27 novembre 1978 : dans l'immense salle des conférences de l'Organisation internationale du travail à Genève, s'ouvre le XIII^e congrès de l'Internationale socialiste. Le président de la séance solennelle d'ouverture s'appelle François Mitterrand. Son discours programme sur « le socialisme démocratique dans le monde d'aujourd'hui » ouvre trois jours de travaux et de débats qui devaient bouleverser l'organisation et ouvrir le chemin de sa renaissance.

L'Internationale socialiste représente aujourd'hui une puissance considérable : elle regroupe trente-trois partis membres ou affiliés, comptant plus de huit millions de militants ; le seul S.P.D. allemand réunit plus d'un million de membres. Plus de cent millions de personnes vivent — en Occident — sous un gouvernement socialiste. Et si l'on compte les citoyens d'autres pays où des socialistes, sans être majoritaires, participent d'une façon décisive à la direction de l'État, ce chiffre dépasse 300 millions.

Fait surprenant : l'Internationale, qui abrite quelques-uns des hommes politiques les plus cyniques de ce siècle (M. Helmut Schmidt, d'Allemagne, ou M. Daniel Oduber, du Costa-Rica) reste aux yeux des peuples une institution morale, une autorité de foi, illusion, mensonge ? Non. L'Internationale incarne la raison d'État comme elle incarne la morale de justice (2). Elle est, de ce fait, une organisation ambiguë, équivoque. D'une part, une sorte de club privé où se rencontrent les chefs et ministres de gouvernements socialistes ; d'autre part, le lieu où se croisent les espoirs, où s'investissent les rêves de millions de militants. Mais surtout elle est un incomparable instrument potentiel pour la lutte de classe, la lutte anti-imperialiste.

Il existe aujourd'hui un imaginaire socialiste, un « imaginaire de conviction » (Régis Debray) (3). Cet imaginaire s'incarne dans l'Internationale socialiste. Ou, plus précisément,

les espoirs immenses qu'éveillent chez les peuples dominés du tiers-monde les progrès des partis socialistes en Europe se reportent sur l'Internationale. Cinq partis arabes (le F.L.N. algérien, le Néo-Destour tunisien, l'Union socialiste d'Égypte, le Baas syrien, l'Union populaire des forces progressistes du Maroc), quatre partis africains, six mouvements latino-américains, se rapprochent aujourd'hui de l'Internationale. Celle-ci (résolution

de Madrid du 17 octobre 1977) appuie la lutte du peuple sahraoui. En septembre, M. Olof Palme a conduit une mission d'information et de solidarité de l'Internationale en Afrique australe, à travers les cinq États de la « ligne de front ».

M. Mario Soares, M. Berni Carlson et des députés des partis français, italiens, suisses, vont partir prochainement au Mexique, au Costa-Rica, au Venezuela et en République dominicaine, afin de resserrer les liens de l'Internationale avec les mouvements socialistes d'Amérique latine.

Face à l'eurocommunisme

L'INTERNATIONALE charrie avec elle un certain nombre de problèmes anciens. Ils restent dangereux, parfois paralysants. Il y a d'abord un problème d'organisation : l'appareil de l'Internationale est faible. Exemple : le nouveau — et efficace — secrétaire général, M. Berni Carlson (ancien secrétaire international du parti suédois), siège dans des locaux exiguës à Londres, entouré de deux secrétaires à plein temps et de deux collaborateurs à temps partiel. Le seul parti socialiste italien — pourtant de peu de poids dans les affaires de son pays — occupe à Rome un somptueux immeuble de cinq étages. Il compte, dans son seul siège central, plus de deux cent cinquante fonctionnaires à plein temps.

Le XIII^e congrès a pris des résolutions : le nouveau président, M. Willy Brandt — qui met une fin heureuse à l'ère Mitterrand (ancien président et ancien vice-chancelier d'Autriche) — exige une réforme et un renforcement du secrétariat, qui devrait en plus être soustrait à la tutelle du parti travailliste britannique et démantelé son siège à Genève ; mais, une année après le congrès, aucune de ces décisions n'est réalisée, les fonds, curieusement, manquent.

Problème difficile : du temps de la présidence Vandervelde et jusqu'à la deuxième guerre mondiale, l'Internationale était en mesure d'imposer les résolutions de ses congrès aux partis membres récalcitrants. Contre la raison d'État — parfois — la morale de la justice triomphait. Léon Blum avait des sursauts froids lorsqu'il devait expliquer sa politique espagnole à l'Internationale. (4) Autre exemple : en 1904 l'Internationale (congrès de Bruxelles et d'Amsterdam) impose pratiquement — à Guesdès et à Jaurès — la réunification du parti français (5).

L'actuel déséquilibre qui s'accumule depuis 1945, entre l'appareil administratif et financier déficient de l'Internationale et la puissance des appareils de certains partis membres (notam-

ment allemand, italien, autrichien) limite le pouvoir d'intervention et de contrôle de l'Internationale dans l'application de ses résolutions.

Deuxième problème : un fossé sépare les partis membres qui pratiquent une politique d'union des gauches et ceux qui, tels les partis allemand, suédois, autrichien, restent farouchement opposés à toute collaboration avec un parti communiste quel qu'il soit.

Julien 1972 : signature du programme commun en France. Quelques semaines après, l'Internationale se réunit à Vienne. M. François Mitterrand et le parti français restent isolés.

Mai 1975 : M. François Mitterrand réunit à Latche les dirigeants des partis socialistes du sud de l'Europe : MM. Mario Soares, Felipe Gonzales, Seno Craxi, les dirigeants du PASOK grec et du P.S. belge. La position du P.S. français et de son premier secrétaire est la suivante : « Il s'agit de savoir comment développer dans nos pays l'union des masses autour et avec les partis politiques représentant les forces populaires. Ce qui pose le problème de l'alliance, de l'union, de la coalition entre P.S. et P.C. Il s'agit pour nous tous d'un choix socialiste. Voilà l'aspect particulier, nouveau, moderne de nos préoccupations » (6).

(Lire la suite page 2.)

(1) Claude Estier, *La Plume au poing*, préface de François Mitterrand, Ed. Stock, Paris, 1977, page 304. L'amendement n'a pas réuni 10 % de suffrages.

(2) Colette Audry : *Les Militants et leur morale*, Ed. Flammarion, Paris, 1976. Colette Audry analyse le conflit permanent à l'intérieur du mouvement socialiste, entre la morale de l'efficacité et la morale de la justice.

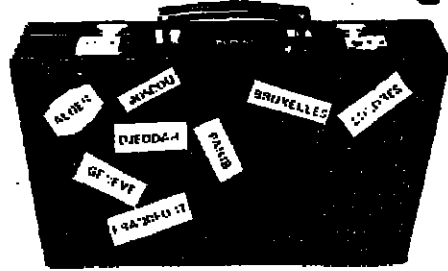
(3) Régis Debray, *Les Rendez-vous manqués*, Ed. du Seuil, Paris, 1975, page 38.

(4) Jean Lacouture : *Léon Blum*, Ed. du Seuil, Paris, 1977.

(5) Michel Battella, *Jouré*, préface de François Mitterrand, Ed. Pygmalion, Paris, 1977.

(6) Claude Estier, *La Plume au poing*, op. cit., page 306.

Air Algérie vous transporte au carrefour des nouveaux échanges.



Nous vous offrons comme cela près de 25 pays et de 50 escales. Pas pour l'exotisme, ni pour l'aventure. Pour y aller conclure vos marchés. A partir de Londres, Paris, Francfort, Bruxelles, Prague, Genève ou Moscou. Vite. Confortablement. Au rythme de vos affaires.

AIR ALGERIE

Dans ce numéro :

La répression du terrorisme et le droit

(Page 3.)

Vers un nouvel ordre régional au Proche-Orient

(Pages 6 à 8.)

Le Soudan, grenier du monde arabe ?

(Pages 10 et 11.)

150

Rec'd

Rec'd

LECTIONS-DEBATS :
Medias et Florence, 1977. Vidéo
et Blanc, 45 min. — Diffusion :
d'Alambert, 1014 Paris. Tél. :

UN LIVRE DE JOSEPH COMBLIN

Pouvoir militaire et sécurité nationale en Amérique latine

Par JEAN-PIERRE CLERC

DEPUIS le début du dix-neuvième siècle, c'est-à-dire dès l'émancipation des anciennes colonies espagnoles, l'Amérique latine a été la terre d'élection des tyrans galonnés. Mais la routine des prononcements ne doit pas cacher l'essentiel. Naguère, comme dans les aventures de Tintin, le général Taploca remplissait le général Alcazar, dans une sorte de ballet où le ridicule s'empare fréquemment du tragique. Aujourd'hui, les nouveaux centurions qui ont pris le pouvoir dans de nombreux pays entendent le garder au nom d'une doctrine : celle de la « sécurité nationale ». Le livre du Père Joseph Comblin, *Le Pouvoir militaire en Amérique latine* (1), démontre les rouages de cette « idéologie » esquissée et mise en œuvre dans les années 60 par une poignée d'officiers brésiliens. De par son sujet, cet ouvrage est l'un des plus importants qui aient été publiés ces dernières années sur l'Amérique latine.

Joseph Comblin ne croit pas que les militaires brésiliens, chiliens ou argentins au pouvoir soient des butors ou des dupes. Il éclaire leurs plans, ou du moins le plan de cette minorité d'entre eux qui a emporté, par exemple, l'intégrité de cet ouvrage de démonstration que, dans la plupart des cas, il y a eu deux coups d'État : celui qui a renversé les civils, et celui qui a ensuite permis aux tenants de la « sécurité nationale » de s'imposer au sein de l'armée.

« Sécurité nationale », qu'est-ce à dire ? Pour parvenir à son noyau dur, il faut d'abord débarrasser le concept des oripeaux « géopolitiques » et « organisationnels » (2) dont l'ont affublé, comme pour faire plus sérieux, ceux qui l'ont pris pour axe de leur réflexion. Cela fait, il reste deux ou trois axiomes qui fondent une doctrine d'une étonnante simplicité.

Première affirmation : la nation est la réalité centrale de la vie sociale. Elle agit par l'État, s'exprime par l'État. Plus que son incarnation, l'État est son essence même. L'État est aussi le défenseur de la nation. Car la nation est menacée. De l'extérieur, d'abord. De l'intérieur, ensuite, en raison de la nature particulière du monde contemporain.

Un deuxième axiome est que la planète est aujourd'hui partagée en deux camps irréconciliables : l'Occident chrétien et l'Orient communiste. L'histoire, la géographie, la culture : tout démontre que l'Amérique latine, dans son ensemble, fait naturellement partie de l'Occident. Il importe, en conséquence, d'organiser la « sécurité nationale » de chacun des États du sous-continent en fonction de cette donnée. En tenant compte, bien entendu, du fait que l'Occident a un leader naturel : les États-Unis, auxquels échoient donc des responsabilités — mais aussi des prérogatives — particulières.

Le corollaire de tout cela est qu'une guerre « permanente », « totale », ravage aujourd'hui la planète. L'agresseur est l'« impérialisme soviétique », plus souvent nommé le « mouvement communiste international » ou encore le « M.C.I. ». Il s'agit d'une guerre « froide », non déclarée, d'ailleurs « réversible », l'ennemi, au lieu de lancer à l'attaque ses avions et ses tanks, utilise l'arme de la « subversion » — ce cancer qui ronge les forces vives des nations. Celles-ci doivent réagir par tous les moyens afin de protéger leur sécurité menacée.

Ainsi se justifie la prise du pouvoir par les militaires. A la différence des politiciens, corrompus et incapables, ils ont su, eux, comprendre la vraie nature du danger. En outre, qui mieux que les forces armées saurait mettre la nation à l'heure de la mobilisation générale et permanente contre le « M.C.I. » ?

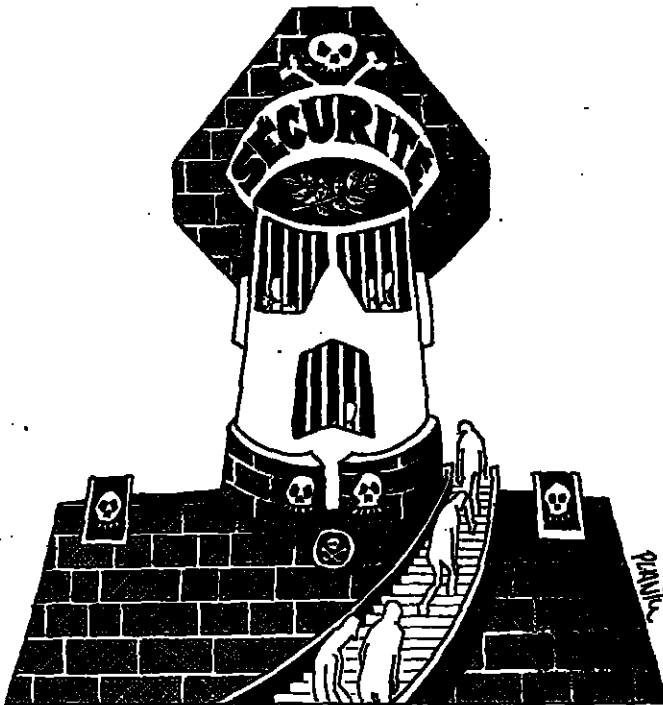
Guerre aux opposants

CETTE succession d'affirmations peut paraître simpliste ; ses conséquences n'en sont que plus redoutables. La guerre étant une situation extrême, il faut s'y préparer avec des moyens extrêmes. D'où la mise en place d'un « système » renforçant considérablement le pouvoir de l'exécutif — représenté par un général-président désigné à ce poste par ses compagnons d'armes. Ce chef suprême est, le plus souvent, assisté par un conseil national de sécurité, où siègent les plus influents de ses collègues, et aidé par une police politique qu'il contrôle directement. En l'absence d'un Parlement — dissous lors du coup d'État — un conseil d'État, ou tel autre organe désigné, exerce « la fonction législative ». Les partis politiques, symboles des divisions de la nation, sont interdits. Des magistrats à la botte exercent la « fonction judiciaire ».

Les violations des droits de l'homme, si souvent dénoncées à propos des pays sud-américains, s'expliquent ainsi aisément : lorsque la critique n'est plus considérée comme l'expression normale d'une divergence, mais comme un acte visant à saper les bases de la sécurité du pays, l'opposant n'est plus un simple adversaire politique, mais un véritable ennemi. Il convient de le mettre hors d'état de nuire, y compris par les moyens les plus extrêmes — torture, emprisonnement, exil. Ceux-ci justifient la fin : la survie de la nation.

Le Père Comblin a recherché les origines de cette doctrine. Aux sources philosophiques, il a trouvé Hobbes — le pessimiste autour duquel, convaincu que pour éteindre leur soif éperdue de sécurité, les citoyens doivent s'en remettre à un État tout-puissant. Aux origines politico-militaires, il y a le général allemand Ludendorff : cet « anti-Claude Lorraine » pour qui — en vingtème siècle — les conflits peuvent être totaux — la guerre devient la donnée centrale, et la politique sa simple poursuite par d'autres moyens.

Le Père Comblin voit dans la « sécurité nationale » une théorisation de pratiques modernes. Américaines d'une part, avec le vote, en 1947, du National Security Act, qui a créé, outre le Conseil national de sécurité et la C.I.A., une mystique — dont le maccarthysme devait être l'expression la plus gringante. L'un des cinq chapitres de l'ouvrage est consacré à ce pèlerinage aux sources américaines, et à la manière dont le concept a été introduit au sud : par l'intégration progressive des forces armées de tout le



continent ; par l'aide militaire et les ventes d'armements de Washington ; et par les programmes de formation d'officiers latino-américains dans les collèges de guerre des États-Unis et de la zone du canal de Panama. Théorisation de pratiques françaises, d'autre part, et l'auteur se réfère longuement aux écrits sur « la guerre contre-révolutionnaire » des colonels Trinquier et Châteaufort, et aussi du général Beaufre — après leurs expériences vietnamiennes puis algériennes.

L'auteur étudie, d'autre part, les traits nationaux de cette idéologie quasi continentale. La « sécurité nationale » ne s'incarne pas de la même façon au Brésil, qui a été son berceau, et en Argentine, où un nationalisme rémanent lui interdit d'épanouir pleinement ; au Chili, où le modèle est porté à son paroxysme, et au Pérou où, en dépit de l'impérialisme de sécurité, ont été longtemps mis en parallèle avec ceux du développement économique et de la promotion sociale des masses ; en Uruguay, où les militaires se cachent derrière le paravent d'un président civil, et en Bolivie, où la « sécurité nationale » demeure marquée d'un populisme hérité d'époques antérieures.

Une couverture idéologique

Le dernier chapitre, intitulé « la paix et la politique », pose les dernières questions de fond. Où aboutit, se demande l'auteur, cette recherche effrénée de la « sécurité nationale » ? Il répond à l'insécurité absolue. En accroissant indéfiniment ses moyens de protection, défensifs et offensifs, un État est, en effet, conduit à menacer ses voisins ou adversaires potentiels de façon de plus en plus intolérable. Ce livre qui démontre certains aspects néfastes de l'action des États-Unis en Amérique latine s'ouvre sur une

citation du général Eisenhower : « Le fondement d'un ordre stable est la sécurité relative — et donc l'insécurité relative — de ses membres. »

A l'intérieur, la répression se révèle rapidement insuffisante pour assurer la protection de l'État. Celui-ci doit donc passer à l'action préventive — détectant non seulement ses ennemis cachés, mais aussi ses adversaires virtuels, les indifférents, et enfin les tièdes. Sa logique le conduit donc à faire, peu à peu, un vide effrayant autour de lui.

Joseph Comblin se demande si « toute cette armature conceptuelle » n'est pas « une simple couverture idéologique et pseudo-scientifique servant à cacher un système de domination et d'exploitation des travailleurs par des bourgeoisies habiles et capables de se servir des forces armées pour leurs intérêts privés... Peut-être y a-t-il toujours (chez les militaires) une part d'illusion, volontaire ou non, à côté de la volonté de tromper et d'exploiter. Toutefois est-il que, de fait, les objectifs nationaux coïncident de manière surprenante avec ceux de la bourgeoisie ». La « sécurité nationale » vise en effet à assurer la survie de la nation. Mais la nation, qu'est-ce à dire ?

Ce n'est pas seulement un territoire à défendre contre les armées étrangères. C'est « un certain nombre d'attributs considérés comme essentiels à sa survie : des croyances, une religion, des institutions... ». La nation est donc, aussi, une certaine manière d'être, un certain mode de vie. Or, en Amérique latine, il y a au moins deux modes de vie bien différents : celui des privilégiés, et celui des laissés-pour-compte. La conviction s'impose donc que la « sécurité nationale » exprime ce désir des classes bourgeoises de ne pas être contraintes de changer d'existence par la pression populaire. Le « communisme » est l'ennemi principal. Mais on le craint moins, tout compte fait, sous son avatar international — dont on est protégé par le « parapluie » américain — que sous sa manifestation nationale (3).

L'auteur s'interdit d'examiner les systèmes de « sécurité nationale » en fonction d'une analyse politique partisane. Il les soumet à un examen de passage intellectuel, s'attachant à débusquer les erreurs, les contre-vérités, les sophismes, les mensonges, les « fumisteries » qui emblaient les raisonnements des théoriciens.

Prêtre, il juge, enfin, le système à l'aune du christianisme « Il n'y a pas d'autre moyen de produire du christianisme que de le pratiquer », conclut sévèrement ce jésuite belge, qui travaille aujourd'hui au Chili, à l'adresse des croisés botés de l'Occident. Expliquant ce point de vue à l'occasion d'un entretien que nous eûmes récemment avec lui à Paris, il déclarait : « La sécurité nationale est totalement incompatible avec le christianisme, car elle part d'une conception radicalement pessimiste de l'homme, considéré comme « un loup pour l'homme ». Elle ne fait aucune confiance à ses capacités de rédemption. C'est une prime toute l'expérience chrétienne, et tout ce qui se fait pour incarner cette expérience dans l'histoire. Comme chez Maurras, le christianisme n'existe plus que comme signe d'identité nationale — en ce qu'il s'oppose au communisme athée. » Après ce livre, il sera, en tout cas, moins facile aux tenants galonnés de la « sécurité nationale » de proclamer que Dieu est de leur côté.

(1) Ed. Jean-Pierre Delarge, Paris, 1977, 228 pages, 50 F. Le numéro d'août-septembre 1977 de la revue *Critique* a consacré, de son côté, plus de cent pages aux « Enquêtes militaires » d'Amérique latine avec, notamment, des articles de Philippe Meyer, Hubert Lafont et Alain Josa. Éditions de Minuit, 8, rue Bernard-Lafont, 75005 Paris, 20 F.

(2) La « géopolitique » est l'étude des facteurs géographiques qui influencent la vie des États, avec la préoccupation d'en tirer des orientations pour une politique. Le premier des géopoliticiens a été l'Allemand Friedrich Ratzel (1844-1904), qui a développé la théorie de l'« espace vital », trouvée chez H.G. von Treitschke. Mais le terme de « géopolitique » a été inventé par le Suédois Rudolf Kjellén, auteur, d'autre part, de la théorie « organique », selon laquelle l'État est un véritable organisme, un être vivant, qui naît, grandit et meurt.

(3) Étant entendu que l'on disqualifie, sous le vocable de « communisme », toutes les formes de opinions réformatrices. Les libéraux eux-mêmes sont souvent appelés, par la droite, au Amérique latine, les « tontos utiles » — littéralement : « les idiots utiles » ; sous-entendu : les communistes internationaux.

● L'Association des journalistes spécialistes de l'Amérique latine et des Caraïbes (A.J.A.L.C.) vient d'être créée à Paris. Elle a pour but de promouvoir la connaissance de l'Amérique latine et des Caraïbes en France, ainsi que de faciliter la circulation de l'information relative à cette région du monde. Le comité directeur de l'A.J.A.L.C. est ainsi constitué : président, Edouard Balby (l'Express) ; vice-présidente, Jean-Pierre Clerc (le Monde) et José Fort (l'Humanité) ; secrétaire général, Jean Rey ; secrétaire général adjoint, Bernard Cassen (le Monde diplomatique). La prochaine assemblée générale de l'A.J.A.L.C. aura lieu le samedi 4 février 1978, à 14 h 30, à l'Institut des hautes études d'Amérique latine, 28, rue Saint-Guillaume, Paris-7.

« L'acteur et le système »

L'art d'évacuer les rapports de classes

VOICI un ouvrage qui interpelle deux dimensions décalées de la sociologie contemporaine : à quel point, et à quel titre, particulièrement stimulant (1), il refuse d'une part les approches déterministes, que celles-ci se réclament de la tradition fonctionnaliste en termes de fonctions, statuts et rôles ; qu'elles relèvent d'une approche culturaliste en termes de socialisation des valeurs et des attitudes ; ou enfin qu'elles s'inscrivent dans la tradition marxiste. Il condamne, d'autre part, une tendance générale à théoriser — même si cette théorisation se dissimule souvent sous les apparences de recherches empiriques — en l'absence d'une connaissance concrète suffisante de la réalité concrète. Plus généralement, Michel Crozier et Erhard Friedberg opposent au caractère rétrospectif et déductif dominant dans les recherches actuelles une démarche hypothético-inductive « qui se sert de l'expérience vécue des participants pour proposer et vérifier des hypothèses de plus en plus générales sur les caractéristiques de l'ensemble » (p. 394).

S'appuyant sur les recherches empiriques menées depuis plusieurs années dans le cadre du Centre de sociologie des organisations, relevant tout modèle de rationalité a priori, ils placent au centre de leur approche le concept de « stratégie ». Il n'y a donc plus, à la limite, de comportement rationnel. C'est l'utilité même du concept de stratégie que de s'appliquer indifféremment aux comportements en apparence les plus rationnels et à ceux qui semblent tout à fait erratiques. Derrière les humeurs et les réactions affectives qui commandent ce comportement au jour le jour, il est en effet possible à l'analyste de découvrir des régularités, qui n'ont de sens que par rapport à une stratégie. Celle-ci n'est donc rien d'autre que le fondement inféré « ex post » des régularités de comportement observées

empiriquement. Il s'ensuit qu'une telle « stratégie » n'est nullement synonyme de volonté, pas plus qu'elle n'est nécessairement consciente » (p. 48).

Mais ne risque-t-on pas alors de cacher exclusivement l'analyse sur l'acteur au détriment du système dans lequel il agit, et de tomber dans le volontarisme en voulant échapper au déterminisme ? Les auteurs répondent à cette objection en complétant l'analyse des stratégies d'une approche systémique. La première est inductive et fondée sur un modèle de négociation et de calcul ;

Par JACQUES CAPDEVIELLE *

la seconde est déductive et renvoie à une logique de finalité et de cohérence. Contradictoire, ces deux approches n'en sont pas moins, pour les auteurs, indissociables, leur rencontre se réalisant dans le concept de « jeu » :

« Au lieu de nous centrer sur une série de concepts bien délimités, structure, rôle, personne, qui ne nous permettent pas d'appréhender les phénomènes que nous jugeons essentiels et qui sont des phénomènes de relations, de négociations, de pouvoir et d'interdépendance, nous nous centrons sur les mécanismes d'intégration de ces phénomènes eux-mêmes (...). Le jeu est l'instrument que les hommes ont élaboré pour régler leur coopération. C'est l'instrument essentiel de l'action organisée. Le jeu concilie la liberté et la contrainte. » (p. 97).

* Attaché de recherches à la Fondation nationale des sciences politiques.

Il apparaît la dimension nettement « instrumentale » et « intégratrice » de cette démarche, en même temps que son point faible : le concept de pouvoir. En limitant le pouvoir à une relation entre un acteur, en refusant de le considérer comme un attribut, en privilégiant exagérément la « zone d'incertitude », d'« imprévisibilité » que chaque acteur contrôle face à ses partenaires, les deux auteurs traitent des modalités d'exercice du pouvoir (ou même, plus souvent d'ailleurs, des phénomènes de délégation du pouvoir) et non du pouvoir lui-même, de ses fondements, de sa source, contrairement à ce qu'ils laissent supposer. Chaque acteur disposant toujours d'une certaine marge de négociation d'un certain contrôle d'incertitude, il dispose donc toujours d'une certaine part de pouvoir. Le pouvoir, dans cette construction, est donc partout et de ce fait, nulle part. Michel Crozier et Erhard Friedberg sont ainsi conduits à nier les rapports de classe, mais aussi à minimiser leurs formes phénoménales, ainsi par exemple dans le rôle marginal qu'ils attribuent au marché comme facteur de contrainte.

En fait, en passant directement (quelles que soient les médiations prises en compte : l'étude du fonctionnement des organisations à l'étude du fonctionnement de la société, les auteurs tombent dans le travers qu'ils sont pourtant les premiers à dénoncer, la généralisation d'une théorie macro-sociologique de l'acteur à l'étude de la micro-sociologie. Si le concept de « classe sociale » est opérationnel au niveau de la compréhension théorique d'un mode de production donné, il est évident qu'on ne saurait en déduire l'existence des classes comme données empiriquement répréhensibles dans une société donnée à un moment donné, mais on ne peut pas davantage en faire l'économie. En évacuant les rapports de classes dans leur définition du pouvoir, Michel Crozier et Erhard Friedberg limitent la portée de leur analyse conceptuelle de stratégie dans une analyse concrète des classes sociales aujourd'hui, dans une étude de la crise et du devenir de l'actuel « bloc au pouvoir ».

(1) Michel Crozier et Erhard Friedberg, *L'acteur et le système*, éditions du Seuil, Paris, 1977, 488 pages, 65 F.

REPERES

LE MENSUEL DU C.E.R.E.S.

N° 48

ÉNERGIE ET CROISSANCE

Prix du numéro : 15 F.
En vente dans les kiosques ou au
13, bd Saint-Martin,
75003 PARIS. Tél. : 887-76-42.

ABONNEMENTS :
France et pays de l'ex-
Communauté française
(sauf Algérie) 120 F
Étranger (par avion) 170 F
C.C.P. 34.475.30 J - LA SOURCE

Édité par la S.A.R.L. le Monde.
Gérants :
Jacques Farret, directeur de la publication.
Jacques Samra.

Reproduction interdite de tous arti-
cles, sauf accord avec l'administration.
Commission paritaire des journaux
et publications n° 57438

051 01101

50

Remous autour d'un référendum

LA JUNTE CHILIENNE EN QUÊTE DE LÉGITIMITÉ

Le référendum organisé par le général Pinochet le 4 janvier a provoqué des dissensions au sein de la junte elle-même, en même temps qu'il suscitait de vives critiques des hostilités nettement marquées. C'est ainsi que le « contrôleur général » de la République a publiquement contesté la validité constitutionnelle de cette initiative. Unanimes, les évêques chiliens ont estimé qu'il convenait d'annuler ou, au moins, d'ajourner la consultation populaire. Au nom de la démocratie chrétienne, l'ex-président Eduardo Frei a rejeté le référendum « dans sa forme et dans sa substance ». Conçu comme une tentative de donner une légitimité à la junte, l'appel aux urnes a marqué avec un certain éclat les faiblesses de la dictature. Ce sentiment est renforcé par une décision de la Cour suprême qui, réunie le 19 décembre en séance plénière mais en l'absence de son président, avait annulé par dix voix contre deux un décret-loi du mois de mai retirant la nationalité chilienne à un syndicaliste chilien, M. Humberto Elgueta.

Par ARMANDO URIBE

droits et devoirs des citoyens, entamant les préceptes constitutionnels, souvent de façon implicite et tacite.

c) Les décrets-lois qui, selon une déclaration de fin 1974, se référaient de manière explicite à la Constitution de 1925 en y introduisant des réformes.

d) Les actes constitutionnels, qui créent par exemple un Conseil d'Etat Pinochet ou proclament des droits personnels vite éliminés par des décrets-lois ; tel fut le cas pour le droit à la protection légale et judiciaire, qui ne convenait évidemment pas aux besoins de l'arbitraire, comme on le vit à propos d'une station de radio démocrate-chrétienne, fermée par la force, et d'un ancien ministre de M. Frei, expulsé du pays par la force.

organisée des nations, une opinion publique mondiale, informée et souvent agissante, et des groupes, laïques ou religieux, qui au nom de la conscience et de l'histoire suivent les activités des gouvernements. Les rapports ou déclarations d'Amnesty International, du Conseil mondial des Eglises, des commissions ou associations internationales de juristes, d'autres organismes non gouvernementaux reconnus par les Nations unies, et surtout les résolutions de l'ONU elle-même et des systèmes régionaux qui s'y rattachent, autant d'instruments de délégitimation ou d'illegitimation privilégiés.

C'est du moins ce que considèrent les gouvernements ainsi assésés. Parmi les régimes condamnés par les Nations unies pour violation de ses principes figurent, notamment, l'Afrique du Sud et le Chili, tandis que bien d'autres violeurs des droits de l'homme et des peuples sont épargnés. Pourquoi ce double standard, pourquoi le Chili se demandent les gens du monde ? La junte comme les autres du monde ? Il n'y a rien de plus évident que la réponse. Pourquoi pas l'Ouganda ou l'U.R.S.S., Bokassa ou Fidel ?

Pourquoi ? Parce que le Chili était une démocratie. L'Etat chilien était parmi les plus vieux d'Occident. Le peuple chilien connaissait, avait expérimenté et exercé les droits humains dans leur version laïque et chrétienne. Ces droits de l'homme étaient, au Chili, culturellement « internationaux ».

Le Chili ne peut être jugé à l'aune de l'Ouganda ou de l'U.R.S.S. ou de la Chine ; au Chili, il n'y a pas eu de tsaï, comme dans l'histoire de l'Union soviétique ; le Chili n'est ni plus ni moins qu'un pays normal, du Brésil, du Paraguay ou du Guatemala. Sous l'égide des militaires, le Chili, qui ne produit pas de bananes, s'est transformé en « Banana Republic ». Une République ? Pinochet est allé jusqu'à dire que, ni de son vivant

ni sous son successeur, le régime ne changerait. *Regem habemus* !

Un autre mémoire de 1977 à l'Université de Paris-I a raisonnablement conclu que la cause des droits de l'homme ne connaît d'essor international que dans les cas où les valeurs historiques, culturelles et traditionnelles dans le pays mais en cause correspondent aux principes qu'on lui demande de respecter. Ce qui n'est évidemment pas le cas de l'empire centrafricain ou d'autres empires centraux.

La junte se proclame occidentale et chrétienne. Ces traditions politiques, le Chili, effectivement, les a. La junte, pas. Du point de vue formel, pratiquement tous les membres des Nations unies se sont engagés à respecter les conventions internationales concernant les droits de l'homme, les droits politiques et sociaux, les droits et devoirs économiques des Etats. Mais, au fond, les pays sont, en première instance, comparés à eux-mêmes plutôt qu'à des normes internationales. Et, par rapport à lui-même, le Chili tenu sous la botte manque gravement à ce qu'il a été, à ce qu'il est, à ce qu'il doit être.

Les traditions chrétiennes des Américains de souche protestante des Chrétiens « occidentaux » et catholiques, requièrent d'eux un soin tout particulier dans le maintien de certains principes. D'où les condamnations du Chili de la junte (13). Elles sont en faveur du Chili et des Chiliens. La junte crée au danger international. Pinochet, son régime, ses serviteurs, leurs actes sont la source du véritable danger international, extrêmement grave en ce moment, auquel le Chili est exposé.

Parce qu'ils ont eu la bonté de ne pas nous tuer tous, simplement de nous exiler, ils semblent croire que, reconnaissant leur magnanimité, nous devrions nous taire et attendre le bon plaisir des dieux et des maîtres. Les nous sommes ingrats et, comme des morts en sursis, nous écrivons leur épitaphe : *Homo nullus numero*.

V OILA déjà cinquante mois que l'écrivain mon premier article s'efforçait d'éclaircir la déesse d'un Chilien devant le spectacle de l'Etat historique détruit par les militaires, de la nation abandonnée par une classe qui se disait « supérieure » tout en abdiquant ses valeurs au profit de l'étranger (1).

Quatre ans plus tard, bien que chacun sache que l' « on n'a pas de patrie ni de foyer définitif sur la terre » (2), il faut bien étayer le drame d'être chilien. Comme l'écrivent les évêques dans leur « lettre aux Chiliens du dehors », « l'Etat vous a finalement permis de connaître d'autres hommes, d'autres idées, d'autres expériences... » (3). Peu après la Nativité, la famille de Jésus connaît aussi la souffrance de l'exil. La fuite en Egypte de Joseph, de Marie et de l'enfant ressemblait assez à l'exil de beaucoup d'autres, et elle fut accompagnée des mêmes angoisses, déchirements et priations que vous connaissez. Nous voulons dire que nous sommes avec vous » (3).

Le Chili sous la botte, c'est encore le Chili au pilori. Le régime des militaires n'est pas seulement brutal : il est aussi entre la honte et le ridicule. « Ils ne sont pas, eux, nos pères, je le dis à qui voudra mourir dans ces contrées » (4).

Le penchant au ridicule a voulu que les « experts » proposés aux relations publiques de la junte aient, voilà quelques mois, passé contact avec Gallup pour substituer aux élections un sondage d'opinion. « Etes-vous satisfait du sens de l'autorité que manifeste le président Pinochet ? » Telle était la question-clé. Réponses très satisfaites, on peut s'en douter. Jusqu'au moment où, trop empressé ou enthousiaste, quelque technocrate américain, laissant une marge involontaire à l'humour noir du peuple mené, formula ainsi la question fatale : « Le général Pinochet est-il très intelligent — ou d'une intelligence simplement courante ? » Et vint la réponse écrasante : d'une intelligence simplement courante. Fin de

l'opération Gallup, du marketing politique, des « élections » par sondage.

Ainsi, le 21 décembre dernier, après le plus récent canotage tenu par la junte aux Nations unies, Pinochet annonce la décision solennelle de sonder les intentions du peuple par le moyen d'un « référendum ». La date du 4 janvier 1978 a été choisie pour ce nouveau recensement, à la Hérode, des innocents voués au massacre. Telle est la proclamation sur laquelle le peuple chilien était invité à se prononcer par oui ou par non :

« Face à l'agression internationale dont le gouvernement de notre patrie est victime, l'appui du président Pinochet dans sa défense de la dignité du Chili et le rétablissement de la République pour mener sagement le cours de l'institutionnalisation du pays » (5).

C'est essentiellement en raison de cette « agression internationale » que, plus de quatre ans après leur méfait, Pinochet et ses complices cherchent encore, désespérément, la légitimité perdue. Pendant que se poursuit notre longue traversée du désert, les militaires et l'urgence sociale qui, dans l'ombre, les guide font en pure perte, sans pouvoir trouver cet objet d'autorité. Pourtant, il existe en théorie plusieurs formes de légitimité, et Max Weber avait identifié trois, qui, aujourd'hui encore, constituent des critères de base.

D'abord, l'autorité « légale » exercée (6), dont le type le plus pur, s'appuyant sur un système juridique administratif, consiste en une « compétence » dans la sphère des lois généralement connues et exprimées par une hiérarchie clairement définie, rationnellement définie. Bref, un Etat de droit. Mais la junte a démantelé l'appareil bureaucratique chilien sous prétexte d'épurations idéologiques et de libération sociale. Elle n'a pas été capable de définir les limites du pouvoir dans un pays où les dispositions de rang constitutionnel s'échelonnent, ou plutôt s'entrecroisent, à cinq différents niveaux : a) La Constitution de 1925, trouvée comme une écorne aux formes vagues et incertaines ; nul ne peut dire quelles normes de cette Constitution sont encore en vigueur et lesquelles ne le sont plus ; b) Les décrets-lois signés lors de la première étape de promulgations sauvages des règles concernant les

L'argument du double standard

DES sociologues et historiens contemporains ont élaboré d'autres arguments qui permettraient que la violence d'Etat, la coercition, la dictature soient légitimées par le biais idéologique, fondant ainsi l'Etat ; c'est la « force justifiée » de Pascal, l'« hégémonie culturelle » de Gramsci (9). Ces nouvelles notions de légitimité sont peut-être plus discutables que celles de Weber. Mais la science politique, aujourd'hui, a autant de conceptions de la légitimité que la politique a de justifications au jour le jour.

Ainsi, au cours de la dernière décennie, des Américains ont développé, pour l'Amérique latine, le concept valable, selon eux, depuis les caudillos modernisants et positivistes de la fin du dix-neuvième siècle jusqu'aux régimes militaires-technocratiques de nos jours, d'une légitimité par « l'ordre et le progrès » (Martin C. Neidler), par l'efficacité ou l'effectiveness (Raymond Martin Lipset), et par l'achèvement — *achievement* (Peter Smith) (10). Le régime de Pinochet serait-il technocratiquement progressiste, efficace, expert et accompli ? Avec les « Chicago-boys » de Milton Friedman incrustés dans son appareil économique, il a bien cherché une efficacité de technocrate accompli. Mais les résultats montrent à quel point cette politique est régressive. Leur « économie sociale de marché » n'a rien ni l'inflation ni les dépenses des Etats d'intérêt, elle accroit le chômage, installe la famine, désorganise le capital d'Etat, suce des crédits à court terme et à un coût énorme tout en effrayant les investisseurs. La santé, l'éducation, la Sécurité sociale sont en peu de chagrin, le produit national brut et le revenu par tête diminuent, et de même le nombre de têtes chiliennes — un million d'émigrés et d'exilés selon le cardinal de Santiago (déclaration du 1^{er} mai 1977) L'Eglise catholique, grande institution légitimatrice en Amérique latine, leur en fait grief. Du point de vue de la rationalité économique et sociale, le Chili a rétrogradé de plusieurs décennies. Décidément, son « efficacité » ne saurait légitimer la junte.

On sait bien que l'autorité se légitime à travers plusieurs procédures

simultanées. La concurrence de divers indices de légitimation provoque parfois une situation d'ambiguïté qui, dans des époques de transition, a l'avantage de l'hypermotivation d'une légitimation par l'ambiguïté vient d'être présentée dans un mémoire à l'Université de Paris-I. Le secret et le mystère arrivent parfois à faire office d'épuration de moyens de légitimation des nouveaux pouvoirs. Malheureusement, le régime de la junte n'a rien de clandestin, il est sans équivoque, le Chili est public et notoire.

Reste la légitimité par un système international (11). Il existe actuellement des systèmes et une communauté

L'image de la dictature en France

ANCIEN ambassadeur du Chili en France (1965-1970), puis principal conseiller diplomatique de la junte entre 1973 et 1976, M. Enrique Bernsten a publié à Santiago un article dans lequel il analyse l'attitude de la France à l'égard de la dictature chilienne (1). Dans un précédent article, il avait expliqué qu'il avait été invité par le gouvernement français à faire une visite au cours de laquelle il a eu, explique-t-il, des entretiens avec des « leaders de la majorité politique qui appuie le gouvernement » français. Il cite MM. Faure, président du Sénat ; André Colin, président de la commission sénatoriale des affaires étrangères ; Courvoisier, Michel Debré, Jean Lecanuet ; Jean de Lipkowski, ancien secrétaire d'Etat aux affaires étrangères. « Tous, croit-il devoir préciser, sont clairement antimarxistes » et ont « montré une connaissance claire et précise » de la situation qui règne au Chili. M. Enrique Bernsten écrit :

« Je résume leur pensée sur le présent et sur l'avenir de notre pays. J'écris : leur « pensée, parce qu'elle fut unanime. »

« (...) Ils reconnaissent le rôle très particulier que nous avons eu en Amérique latine comme gardiens jaloux d'une démocratie effective et de droit. Mais, en même temps, ils sont conscients que le régime de l'unité populaire nous conduisit au désastre économique, moral et social. En l'absence d'une issue politique, et devant l'imminence d'une guerre civile, il ne restait d'autre solution que l'intervention des forces armées. Ils savent qu'elle eut un appui immense des citoyens. Ils comprennent aussi que, après ce qui s'est produit, il n'est pas facile de rétablir la démocratie traditionnelle. Ils pensent que le Chili est libre de choisir le modèle de gouvernement qui lui convient le mieux et, bien entendu, qu'il appartiendra au peuple de choisir ce gouvernement. Sur cette base, ils reconnaissent qu'il est possible et désirable de maintenir de bonnes relations d'amitié et de coopération avec des régimes constitutionnels différents du système traditionnel qu'ils préconisent pour la France. »

Un peu plus loin M. Bernsten ajoute :

« Ils sont sincèrement préoccupés du respect des droits de l'homme. Les déclarations de la torture, des disparitions, des détentions arbitraires dans des camps de concentration les impressionnent de manière spéciale parce qu'elles leur rappellent l'occupation nazie. Ils sont conscients que beaucoup de nouvelles diffusées à l'étranger sont fausses ou exagérées. »

Il est évident que la situation serait plus simple si de telles nouvelles n'étaient pas diffusées... C. J.

(1) Enrique Bernsten, « Nuestra imagen en Francia », dans *Profil*, Santiago du Chili, 21 décembre 1977.

Le Monde des Philatélistes
L'OFFICIEL DE LA PHILATÉLIE

Spécimen sur simple demande.
11 bis, bd Haussmann,
75009 PARIS.

automobiles PEUGEOT



SODEXA

Distributeur officiel pour la vente :
• aux Membres du Corps Diplomatique
• aux Organisations Internationales
• aux Chrétiens se rendant en France

Exclusivement immatriculations spéciales CD et IT

26, RUE CAMBACÉRÈS • 75362 PARIS CEDEX 08 • ☎ 742.77.39 • Telex Peujoxa 280.426

VERS UN NOUVEL ORDRE

Réticences arabes et perspectives de règlement séparé

Un député israélien

POUR la première fois depuis les pourparlers d'armistice de 1949 à Rhodes, l'Egypte et Israël s'assoient à la même table et, dans une atmosphère sereine, discutent d'une paix réelle au Proche-Orient. Mais la rencontre en Egypte des deux chefs d'Etat, qui n'était que la partie visible d'un iceberg de négociations et de discussions, a aussi marqué la fin de l'acte I, scène 1 de l'étonnant spectacle inauguré au Proche-Orient par l'initiative du président Sadate. Les discussions de Mena House ont mis fin à l'euphorie et ouvert un marchandage serré autour d'une mission impossible : mettre un terme à la guerre qui, pendant trente ans, a opposé Israël aux Etats arabes.

La guerre la plus longue de notre époque s'est terminée sans confrontation finale, sans vainqueurs ni vaincus. La guerre menée par les Arabes contre Israël n'était pas dirigée contre un gouvernement ou contre une politique. Elle symbolisait le refus total de l'idée même d'un Etat juif au Proche-Orient. Il n'est pas facile, même dans les circonstances les plus favorables, de mettre un terme à un conflit aussi émotionnel et aussi durable. Mais les circonstances sont loin d'être les plus favorables et sont, en outre, aggravées par deux obstacles apparemment insurmontables.

Tout d'abord, le président Sadate exige un règlement global au nom de tous les Etats de la confrontation et au nom des Palestiniens. Cependant, au moins la Syrie et l'O.L.P. refusent d'envisager avec lui un marchandage — la paix en échange de territoires — et elles ont renforcé leurs attaques verbales contre Israël — et contre l'Egypte — accroissant ainsi les soupçons d'Israël et sa crainte d'un retrait qui aurait pour effet de réduire la distance géographique le séparant de ses ennemis vengeurs.

Ensuite se pose, bien sûr, le problème de la rive occidentale et des Palestiniens. Le premier ministre Begin a remporté les récentes élections grâce à un programme qui exclut formellement une « domination étrangère » sur toute partie d'Israël, y compris la Judée Samarienne. M. Begin n'emploie jamais le terme « Palestiniens » (même pour parler des « Arabes palestiniens ») et il a réaffirmé le droit des Juifs à s'installer n'importe où sur la rive occidentale. Cela étant, son projet d'accorder l'autonomie à la rive occidentale et à Gaza, dans le cadre d'une souveraineté non définie et en les maintenant sous le contrôle militaire israélien, représente, certes, une concession majeure par rapport à ses vues doctrinaires antérieures, mais il reste insuffisant par rapport à ce que Sadate considère comme une exigence minimum.

Un commun besoin de paix

ET cependant, malgré ces divergences entre deux positions inconciliables, on peut trouver bien des raisons d'être optimiste en se fondant sur toute une série de facteurs. Et d'abord la nécessité objective, à la fois pour Israël et pour l'Egypte, de mettre un terme aux menaces de guerre. L'engagement important de l'Egypte dans le conflit judéo-arabe était surtout le résultat de la politique de Nasser, laquelle reposait sur deux piliers de « non-sagesse » : le panarabisme sous hégémonie égyptienne et l'hostilité à l'Occident. M. Sadate ayant détruit ces deux principes, toute justification s'écroule d'une guerre longue et coûteuse contre Israël. Les problèmes intérieurs de l'Egypte réduisent à peu de chose les slogans de guerre traditionnels. Simple détail significatif à cet égard : le nombre des pauvres et des sans-abri en Egypte est supérieur à celui des réfugiés palestiniens qui reçoivent l'aide de l'ONU et dont le sort est devenu une affaire internationale.

L'Egypte ne veut pas — et peut-être ne le peut-elle pas — traiter avec Israël sur une base bilatérale. Cependant, si les concessions israéliennes sur la rive occidentale sont substantielles et raisonnables, et si le « Front du refus » continue à dire « non » à la paix, M. Sadate peut être tenté d'offrir un règlement global à la Jordanie, à la Syrie et aux Palestiniens, leur faisant comprendre que c'est — à prendre ou à laisser — la responsabilité de l'échec incombant alors à ceux qui refusent la

paix et non à l'Egypte, ce qui pourra inciter M. Sadate à accepter un arrangement séparé avec Israël, la paix avec les autres parties restant en suspens dans l'attente de leur acceptation.

Ou bien la Jordanie peut faire siennes (avec l'appui tacite de l'Arabie Saoudite) la sentence du président égyptien voulant que « Tripoli a annulé Rabat », moyennant quoi la décision de considérer l'O.L.P. comme l'unique représentant des Palestiniens est nulle et non avenue. Si la Jordanie adopte ce point de vue et prend part aux négociations de paix, les deux autres parties concernées, la Syrie et l'O.L.P., auront perdu leur capacité d'inférioriser le cours des événements et d'empêcher un règlement pacifique.

Ces deux possibilités dépendent, en somme, des concessions israéliennes sur Gaza et sur la rive occidentale. L'idée d'une « division fonctionnelle » dans ces régions — c'est-à-dire autonomie plus présence militaire d'Israël — présente bien des inconvénients et ne peut que renvoyer de vigoureuses objections de la part des Palestiniens et des Arabes. Mais sa force réside dans sa faiblesse : il s'agit d'un concept vague et souple. L'importance de ses deux composantes (autonomie interne et contrôle militaire israélien) peut être modulée au cours des négociations. Selon les dirigeants du Likoud, le fait qu'il n'exige aucune annexion légale des territoires par Israël est un avantage supplémentaire. La présence militaire israélienne compenserait ainsi les principales restrictions des frontières que presque tous les Israéliens considèrent comme abso-

lument indispensables à leur défense, et que tous les Etats arabes refusent. En outre, si cette division fonctionnelle et l'autonomie palestinienne sont considérées par les deux parties non comme un accord définitif mais comme une mesure provisoire susceptible d'être, périodiquement, réexaminée et renégociée, la formule deviendra moins inacceptable aux Egyptiens. En d'autres termes, l'idée de l'autonomie peut et doit être considérée comme un passage menant à la seule solution viable à long terme : deux nations indépendantes dans la Palestine originelle, exprimant toutes deux le besoin d'autodétermination des Juifs et des Arabes.

Régime de transition pour les Palestiniens ?

IL existe des précédents internationaux à ce genre d'accord provisoire, en certaines régions où aucun Etat n'exerce une pleine et entière souveraineté. Peut-être l'exemple qui se rapproche le plus de la conception de M. Begin à propos des régions palestiniennes autonomes est-il le régime qu'a connu la Sarre entre 1947 et 1957, date de son retour à l'Allemagne occidentale. Sous ce régime, la Sarre jouissait de l'auto-

* Député du Mouvement démocratique pour le changement (Dash) membre de la commission des affaires étrangères et de la sécurité de la Knesset.

Un intellectuel égyptien

CERTES, le voyage de M. Sadate à Jérusalem a été une surprise renversante, mais c'est aussi l'aboutissement logique de toute une évolution au Proche-Orient. Depuis longtemps déjà, pour les parties arabes en mesure d'orienter le cours du conflit, la recherche de la paix était moins déterminée par les revendications nationales arabes que par des considérations de classe, par la volonté de sauvegarder la structure des rapports inter-arabes schématisés à partir de la nouvelle richesse pétrolière, par la stabilisation d'intérêts économi-

Depuis déjà longtemps, la satisfaction des revendications palestiniennes n'est plus pour les négociateurs arabes le fond même du règlement. C'est là une hypothèse que la guerre civile libanaise a amplement vérifiée. La coalition de la résistance palestinienne avec la gauche au Liban a été perdue par les régimes arabes comme un élément de subversion, menaçant la structure du monde arabe bien plus qu'Israël ne peut le faire. Dès lors, il ne s'agit plus de satisfaire ces revendications, mais plutôt de trouver un moyen de leur représentation. Désormais, le règlement du contentieux avec Israël se pose en termes de persuasion bien plus que de discussion : « Accordez aux Palestiniens suffisamment pour empêcher qu'ils ne deviennent un élément de subversion contre nous ; nous vous garantissons en contrepartie qu'ils ne seront plus un élément de subversion contre vous ».

Face à l'intransigence du Likoud, M. Sadate s'est senti obligé de franchir le seuil que ses pairs arabes n'osaient aborder. Dans une logique du règlement où ce sont les positions de force, et non pas les droits visés, qui déterminent la conduite des protagonistes, l'Egypte occupe une place toute spéciale : elle est la plus vulnérable des interlocuteurs arabes, vu l'effondrement accéléré de ses infrastructures ; mais aussi, si l'Egypte elle-même ne peut pas faire la paix, sans elle les autres Etats arabes ne peuvent pas lancer une guerre. En prenant ouvertement et directement contact avec l'« ennemi sioniste », M. Sadate, apparemment, rompait tout le mode :

Les Etats-Unis, qui, soucieux de ne pas subir les retombées d'un piètre règlement de plus en plus évident dans la préparation de la conférence de

Genève, avaient cherché à multiplier les engagements mutuels et étaient allés jusqu'à introduire l'O.R.S.S. dans le circuit de la négociation (par le biais d'une déclaration conjointe), après que M. Kissinger eut tout fait pour l'exclure. Or voici que M. Sadate, en engageant avec Israël un dialogue direct, libère du même coup toutes les autres parties de leurs engagements antérieurs. Il ne pouvait plus être question d'une délégation arabe unifiée à l'administration Carter, et le quadrilatère de leurs revenus du pétrole avait été possible :

— Les Etats conservateurs arabes : c'était leur intime que leur manque de générosité envers l'Egypte avait conduit à un réalisme que, quelle que soit leur réputation, ils ne pouvaient qu'adopter. Après tout, c'est grâce aux sacrifices de l'Egypte, à son sang abondamment versé au cours des batailles « victorieuses » d'Octobre, que le quadrilatère de leurs revenus du pétrole avait été possible :

— Les régimes arabes militants : c'était leur lancer le défi que leur hostilité ne pouvait être qu'inconsciente ; ils pouvaient bien protester avec véhémence, prôner des accusations de trahison et de capitulation — pouvaient-ils sans l'Egypte arrêter à l'égard d'Israël une politique plus heureuse ?

Entreprises de récupération

Le peuple égyptien a grosso modo suivi son président, non seulement parce que, en vue de produire cette impression, les appareils bureaucratiques officiels ont été totalement mobilisés, parce qu'aucun véritable débat public n'a été toléré et que l'on a privé les oppositions de tout moyen d'expression, mais aussi à cause d'une propagande insidieuse, menée de longue date, qui faisait valoir les frustrations légitimes des Egyptiens envers la prodigalité arrogante des nouveaux riches arabes : au lieu de chercher dans une politique de servilité à leur

nomie politique, elle avait un Parlement élu et son propre premier ministre (Johannes Hoffman). La Sarre était liée à la France dans une union diplomatique et économique et elle était soumise au contrôle militaire français. En vertu d'une convention franco-sarroise signée en 1920, ses mines furent concédées pour cinquante ans à la France. L'Allemagne de l'Ouest s'étant affirmée comme un partenaire pacifique et démocratique de l'Europe unie, et les appréhensions en France d'un renouveau du militarisme germanique s'étant atténuées, la Sarre put être rendue à la France, et elle devint, le 1^{er} janvier 1957, le dixième Land de la République fédérale. Un scénario analogue peut être envisagé pour la rive occidentale et la bande de Gaza.

Les précédents internationaux ne sont utiles que s'il existe des dirigeants désireux de s'en servir dans un esprit constructif. Tout indique que MM. Begin et Sadate sont également décidés à saisir l'occasion unique de mettre fin à la guerre indisciplinable, tous deux ont pleinement conscience de leur rôle historique et de l'appui de l'opinion publique de leurs pays respectifs. La clairvoyance et le courage du président Sadate et la souplesse instinctive de M. Begin ont déjà créé une réalité nouvelle au Proche-Orient. Le spectacle de cette nouvelle réalité, qui apparaît chaque soir sur les écrans de télévision, exerce un effet dynamique sur l'évolution politique. Les manifestations publiques d'amitié entre Israël et l'Egypte modifient l'état d'esprit dans les deux peuples. Pour les Israéliens, l'idée d'une paix véritable a brusquement cessé d'appartenir au domaine du rêve. Les Egyptiens, quant à eux, découvrent des

Après l'euphorie du mois de décembre, c'est de nouveau l'incertitude au Proche-Orient. Le « plan de paix » de M. Begin, publié au lendemain de sa rencontre à Israël avec le président Sadate, a rappelé que les dirigeants israéliens, quelle que soit leur appartenance politique, ne pouvaient envisager en Cisjordanie et à Gaza des concessions qui laissent la moindre chance aux représentants de la résistance palestinienne de prendre un jour en main la destinée d'un éventuel Etat palestinien. Moyennant un allègement du régime d'occupation militaire actuel, l'autonomie proposée aux habitants de la Cisjordanie, pour une durée indéfinie, devrait laisser le temps faire son office pour ruiner le crédit des partisans de l'O.L.P., rendus responsables du maintien de la présence israélienne sur ce territoire. Comme si dix années d'occupation n'avaient pas contribué au renforcement de l'influence de l'O.L.P. chez les Palestiniens ; comme si la propre de toute occupation étrangère n'était pas d'engendrer sans cesse de nouveaux espoirs de résistance et de libération.

aspects inconnus d'Israël : ses traumatismes encore vivants, sa crainte de la guerre, sa passion pour la paix. Les mentalités nationales ont évolué dans les deux pays d'une manière probablement sans précédent, du moins à l'époque où la télévision n'existait pas. Un retour à la guerre entre Israël et l'Egypte devient moins probable : non seulement les événements spectaculaires du Proche-Orient engendrent leur propre dynamique, mais ils créent aussi des effets irréversibles. Après une ruineuse guerre de trente ans, il y a place, en dépit des oppositions et des réserves, pour un optimisme justifié.

Une alliance informelle entre l'Egypte Israël et l'Iran ?

Avant même que la visite du président Carter à Téhéran attire l'attention sur l'entrée en scène de l'Iran dans les efforts de paix au Proche-Orient, le magazine américain Time faisait état (numéro daté du 2 janvier) de certaines spéculations qui avaient cours à ce propos en Egypte à la fin du mois de décembre :

« Au Caire, des Egyptiens spéculent, la semaine dernière, sur l'éventualité d'une alliance informelle entre l'Egypte, Israël et l'Iran qui unirait trois pays aux besoins économiques complémentaires : main-d'œuvre égyptienne, technologie occidentale (Israël) et richesse pétrolière (Iran). Pour la première fois, l'Egypte aurait des alliés non arabes dans la région. Le fondement d'une telle association serait une opposition commune à l'extension de l'influence des Soviétiques ou des forces de gauche au Proche-Orient — ce qui reflète la conviction de Sadate que, pour lui, le réel danger est représenté par l'Union soviétique et non par Israël ».

La sécurité par le développement des liens économiques ?

Par MOHAMED SID-AHMED *

Or le jour où l'Egypte aura recouvré l'ensemble de ses territoires occupés, Israël aura perdu cet instrument. Contradiction inhérente qui fait que la satisfaction d'une des deux parties ne peut que désavantager l'autre.

Pourtant une solution, que tant M. Sadate que M. Begin pourraient présenter comme totalement satisfaisante, n'est pas exclue. Le Sinaï ne constitue pas pour M. Begin une partie d'« Eretz Israël ». La sécurité d'Israël, la garantie qu'aucune autre guerre avec l'Egypte ne pourra avoir lieu (quels que soient les changements liés à l'intervention), peuvent être assurées, une fois l'évacuation décidée, par des moyens autrement plus efficaces que la seule interposition de zones démilitarisées.

Déplacement des contradictions

L'EGYPTE en ce moment souffre d'une situation économique quasi désespérée. Il lui serait difficile de payer aux atteintes à sa souveraineté qu'impliquerait une éventuelle invasion économique venant de l'extérieur. C'est plutôt elle qui se débat, par l'entremise de sa politique d'« ouverture », en vue d'attirer des investisseurs qui demeurent encore très réticents. Or Israël pourrait très bien se porter garant de gros investissements en Egypte, ayant recours aux capitaux juifs, aux milieux d'affaires internationaux qui ont toujours soutenu Israël et ont longtemps été boycottés par les pays arabes. Déjà diverses propositions ont été faites, concernant l'exploitation en commun

L'offre sans contrepartie de M. Sadate présentait tout de même un inconvénient sérieux. Le seul atout de négociation qui lui restait, c'était que son propre territoire occupé, le Sinaï, devienne un instrument de marchandage pour Israël. En effet, Israël aurait tout avantage à ne céder du territoire à l'Egypte que dans la mesure où un repli l'aiderait à mieux manipuler les parties arabes qui lui résistent toujours, à les induire à suivre la voie inaugurée par M. Sadate.

* Journaliste égyptien, auteur de Quand les ennemis se servent eux (Editions Belzoni, Paris, 1976).

RECTIFICATIF. — Plusieurs lecteurs — dont certains ont omis de mentionner leur adresse — ainsi que l'ambassade d'Israël, nous prient de préciser qu'il n'existe, sur les portes de la Knesset, aucune carte d'Israël « allant de N. à l'Egypte » à contre-tour à ce qu'écrivait Marie-Christine Aulas dans son article du mois dernier « Une victoire de l'Egypte égyptienne ? ».

[Nous avons reproduit dans notre numéro de juin 1977 (page 21) le document officiel qui illustre la politique des autorités israéliennes pour ce qui concerne les frontières de l'Etat.]

05.1.01/1507

RÉGIONAL AU PROCHE-ORIENT

L'Egypte s'étant détachée du monde arabe et la suite de la politique d'« ouverture » du président Sadate et de son voyage à Jérusalem, l'Etat d'Israël se trouve pour ainsi dire, dans les circonstances présentes, de la principale menace militaire dirigée contre son existence. Si la présidence égyptienne et ses alliés occidentaux n'arrivent pas à convaincre rapidement les autres Etats arabes directement intéressés à un règlement global du conflit de se rendre aux conditions de paix israéliennes, un règlement séparé entre Jérusalem et Le Caire devra intervenir pour sauver le régime de M. Sadate en échange d'avantages économiques substantiels pour l'Egypte.

Jusqu'à présent, l'aide financière à l'Egypte — principalement d'origine occidentale — était savamment dosée pour lui permettre tout juste de maintenir à flot une économie ruinée par la guerre et où les investissements étrangers n'arrivent pas. Fidèle allié de l'Amérique, l'Arabie Saoudite ne réserve cependant pas ses lar-

gesses financières à la seule Egypte : elle doit servir de relais à la pénétration des capitaux pétroliers dans d'autres pays islamiques d'Afrique et d'Orient, comme au Soudan, par exemple, où les projets de développement agricole sont censés ouvrir de larges perspectives au monde arabe (voir pages 10 et 11 l'article de Christophe Botschi).

Lors de son récent voyage, le président Carter ne s'est pas contenté de rencontrer le roi Hussein de Jordanie à Téhéran. Il a aussi consacré une bonne part de ses entretiens avec le chah aux perspectives de règlement du conflit israélo-arabe. Non seulement il a converti le souverain iranien d'éloges « personnels », mais il a aussi marqué à cette occasion sa volonté d'associer plus étroitement cet autre partenaire privilégié aux efforts de stabilisation de la région. L'Iran n'est pas un pays arabe, mais « il n'existe aucun pays qui soit plus proche de nous en ce qui concerne la programmation de notre sécurité militaire mutuelle », a précisé

M. Carter. La participation de Téhéran à la mise en place du nouvel ordre économique régional permettrait du même coup de gonfler la dimension proprement arabe du conflit.

Devant de telles perspectives, les Etats arabes « modérés » ou du nouveau « front du refus » apparemment d'autant plus désunis qu'ils sont tous engagés dans le même choc de développement, qu'ils disposent ou non de revenus pétroliers. La marge de manœuvre des acteurs dirigeants de l'O.L.P. n'en apparaît que plus réduite. L'intransigeance du refus palestinien, réaffirmée par le comité exécutif de l'Organisation après la conférence d'Ismaïlia, est-elle désormais la meilleure carte pour l'avenir du peuple palestinien ?

Les trois opinions ci-dessous et l'article de Selim Turkuhi sur les relations syro-palestiniennes (page 8), traduisent la nouvelle complexité du problème que la diplomatie américaine s'emploie maintenant à résoudre à partir des surenchères israélo-égyptiennes.

du pétrole du Sinaï et de la mer Rouge, l'aménagement de terres au Sinaï et leur bonification, la désalinisation de l'eau de mer par l'entremise de centrales nucléaires. Des projets bien plus ambitieux, recouvrant l'ensemble de l'Egypte, pourraient être envisagés. M. Sadate serait en mesure de dire qu'il a obtenu non seulement l'évacuation des territoires, mais aussi une impressionnante collection de projets audacieux, donnant finalement plein essor à sa politique d'« ouverture » et garantissant, avec l'avènement de la paix, une ère de prospérité. Cet acquis

pour l'Egypte sera présenté comme un modèle pour l'ensemble du monde arabe.

En fait, ce décollage de la politique d'« ouverture » ne sera envisagé que dans la mesure où il se produira en passant par Israël. Pour les investisseurs auxquels Israël fera appel, il s'agit moins de renflouer l'économie égyptienne que d'assurer la sécurité de l'Etat hébreu. Ce dernier, étant la partie garante, exigera en contrepartie un droit de regard. L'économie égyptienne devra être organisée en lien à l'économie israélienne, tant et si

bien que, jamais plus, il ne pourrait être question de guerre. En fait, il ne s'agit pas seulement de la sécurité d'Israël, mais aussi de la mise en condition de l'économie égyptienne afin de résoudre les problèmes de l'économie israélienne. La contradiction nationale entre l'Egypte et Israël n'aura pas été éliminée : elle aura tout simplement été déplacée pour venir excrocher encore davantage les contradictions sociales au sein même de la société égyptienne, même si cette excroissance des conflits sociaux devait être pour un temps camouflée par

l'euphorie d'une soudaine réanimation de l'économie qui, en définitive, ne pourrait qu'accentuer encore davantage les clivages et disparités sociales et économiques. L'Egypte ne sera pas la seule à en pâtir. Des réalignements au Proche-Orient, faisant fi des aspirations légitimes de toutes les parties concernées, peuvent éventuellement déboucher sur un règlement, mais n'immobilisent pas la région contre de nouveaux facteurs de déstabilisation, prenant des expressions inédites.

MOHAMED SID-AHMED.

fournirait une solution équitable au problème des réfugiés de 1948. Pour les habitants de la rive occidentale, l'occupation d'une telle formule de règlement répond à des nécessités concrètes. Pour eux, ce serait un soulagement et un gain. Quoiqu'il ne soient pas fascinés par la « méthode Sadate », ils attendent de l'O.L.P. qu'elle leur offre un plan réaliste qui leur permettrait de recouvrer leur statut national.

Si l'O.L.P. y faillit, il n'est pas déraisonnable d'envisager une modification de l'équilibre des forces sur la rive occidentale en faveur des éléments conservateurs. Un peuple de petits propriétaires terriens vivant en permanence sous la menace de l'expropriation et de l'ensauvagement politique et économique peut-il, en effet, se satisfaire du refus pur et simple de la méthode Sadate ? D'autre part, la conférence de Tripoli, en dépit de certains effets positifs, n'a pas offert une solution de rechange bien convaincante.

En somme, l'unanimité est à peu près complète, parmi les personnalités nationalistes influentes, sur la nécessité de changer l'équilibre des forces en faveur des Arabes, et cela comme condition préalable à un règlement pacifique et équitable.

Le prestige et l'influence de l'O.L.P. dépendent finalement, en grande partie, de son aptitude à offrir une solution de rechange concrète à ce que proposent ses adversaires. Les habitants de la rive occidentale sont plus pragmatiques que leurs compatriotes de l'étranger. Ils ont en propre des soucis terre à terre assez différents des idéaux largement répandus à l'étranger.

(1) 1 doukkan = 0,001 ha.

Un Palestinien de Cisjordanie

Scepticisme nuancé d'espoir sur la rive occidentale du Jourdain

Par BACHIR BARGHOUTI *

La rive occidentale du Jourdain (Cisjordanie) est au premier plan des spéculations sur l'avenir de l'O.L.P. et sur les perspectives de paix au Proche-Orient. Car, après tout, la position prise par les Palestiniens vivant en territoire occupé sera déterminante, tant pour les projets d'autodétermination que pour l'approbation par les Palestiniens d'un quelconque règlement politique.

Ce fait est clairement compris par toutes les parties en cause qui se disputent la rive occidentale et la bande de Gaza. Le gouvernement israélien a essayé, par tous les moyens, de créer une base sociale susceptible de légitimer sa présence sur la rive occidentale ; mais en vain. Les résultats des élections municipales d'avril 1976 ont prouvé l'influence considérable de l'O.L.P. Pour sa part, le gouvernement jordanien, dont les anciens hauts fonctionnaires de la rive occidentale cherchent très activement à obtenir le soutien, n'ont pas réussi, par des moyens financiers, économiques ou administratifs, à enlever la vedette à l'O.L.P.

Mais, par une ironie du sort, le succès de l'O.L.P. fut, en même temps, la cause de nombreux ennemis pour certains éléments de cette organisation. Se fiant à des assurances données par l'Egypte et l'Arabie Saoudite, l'aile droite de l'O.L.P. pensait que la constitution d'un Etat palestinien sur la rive occidentale et dans la bande de Gaza était imminente. Elle essaya donc de contenir la gauche sur la rive occidentale tout en entreprenant de faire des avances aux éléments conservateurs, tel le maire de la ville de Gaza (nommé par Israël), et d'entretenir une atmosphère de doute et de suspicion parmi les éléments bourgeois des conseils municipaux. Elle encouragea aussi les éléments religieux à se réorganiser.

Ces activités finirent par entraîner la désintégration du Front national palestinien que l'O.L.P. considérait comme un poste avancé au sein des territoires occupés. A l'heure actuelle, les conséquences de cette politique sont plus sensibles qu'elles ne l'ont jamais été.

Les nouvelles initiatives prises par le président égyptien, en contraste avec la politique officielle de l'O.L.P., ont déclenché un processus de différenciation accrue entre les classes sociales de la rive occidentale. Tous les éléments conservateurs approuvent activement les démarches de M. Sadate, alors que les éléments de gauche continueront à soutenir la politique de l'O.L.P.

En d'autres termes, le processus de différenciation visait à partager en deux groupes ce que l'on considérait comme le camp nationaliste. L'un de ces groupes conçoit le retrait israélien comme un prétexte à l'indépendance politique ; l'autre cherche seulement à se débarrasser de l'occupation israélienne et se montre favorable à une réintégration au sein de la Jordanie. La conférence de la paix au Caire et la visite en Israël du président Sadate ont encouragé le second groupe à manifester publiquement son opposition à la politique de l'O.L.P. Il bénéficie des encouragements des autorités israéliennes. Il serait cependant erroné d'en conclure qu'il exerce une grande influence. Jusqu'à présent, ses représentants attendent l'issue

de la conférence du Caire. Si elle débouche sur de vrais progrès, on peut s'attendre qu'ils se manifestent enclins à soutenir la politique de l'O.L.P., notamment dans des villes importantes comme Naplouse, Hébron et Gaza.

Mais il ne faut pas non plus minimiser l'influence de ces éléments que l'on désigne habituellement sous le nom de « chefs traditionnels ». Certaines personnalités politiques, notamment parmi les maires, ont tendance à négliger leur importance en prenant argument des résultats des élections municipales au cours desquelles ces mêmes chefs traditionnels n'avaient pas réussi à obtenir la soutien populaire. Ce raisonnement néglige le fait qu'ils exercent une grande influence dans les campagnes, où la majorité des paysans n'ont pas participé aux élections municipales.

Toutefois, le Mouvement national sur la rive occidentale qui fait partie de l'O.L.P. est encore le plus fort et le plus important. Récemment, vingt maires sur vingt-cinq, de concert avec des représentants des syndicats, des personnalités religieuses et d'autres institutions, ont signé un communiqué par lequel ils exprimaient leur désaccord sur la visite de M. Sadate en Israël et leur appui à la politique de l'O.L.P. De plus, la rue est encore contrôlée par les étudiants et autres jeunes favorables à l'O.L.P.

« Nous voulons manger nos raisins... »

MAIS on ne saurait négliger l'impact des nouveaux développements dans la recherche d'un règlement du conflit du Proche-Orient. Dans les territoires occupés, l'opinion des Palestiniens peut se résumer dans cette remarque que nous faisons un simple paysan : « Nous voulons manger nos raisins, nous ne voulons pas avoir à nous quereller avec des gardiens » ; en d'autres termes, ce qu'ils souhaitent, c'est d'être libérés de l'occupation, peu importe comment. Mais, en même temps, ils mettent en doute la sincérité et l'efficacité de la méthode choisie par le président Sadate, notamment parce qu'elle dépend un peu trop des bons offices du gouvernement américain. En général, les Palestiniens se méfient beaucoup de la politique américaine au Proche-Orient. Ces soupçons s'expriment presque quotidiennement dans la presse arabe de la rive occidentale ou dans les déclarations de maires importants, en particulier ceux de Ramallah, Naplouse et Tulkarem.

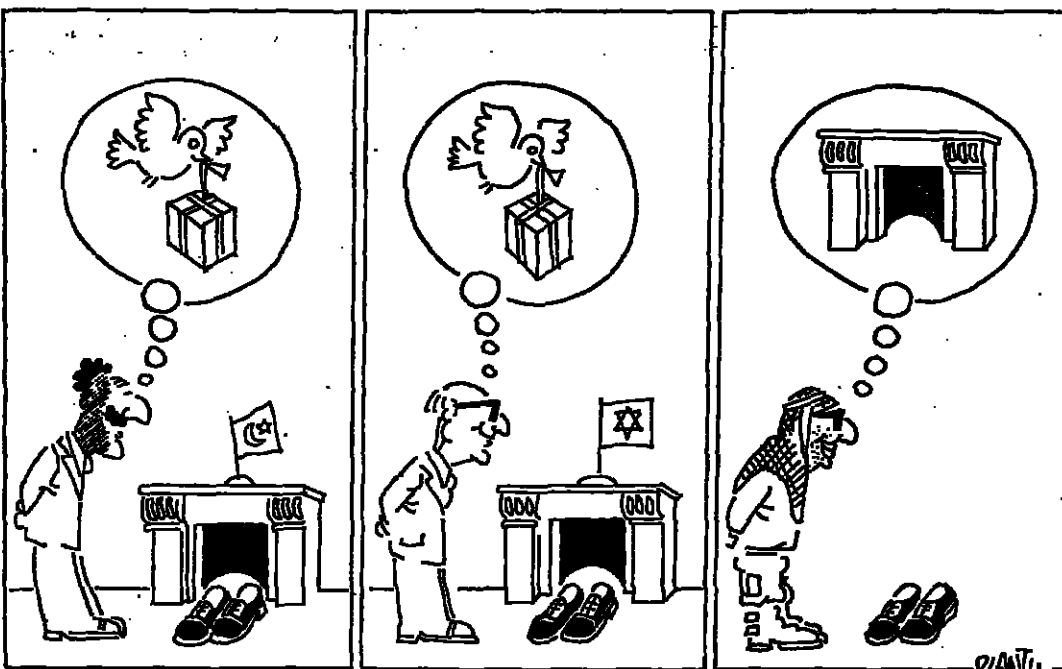
Les Palestiniens des territoires occupés ne se laissent pas fasciner par les mots

et les promesses. Vivent sous l'occupation depuis plus de dix ans maintenant, ils estiment être les mieux placés pour juger des intentions du gouvernement israélien. Tout au long des négociations avec l'Egypte, ce dernier n'a pas renoncé à appliquer sa politique consistant à installer de nouvelles colonies, à confisquer des terres, à appliquer des lois d'exception discrétionnaires, à dénier aux Palestiniens le droit à l'autodétermination, à prendre des dispositions économiques appauvrissant la rive occidentale et à contraindre un nombre croissant de jeunes à émigrer. En 1976, environ vingt mille travailleurs qualifiés, médecins, ingénieurs

quant à la capacité et à la crédibilité des efforts de M. Sadate pour obtenir la restitution des territoires occupés en juin 1967.

Dans l'attente d'une initiative de l'O.L.P.

CEPENDANT, le maintien de l'occupation est leur préoccupation principale : aussi apportent-ils résolument leur soutien à un règlement pacifique qui leur assurerait un Etat indépendant à l'intérieur des frontières de 1967 et qui



« PARATROOPERS »

Un film de Yehuda Judd Ne'eman

Il existe des films antimilitaristes bien plus violents, bien mieux construits. L'intérêt de Paratroopers cependant est de mettre en question, de l'intérieur, la réputation quasi mythique de Tsehal, l'armée israélienne.

Depuis trente ans, les guerres du Proche-Orient ainsi que des opérations spectaculaires comme l'intervention à Entebbe ont contribué dans les médias occidentaux à dessiner l'image d'une armée sans peur et sans reproches. Le cinéma américain y a largement aidé, dans des films passionnément sionistes comme Rosebud (1974), d'Otto Preminger (1) ou Victoire à Entebbe (1976), de Marvin Chomsky.

Paratroopers dénonce, quant à lui, le climat qui règne dans les camps d'entraînement des jeunes volontaires parachutistes. Le réalisateur, Yehuda Judd Ne'eman, membre du Shelli, a lui-même servi dans le corps des parachutistes durant la guerre de six jours en 1967. L'œuvre de fiction lui offre l'occasion de décrire la vie quotidienne dans un campement où les nouvelles recrues reçoivent leur première instruction. Sous prétexte qu'« Israël a encore des guerres à gagner », les officiers exigent de leurs hommes des efforts absurdes, humiliants et inhumains. Les mythes de la fraternisation avec les officiers ou de la motivation sioniste des soldats, entre autres, s'effondrent. L'armée qui nous est présentée se pille aux rites militaires de la plupart des armées du monde : grades distants et indiscutables, priorité de la discipline, valorisation des qualités physiques, corvées, punitions... Le tout baignant dans une vulgarité troupière pétrie de machisme et de sionisme.

Qu'un soldat se montre, dans ce milieu, plus fragile que les autres et les brimades des officiers, les doutes pleureuses sexuelles de ses camarades ou les « passages à tabac » qu'il devra supporter le mettront dans un tel état psychologique qu'aux premières manœuvres il se tuera en suivant les ordres suicidaires de son supérieur. Dès lors, l'armée fera jouer la solidarité : on mettra à la famille sur les circonstances de cette mort et on effectuera une enquête pour mieux lever l'officier de toute responsabilité. Envers les hommes qui rechignent devant ces procédés, on redoublera la discipline, les marches forcées, l'effort aveugle.

I. R.

(1) Voir « Regards sur le réclame », dans le Monde diplomatique de juin 1975. POUR DES PROJECTIONS-DEBATS Paratroopers, réal. : Yehuda Judd Ne'eman, 1977, couleur, scope, 90 min. Diffusion : ERE-Films, 93, avenue du Général-Leclerc, 75014 Paris. Tél. : 540-80-30 et 540-80-38.

Le Monde réalise chaque semaine UNE SÉLECTION HEBDOMADAIRE

RÉSERVÉE AUX LECTEURS RÉSIDANT A L'ÉTRANGER

Numéro spécimen

sur demande



5, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS, Cedex 09

Censure au Maroc

Comme nos lecteurs le savent, le Monde diplomatique est interdit au Maroc depuis le mois de janvier 1977. Cette mesure relève de la souveraineté marocaine et ne peut qu'illustrer l'usage qui en est fait. Mais plusieurs citoyens français résidant au Maroc nous signalent que les services de la douane marocaine retiennent les exemplaires de ce journal que leur famille leur envoie chaque mois sous enveloppe. Cet abus est intolérable non pas parce qu'il gênerait le Monde diplomatique, mais parce qu'il viole la liberté de correspondance de ressortissants français.

A la lumière de la guerre civile au Liban

L'ALLIANCE CONFLICTUELLE ENTRE LA SYRIE ET LES PALESTINIENS

L'INTERVENTION militaire syrienne en faveur de la droite libanaise, au cours de l'été 1976, avait dressé les Palestiniens contre le régime de Damas. Aujourd'hui, l'Organisation de la Palestine (O.L.P.) compte la Syrie parmi ses plus farouches soutiens face aux initiatives égypto-israéliennes. Plusieurs facteurs avaient déjà contribué à pousser le président Assad à infirmer sa politique dans un sens favorable à l'O.L.P. avant que la chef du gouvernement égyptien prenne la décision de se rendre à Jérusalem : l'attitude agressive de la droite libanaise et son alliance avec Israël au Sud-Liban ; les conséquences de la victoire électorale du Likoud qui compliquaient les perspectives d'un règlement de paix négocié, et aussi le désastre économique subi par l'Arabie Saoudite.

Mais ce nouveau retournement d'alliance de la part de Damas s'est trouvé limité par les méfiances accumulées de part et d'autre et par la volonté syrienne de tenir la balance égale entre les protagonistes du conflit libanais. Les Syriens ont réussi à mettre fin aux hostilités au Liban, ce qui leur a valu une certaine popularité parmi les chrétiens et surtout parmi les musulmans, mais le « gel » de la situation a entraîné la paralysie de leur politique. Ils n'ont pu résoudre les problèmes fondamentaux qui avaient conduit à la guerre civile, ni atteindre les objectifs qu'ils s'étaient fixés en intervenant militairement.

Ainsi, la plupart de leurs tentatives visant à faire passer les Palestiniens sous leur coupe ont-elles été battues en brèche. Leurs efforts pour imposer la Saïka pro-syrienne à la direction de l'O.L.P. se sont heurtés à l'habileté

manœuvrière de M. Arafat et de ses amis et à des pressions extérieures, notamment israéliennes (1). Dès lors, le régime syrien s'est employé à circonscrire l'implantation palestinienne au Liban, où l'O.L.P. et ses alliés locaux avaient été conduits à se substituer dans une large mesure à l'Etat. C'est de ce rôle que l'armée syrienne, siôt Beyrouth investie, a voulu dessaisir la centrale palestinienne. Elle interdit le déplacement de ses forces armées hors des camps de réfugiés, exige et obtint la fermeture des bureaux palestiniens installés dans les quartiers populaires, demanda le regroupement et le ramassage des armes lourdes et insista pour l'application des accords du Caire de 1969 régissant la présence de la résistance au Liban, particulièrement dans le Sud.

Dans un premier temps, l'opération se solda par un demi-succès, l'O.L.P. cédant du terrain mais conservant la majeure partie de son armement et de ses bases. Ensuite, au cours de l'année 1977, le régime syrien devait moduler ses exigences selon les rebondissements politiques et la pression militaire exercée au Sud-Liban par Israël et la droite chrétienne. Ce mouvement de balancier ne l'a pas empêché, toutefois, de pour-

Plus d'un an après l'occupation du Liban, le régime de Damas n'avait donc pas réussi à éliminer un seul des mouvements palestiniens qui lui étaient ouvertement hostiles. Sa tentative pour séparer l'O.L.P. de ses alliés locaux, groupés au sein du

Par SELIM TURQUIE

suivre ses efforts visant à diviser le mouvement palestinien à son profit.

Par exemple, utilisant les liens privilégiés du F.D.L.P. (2) avec l'Union soviétique, la Syrie a maintenu de bonnes relations avec ce mouvement et tenté de jouer cette carte contre les autres formations de la résistance. Plus significative est la saison qu'elle a provoquée au sein du F.P.L.P.-C.G. (3) et qui a conduit à l'affrontement entre les deux ailes de cette formation, l'une lui étant favorable et l'autre hostile. Saisissant l'occasion de ces combats, la Force arabe de dissuasion (F.A.D.), composée en grande majorité de troupes syriennes, a procédé le 10 février à l'encerment des camps palestiniens de Beyrouth.

Le principal prétexte d'intervention a cependant été fourni par les tentatives répétées de rétablir la Saïka dans les positions qu'elle occupait et dont elle avait été violemment expulsée au moment où les troupes du président Assad franchissaient la frontière libanaise. Des formations palestiniennes, notamment celles appartenant au Front du refus, se sont opposées sans relâche à cette réintégration.

Mouvement national libanais, n'a pas eu davantage de succès. Par contre, la Syrie est parvenue à semer des germes de division à l'intérieur de ce dernier, en amenant le Parti socialiste progressiste (P.S.P.), dirigé par M. Walid Joumblatt, à se joindre au Front national pro-syrien créé le 12 septembre. L'opération qui a été imposée sans l'assentiment, le 16 mars, de Kamal Joumblatt, dont l'hostilité à l'intervention de Damas au Liban ne s'était jamais démentie. C'est d'ailleurs sous prétexte de mettre un terme aux rébellions déchaînées contre les chrétiens de la région, et la suite de cette disparition que cinq mille hommes de la F.A.D. avaient investi la Chouf, chef du principal dirigeant de la gauche libanaise. Le terrain occupé, il fallut bien six mois pour contraindre le fils de Kamal Joumblatt à souscrire à un accord qu'il ne pouvait accepter qu'à contrecœur. Une tactique similaire a été suivie à l'égard d'une autre organisation appartenant au Mouvement national, le Parti populaire social (P.P.S.), implanté dans le Koura, région qui avait été investie durant la guerre civile par la droite. En en reprenant le contrôle et en permettant le retour des habitants qui avaient fui par crainte des représailles, l'armée syrienne se déchargeait de puissants moyens de pression pour se rallier le P.P.S. Une scission officielle du Mouvement national libanais, qui aurait représenté le seul succès important de la Syrie dans la vie politique libanaise et qui aurait provoqué l'isolement du parti communiste, de l'O.A.C.L. (4), des Mourabitoun (5) et du Baas pro-iraquien, n'a finalement été empêchée que par l'annonce du voyage du président Sadate à Jérusalem.

Au Liban, le régime de Damas ne s'est pas borné à diviser le Mouvement national. Il a aussi cherché à neutraliser des personnalités dont l'hostilité était manifeste. Après avoir été victime de trois tentatives d'assassinat, M. Raymond Eddé a été contraint de fuir. Les émissaires du président Assad ont été chargés de la tâche difficile de remettre en selle les directions politiques musulmanes traditionnelles que la guerre avait plus ou moins rejetées à l'écart. A Tripoli, dans le nord du pays, où les troupes syriennes se comportent en armée d'occupation et contraignent la gauche à la clandestinité, l'entente a été cordiale ni avec M. Zachid Karamé, dirigeant local important et ancien premier ministre, ni avec M. Farouk Mokadem, son jeune rival. Dans le Sud, chaque fois que les relations s'amélioraient avec l'ennemi Moussa Sadr, chef spirituel et politique des musulmans chiites, elles se dégradaient avec M. Kamel El Assad, dirigeant fédéral également

chite. Plus généralement, les représentants d'un ordre que la guerre avait brutalement aboli éprouvaient quelque peine à jouer leur rôle, alors que ne se dessinait aucune solution à la crise interne libanaise.

La Syrie n'a pas été plus heureuse dans ses rapports avec la droite chrétienne, qui s'était d'abord placée ostensiblement sous sa protection. Une fois le danger de la défaite écarté, sa méfiance ancestrale a resurgi à l'égard de ce voisin entreprenant, bien que les troupes syriennes aient su faire preuve, en « pays chrétien », d'une mansuétude qu'elles n'accordaient pas au camp adverse.

L'occupation s'est faite ici plus légère, de vastes régions échappant même complètement au contrôle des hommes de Damas. La droite a pu poursuivre l'entraînement de ses combattants, allant jusqu'à organiser des parades à la sortie de chaque nouvelle promotion. Alors que les accrochages militaires entre Syriens et Palestiniens étaient monnaie courante, un seul affrontement sanglant, dans la région de Bécharré, a opposé la F.A.D. aux combattants de la droite. Longtemps, la censure s'est exercée de façon beaucoup plus souple pour les journaux conservateurs, et la station émettrice d'Achchit, située en zone chrétienne, n'a pas cessé de fonctionner. La droite a continué de prélever des impôts et la construction de l'aéroport de Hamat, dans la région de Baïroun, a été tranquillement achevée.

Dans ces conditions, la droite libanaise a pu relancer la guerre civile sur le seul terrain encore incontrôlé, le Sud-Liban, concrétisant, à cette occasion, son alliance avec Israël. Le Sud continuait, en effet, d'être le champ d'entraînement de la résistance palestinienne et du Mouvement national libanais.

Le 15 février, trois mois après l'entrée des troupes étrangères à Beyrouth, les milices chrétiennes, soutenues par l'artillerie israélienne, lancèrent une offensive qui allait leur permettre de contrôler, en quelques jours, la quasi-totalité de la région

frontalière. S'ils avaient réussi à consolider leurs positions, les combattants phalangistes auraient « résolu » le problème de la lutte armée palestinienne en privant les fedayin du dernier front dont ils disposaient pour attaquer Israël. Par la même occasion, en introduisant directement l'Etat sioniste dans le jeu d'alliances, ils montraient à Damas qu'il lui fallait désormais tenir compte d'un contre-poids à son autorité.

C'était plus que ne pouvait accepter la Syrie, certes déterminée à contrôler les Palestiniens mais peu désireuse de laisser la droite jouer les tampons et prendre une trop large autonomie. D'où le prudent retournement d'alliance opéré par le régime du président Assad. Dès le mois d'avril, il permit à des forces palestiniennes de transférer par le territoire syrien pour aller renforcer les positions du Sud. Mieux, il ordonna à la Saïka de participer à l'offensive qui se soldera par le reflux des troupes de droite et le rétablissement de la situation antérieure. Dès lors la guerre du Sud, marquée par un engagement croissant des forces israéliennes, ne va pratiquement plus connaître de répit.

Le 9 août, M. Begin fait monter les échelles en reconnaissant publiquement que son pays apporte une aide directe à la droite et en proclamant la détermination d'Israël à « protéger » la communauté chrétienne du Liban. L'attitude de Damas se durcit à l'égard du « pays chrétien » : l'occupation s'y fait plus massive, le contrôle plus sévère, la censure plus tatillonne. Ces rebondissements poussent inévitablement la Syrie à se prévaloir de sa nouvelle politique pour tenter de gagner la confiance des Palestiniens et les amener à accepter plus volontiers son autorité. Mais ceux-ci, malgré une apparente amélioration de leurs relations avec Damas, sont demeurés réservés à l'égard d'un régime qui avait fait donner son artillerie contre eux et qui, depuis, encerclait de ses blindés les camps de réfugiés.

Face aux initiatives égyptiennes

L'INITIATIVE du président Sadate est ainsi devenue l'élément principal du problème. L'occupation du Liban par l'armée syrienne n'avait été possible que grâce à un consensus arabe réalisé lors du « sommet » de Riyad, le 15 octobre 1976, sous l'égide de l'Arabie Saoudite, cette conférence avait été marquée par la réconciliation du Caire et de Damas, dont la querelle ouverte datait de la signature par l'Égypte, le 3 septembre 1976, du cessez-le-feu de dégelage des forces dans le Sinaï. En décidant de se rendre à Jérusalem, le président Sadate rompait, pour la seconde fois, la fragile solidarité arabe restaurée non sans mal un an plus tôt.

Les conditions de la présence syrienne au Liban s'en sont trouvées modifiées. En particulier, la nécessité de resserrer les liens avec l'O.L.P. et le Mouvement national libanais est devenue impérative. Le projet syrien de provoquer une rupture du Mouvement national a été mis en veilleuse. Des contacts officiels ont même été pris, pour la première fois, avec ce Mouvement en vue d'organiser une grande manifestation populaire à Beyrouth-Ouest — la première depuis l'intervention militaire de Damas — contre l'initiative égyptienne.

Mais les mécanismes de l'alliance conflictuelle n'ont pas été détruits pour autant. Ainsi, au lendemain de l'annonce du voyage à Jérusalem, Damas a une fois de plus demandé à l'O.L.P. de retirer ses troupes du Sud-Liban pour enlever à Israël tout prétexte à la poursuite d'une offensive militaire déjà largement engagée. Conscients de leur relative position de force, les Palestiniens ont cependant refusé de se plier à cette condition. Ne faisant plus de ce retrait un préalable, la Syrie s'est alors décidée à déclencher une campagne commune d'opposition à la politique du président égyptien.

Dans la méfiance réciproque, entraînant la fin sanglante du « gel » de la situation libanaise — si des perspectives étaient ouvertes au seul M. Arafat ou au seul M. Assad. Car, en réalité, il y a un peu plus d'un an, la guerre civile et les multiples initiatives d'influence qui l'ont accompagnée n'ont pas connu leur terme final : elles ont simplement été interrompues. La relance de la négociation israélo-arabe remet donc en danger le Liban et les populations qu'il abrite.

(1) Le projet ne semble pas tout à fait abandonné, comme l'indiquent cette déclaration récente de M. Zohair Mohsen, chef de la Saïka : « Nous sommes convaincus que M. Arafat pourrait rester à la tête de l'O.L.P. dès lors qu'il a accepté de se soumettre à la volonté de la grande majorité de la résistance. » (Le Monde du 3 décembre 1977.)

(2) Front démocratique pour la libération de la Palestine, dirigé par M. Nayef Hawatmeh.

(3) Le Front populaire pour la libération de la Palestine — Commandement général — est une formation appartenant au Front du refus. La scission favorable à la Syrie a été conduite par M. Ahmed Jibril lui-même, chef du F.P.L.P.-C.G. La majorité est cependant restée fidèle aux positions antérieures de l'organisation.

(4) L'Organisation d'action communisme au Liban défend des positions très proches de celles du parti communiste dont elle est partiellement issue.

(5) Les Mourabitoun constituent une organisation d'obédience massarienne dirigée par M. Ibrahim Khalil. En dépit de multiples tentatives, la Syrie n'a pas réussi à se les rallier.

«La Syrie, le rêve et la rupture»

Un livre de Claude Palazzoli

MARQUEE dans les années 50 et 60 par « le radicalisme et la violence, l'instabilité et les déchirements », la Syrie s'est-elle devenue depuis 1970 un Etat « assagi », qui rétablit la libre entreprise, « fût-ce avec les monarchies arabes et met au pas les fedayin libanais ? Après le rêve, serait-ce donc la rupture ? (1).

Ancien professeur aux universités de Beyrouth et de Damas, Claude Palazzoli sait admirablement dépeindre l'ambiance dans laquelle a baigné une Syrie en pleine ébullition, exprimer la fluidité de son paysage politique. Palazzoli se documente à d'excellentes sources, l'auteur raconte méthodiquement tous les facteurs qui pèsent sur la vie politique syrienne : clivages régionaux, ethniques, religieux, socio-économiques ; oppositions viles-campagnes, nomades-sédentaires. Il fournit de précieuses indications sur la genèse et l'orientation idéologique de l'armée et du parti Baas, les affinités entre ces deux institutions. Il met en relief les constantes (interventionnisme des militaires) et les variantes (alternances dictature-démocratie, conservatisme-progressisme) du jeu politique ; il expose les conséquences positives des premiers coups d'Etat militaires — qui ont préparé les conditions d'un transfert du pouvoir à d'autres forces, plus populaires — ; il analyse aussi les causes de l'union avec l'Égypte, puis de la sécession, et souligne le contraste entre les mérites de la politique économique du régime de Salah Jeldi (1960-1970) et le caractère « aventureux » de sa diplomatie.

Le lecteur ne s'attendra sans doute pas à certains détails contestables concernant, par exemple, l'ordre de succession de Abd er Razzak el Dandachi et de Sabri el Assali à la tête de la Ligue d'action nationaliste, le lien de parenté entre Antoun et Abdallah Sadeq, leaders du P.P.S., ou l'évaluation des effets du Baas en 1958. Mais on jugera tout de même un peu hâtif le jugement selon lequel « les Frères musulmans ne sont jamais parvenus en Égypte et en Syrie à faire de leur association un mouvement politique à racines populaires étendues ». Ce qui conduit l'auteur à ne consacrer que dix-huit lignes à ce mouvement intégriste actuellement en plein essor.

On regrettera aussi que certains aspects de l'évolution de la politique syrienne soient un peu esquissés : à peine le phénomène de la formation récente — pour la première fois dans l'histoire de la Syrie moderne — d'un appareil d'Etat centralisé et omniprésent est-il effleuré. On comprend dès lors l'étonnement de l'auteur : « Comment concevoir qu'en aussi peu d'années l'impétueuse Syrie ait à ce point changé, vieilli ? ». L'intervention syrienne au Liban, en 1976, est présentée comme une « faute » du président Assad, qui serait tombé dans un « piège », sans que l'auteur tienne grand compte du « grand dessein national » poursuivi par Damas depuis 1970 pour rassembler sous son égide les membres épars de la Grande Syrie historique (Liban, Palestine et Jordanie).

Le régime de Hafez el Assad n'a sans doute pas abandonné le rêve unitaire. Mais les hommes d'Etat ont succédé aux chefs révolutionnaires...

MARC YARÉD.

(1) Claude Palazzoli, Le Rêve et la Rupture, Éditions Le Sycomore, 72, rue du Château-d'Eau, 75010 Paris, 1977, 283 pages, 47 F.

ÉTUDES POLÉMOLOGIQUES
N° 22 — OCTOBRE 1976 - JANVIER 1977Président-Fondateur : Gaston BOUTHOUL
Secrétaire Général : René CARRÈRE

- Gaston BOUTHOUL et René CARRÈRE : La violence mondiale de 1968 à 1976 (de la paix à la guerre et de la guerre à la paix).
- Louis GERMAIN : L'Amérique latine et les situations belligères (avec séquence prospective 1977-2007).

Un projet de recherche 1978-1979
et de livre de l'I.F.P. :

LE CHAMP DE LA GUERRE ET DE LA PAIX

(des origines de l'humanité à 1978, avec notamment quatre mille guerres et révolutions, d'Alexandre le Grand à Mao Tse-tung, analysées avec ordonnance).

Le numéro (130 pages) : 15 F français (francs d'expédition compris).
Envoyé sur demande (avec mandat ou chèque de 15 F français) adressé à :

INSTITUT FRANÇAIS DE POLEMLOGIE
Hôtel national des Invalides
129, rue de Grenelle, 75007 PARIS


simplement décor de bureau contemporain en cuir et acier

ARMORIAL
GRAVEUR - MAROQUINIER

38, PG-ST-HONORE 27 bis, 80 RASPAIL 26, AV. VICTOR-HUGO
PALAIS DES CONGRES, PTE MAILLOT - PARIS

Politique et littérature

LA POÉSIE PALESTINIENNE ENTRE LA BLESSURE ET LE RÊVE DE LA TERRE

Par TAHAR BEN JELLOUN

« Je suis venu d'une famille d'argile et du verset « Amen » sur les épaules du passé. J'étais un rêve, une mère, j'avais un sac d'étoiles. Je suis venu de n'importe où, des promesses d'une femme blessée, je suis sorti de la déchirure d'un tissu » (...) (1).

Celui qui parle est un soldat, un combattant des sables, né sous la tente, dans un camp de réfugiés, avec une identité vacillante, une identité à reconquérir, un nom à porter et à défendre. C'est un enfant de la blessure et du rêve. Un rêve fou : une patrie, une terre et l'olivier. Le soldat est aussi un poète. C'est la voix de Mahmoud Darwich, poète de la résistance palestinienne. La poésie palestinienne est contemporaine du temps brutal et de l'histoire hasardeuse. Le peuple palestinien, expulsé de sa terre, disséminé entre les tentes noires et le désespoir, a été élevé la voix. Pas uniquement pour clamer des discours, mais aussi pour dire le quotidien de la mémoire entassée dans les camps, dire le rêve urgent, celui d'exister. Aucun peuple n'a vécu sans poésie. Le peuple palestinien, peut-être plus que tout autre peuple, a mêlé la poésie à la lutte pour la survie, au combat militaire, à la résistance. C'est ce qui explique que la poésie palestinienne est d'abord un outil de combat qui se soucie peu des modes littéraires.

*« O nuit
Laisse le prisonnier terminer ses lamentations
Ne crois pas que c'est la peur
qui me fait venir les larmes
Je pleure sur ma patrie
Et sur les enfants que j'ai laissés à la maison
Qui les nourriront après moi
Alors que mes deux frères
sont morts... »*

Dans Chronique de la douleur palestinienne, Mahmoud Darwich, répondant à la poétesse Fadwa Touqan auteur de *Je ne pleurerai pas*, lui dit :

*« Nous n'étions pas,
avant l'aube, des nouveau-nés
c'est pourquoi notre passion ne s'est pas éteinte
entre les chaînes
voici vingt ans, ô ma sœur
que nous n'écrivions pas des poèmes
mais que nous combattions... »*

- (1) La Plainte du soldat éloquent, poème paru dans *Argile*, n° 96, traduit de l'arabe par T.B.J.
- (2) Abdelatif Laïbi, La Poésie palestinienne de combat, P.U. Oswald, Paris/Atlanta, Casablanca, 1970.
- (3) Rachid Bessissou, mort accidentellement l'hiver dernier à New-York, est un poète qui a appartenu à plusieurs courants de la poésie palestinienne. Il était très lu et aimé. Après sa mort, Mahmoud Darwich écrivit un long poème à sa mémoire. Il dit de lui :

*« Depuis vingt ans
il jette sa chair à l'oiseau, aux poissons
il jette dans toutes les directions.
Il était un champ de maïs et de
pommes de terre
il n'était pas l'école
il aimait la prose et la poésie
il était facile comme l'eau
simple comme le dinar du pauvre... »*

(4) Le tirage des recueils de Darwich dépasse généralement dix mille exemplaires.

Pour Samih Al Qasim, poète des territoires occupés, la poésie n'est pas seulement un combat, c'est aussi le souffle de la vie : « La poésie pour moi n'est que : je suis vivant, j'existe, j'existerai. Exister en dehors des légendes lassantes semées par les ancêtres, être de la terre, être la terre même, c'est cela la quête de l'identité. Samih Al Qasim, né en 1939 à Sargah, rive orientale du Jourdain, n'a pas quitté la terre de ses ancêtres. Il a refusé l'exil, et il a fait de ce refus une résistance et un symbole. Il dit : « Le mètre symbolise les Arabes qui sont restés à l'intérieur du pays. » Son premier recueil, en vers rimés, paru en 1969. Son titre : *Cortège du soleil*. Mais c'est avec la défaite de juin 1967 que la poésie palestinienne a jailli comme l'urgence d'une nouvelle naissance. « Le 5 juin 67, je suis né de nouveau », dit Samih Al Qasim. Il écrit :

*« Le cinq
du mois de juin dernier
nous avons retourné à la mort
ses valises diplomatiques
le cinq
du mois de juin dernier
nous avons démonté le vent occidental
de toutes les décorations entachées
du sang des enfants et de la honte
[des décombres] (...)
mais pour que tout le monde
ce que j'ai dit
je le répète
le cinq
du mois de juin dernier
nous sommes revenus au monde... »*

Avec cette génération de poètes palestiniens, nous sommes loin du courant réaliste du poète palestinien arabe en général. Il y a là plus qu'un appel à la résistance ; il y a la naissance d'un homme arabe nouveau, le refus du refus qui marbèle les mois dans la violence de l'histoire, l'histoire d'une révolution. La réalité des camps et de l'exclusion, le vécu de la blessure et de la brutalité, imposent au poète palestinien la rupture avec la rhétorique classique et le refus de la lamentation. C'est une poésie qui se démarque d'un passé récent ou lointain, empreint de nostalgie ; de ne fait pas de concessions ; elle dit la chute des masques et « la trahison des frères ». La rupture ne signifie pas l'abandon du patrimoine poétique. Au contraire, un poète comme Al Qasim a su réconcilier et intégrer ce patrimoine menacé de disparition dans cette nouvelle vision. C'est ce qui fit, avec la même exigence, Tawfiq As Zayad, qui fut aussi resté en Galilée. Il n'a pas quitté sa terre. Il a voulu être, avec son peuple.

*« gardiens de l'ombre
des oranges et des oliviers
il dit, dans l'été, vos mains,
s'adressant à ceux qui tentent de le déloger :
« Nous semons les idées comme la
levure dans la pâte
nos nerfs sont de glace
mais nos cœurs expulseront le feu
si nous avons soif nous presserons
les pierres
nous mangerons de la terre
si nous avons faim
MAIS NOUS NE PARTIRONS PAS
et nous ne serons pas
de notre sang
Ici
nous avons un passé
[un présent]
Ici est notre avenir... »*

Fadwa Touqan est née à Naplouse où elle resta après l'occupation de 1967. Témoin de la défaite et objet de l'humiliation quotidienne, elle dit la blessure évidente et insiste sur la haine qu'on a déposée dans son corps : « O ma haine terrifiante, tu ont tué l'amour en moi, tu ont transformé le sang en glycérine et goudron. »

On reprocha à un certain moment à Mahmoud Darwich d'avoir quitté les territoires occupés. Il partit pour un an à Moscou puis revint installer à Beyrouth, où il dirige aujourd'hui la revue *Choune Falas*.

*« Inscrie
je suis arabe
le numéro de ma carte est cinquante mille
j'ai huit enfants
et le neuvième... viendra après l'été
te mettras-tu en colère ?
Inscrie
je suis arabe
je travaille avec mes camarades de peine
dans une carrière
j'ai huit enfants
je leur arrache du roc
le pain les habits et les cahiers
et je ne viens pas mendier à ta porte
et je ne me suis pas
devant les dalles de ton seuil
te mettras-tu en colère ?
(...) et j'aimais par-dessus tout l'huile d'olive et le thym
mon adresse...
je suis d'un village perdu... oublié
aux rues sans nom
et tous ses hommes... au champ comme à la carrière
aiment le communisme
te mettras-tu en colère ? » (...)*

Dans ce poème, clair et direct, se reconnaît tout homme à l'identité confisquée, humilié par une autorité occupante. Poète-trait, militant, il fut nécessaire au moment où l'identité palestinienne ne s'était pas encore imposée au monde. Mahmoud Darwich considère que ce poème est aujourd'hui dépassé, dans sa forme comme dans son contenu. Quand le public le lui réclame, le poète d'un geste refuse de le dire et se met en colère, car c'est politiquement que ce poème est dépassé. Continuer à le clamer serait ne pas tenir compte de l'évolution de la résistance et de ses acquis.

Les derniers textes de Mahmoud Darwich déconcertent ceux qui s'attendaient à trouver une poésie de résistance classique, avec des slogans et des morosité de bravoure. Mahmoud Darwich, devenu en quelque sorte l'« ambassadeur du rêve palestinien »,

tenait, qu'édite le centre de recherches de l'O.L.P. Tout à fait à ses débuts, Darwich avait écrit un poème *Carte d'identité*, devenu l'un des poèmes les plus célèbres de la poésie palestinienne :

*« Inscrie
je suis arabe
le numéro de ma carte est cinquante mille
j'ai huit enfants
et le neuvième... viendra après l'été
te mettras-tu en colère ?
Inscrie
je suis arabe
je travaille avec mes camarades de peine
dans une carrière
j'ai huit enfants
je leur arrache du roc
le pain les habits et les cahiers
et je ne viens pas mendier à ta porte
et je ne me suis pas
devant les dalles de ton seuil
te mettras-tu en colère ?
(...) et j'aimais par-dessus tout l'huile d'olive et le thym
mon adresse...
je suis d'un village perdu... oublié
aux rues sans nom
et tous ses hommes... au champ comme à la carrière
aiment le communisme
te mettras-tu en colère ? » (...)*

à son éviter le piège de l'événementiel et du circonstanciel. Non seulement il a contribué à donner à la poésie palestinienne de nouvelles dimensions, mais il a participé, au même titre que le poète syrien Adonis, à la révolution de la poésie arabe d'aujourd'hui. Riche et difficile, complexe et très élaborée, la poésie de Darwich dépasse de loin le cadre d'une poésie de résistance et s'impose à l'avant-garde de l'écriture arabe.

On ne peut pas en dire autant de la poésie de Moïse Bessissou, connu pour son art du récit. Il sait parler aux foules. Il a vécu la guerre civile du Liban et a été témoin de la chute de Taïl-el-Zaatar. Cette présence sur les lieux de la tragédie l'a incité à écrire quotidiennement des poèmes dans le courant du réalisme symbolique.

Les camps et les massacres

La jeune génération, celle qui s'affirme en ce moment, ne trahit pas beaucoup le groupe Qasim-Touqan-Darwich. Elle n'a pas plus d'audace dans le processus de refus et de rupture avec la poésie arabe classique. Disons que ces voix nouvelles ont tendance à politiser encore plus leurs écrits.

Khaled Abou Khaled, né en 1944 en Cisjordanie, travaille avec minutie la structure du poème. Sa démarche voudrait répondre à ses convictions marxistes. Ayant vécu et étudié au Caire, on sent encore dans sa poésie

l'héritage des deux poètes égyptiens qui ont marqué la génération des années 60, Abd Assabour et Ahmed Elmagazy.

Voix paysanne, Khaled Abou Khaled ne s'écarte pas des thèmes constants de la poésie palestinienne : la terre, le retour. La terre chahutée avec violence. Un chant à plusieurs voix, une façon de dire la complexité d'un vécu en suspens. Cette parole est aussi celle de la simplicité et de la sérénité, celle de la lucidité qui nomme les choses, comme dans cet extrait d'un voyageur :

*« Verra-t-il, je suis emporté par l'oiseau de la nostalgie
qui s'empare d'un petit ruisseau
et d'une branche d'olivier
où reposer ses ailes
là
derrière une saison de verdure...
(...) Ces temps cruels,
entendront-ils un jour la voix d'un sage
annonçant l'approche de notre Jérusalem ? »*

Auteur de cinq recueils, Khaled Abou Khaled vient de publier *Ne me donnez pas l'été*, poème sur la guerre civile du Liban, où il était parmi les combattants.

Ahmed Dhabbour est, sans conteste, la révélation de ces dernières années. Certains le considèrent comme le nouveau Darwich. Après le massacre de 1970 à Amman, il publia *Karbala*, un des plus beaux textes de cette nouvelle génération des camps et des massacres (Jordanie, Liban). D'origine très pauvre, ce garçon nu et pur a introduit dans la poésie palestinienne la réalité du camp. Sobre et d'une lucidité amère, Dhabbour s'efface derrière ce qu'il écrit. Il ne veut pas bouleverser l'écriture, mais dire, dans le langage des recits sous les tentes, ce que l'époque fait subir à sa famille, à son peuple. Dans ce qu'il dit, il y a pudeur et vérité. Il désigne avec l'exigence de l'enfant ce qu'il ne peut supporter. Sans démagogie. Sans rhétorique. Il est là où il pense qu'il doit être : parmi les plus déshérités, parmi ceux qui luttent. Tout en étant très proche de Darwich, il se réclame plutôt des grands poètes classiques comme Al Mutannabi et Al Ma'ari. Le Palmier d'Amman est un de ses poèmes sur le massacre de 1970 :

*« Ils sont partis...
ils m'ont laissé sur le tronc du palmier
ils ont grandi à travers ses branches
Ist grand avec elles
et, à l'époque, je prenais le vent qui caressait mes blessures :
des casques des soldats, une patrie tombant en loques
des fenêtres du palais me parvenaient les aboiements
d'un chien, le temple d'un enfant
le cri d'une mère affligée
elle célèbre l'entrée des Rois au village tranquille
(...) Abandonné à mes rêves brisés,
je pourrais danser avec le palmier
je suis devenu son parfum et son fruit...
(...) Et si un jour ils veulent me brûler,
je ne prendrai pas le vent à témoin... »*

D'autres poètes méritent d'être connus, notamment May Sâegh, qui n'a certes pas la force de Fadwa Touqan, mais qui est une des voix les plus précieuses. Il faut aussi citer Mourid Al Barghouti, Sakir, Yahia Al Badaoui, etc. (3).

Abou Assadaq — la cinquantaine — tient une place à part. C'est un conteur. Un homme du peuple qui préfère raconter et parler plutôt qu'écrire. Il s'empare de l'événement et le raconte avec sensibilité et humour. Pour lui, un poème est une rencontre, une rencontre avec la réalité qui se soulève dans le feu, dans le chant, dans la danse. Il célèbre le poème de la terre filée face à la foule que se laisse plus berner par le notalgisme de Oum Kalsoum, où alors la démagogie et l'opportunisme d'un poète comme le Libanais Nizar Qabani, connu pour chanter le corps

de la femme, mais qui a remplacé dans ses textes la femme par la Palestine.

Le public du monde arabe reste très attentif à la poésie palestinienne. Lors du dernier passage de Mahmoud Darwich (4) au Festival de Carthage (avec Adonis et Qabani), le théâtre de plein air était archi-comble : plus de cinq mille auditeurs.

Concluant son anthologie, A. Laïbi écrivait en 1970 : « Ainsi, faisant fi des frontières créées par l'occupant, par-dessus les rînes et les rampes, les rafales des combattants en même temps que les poèmes de Darwich, Al Qasim, As Zayad et de tous les poètes palestiniens se répondent nuit et jour en un dialogue hautement poétique et révolutionnaire. »

*« O mes frères bruns et nus
révélant d'un drapage
O mes frères éparpillés et ô mon poème malheureux
nous avons encore à poursuivre
l'ordonnée des justes
il reste encore une ligne avant de boucler l'histoire... »*

Les poèmes de Darwich, Al Qasim, Touqan ont été traduits par A. Laïbi. Les textes de Dhabbour et d'Abou Khaled l'ont été par Fayez Maïas.

CARNET DES AMBASSADES

- M. Said Abdallah Salman, ambassadeur des Emirats arabes, a offert une réception le 1^{er} décembre à l'occasion de la fête nationale.
- L'Association des amitiés franco-albanaises a organisé une journée de l'amitié franco-albanaise le 3 décembre à la salle Wagram, en présence de M. Dhimitër Laman, ambassadeur de la République populaire socialiste d'Albanie en France.
- A l'occasion de la visite de M. Jorge Dias Serrano, directeur général des pétroles mexicains, l'ambassadeur du Mexique et Mme Flores de la Pena ont donné une réception le 6 décembre dans les salons de l'ambassade.
- M. Appagay Tanoo, ambassadeur de Côte-d'Ivoire en France, a offert une réception le 7 décembre à l'occasion du dix-septième anniversaire de la proclamation de l'indépendance.
- Le chargé d'affaires du Kenya et Mme Simani ont donné une réception le 12 décembre à l'occasion de leur arrivée à Paris.
- A l'occasion de son départ, M. André Guillaud, ambassadeur du Sénégal, a offert une réception le 13 décembre.
- Pour fêter leur retour à Paris, l'ambassadeur de Norvège et

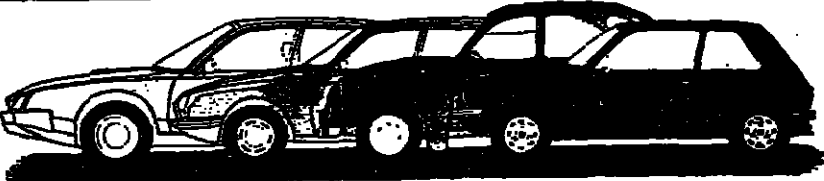
Mme Harsleh Vogt ont offert un cocktail le 14 décembre.

● Le directeur du bureau d'information des Communautés européennes et Mme Francisca Fontaine ont donné une réception le 19 décembre.

● A l'occasion de l'anniversaire du roi Birendra Bir Bikram Shah Dev, l'ambassadeur du Népal et Mme T.M. Upatry ont offert une réception le 23 décembre.

Nécrologie

● On annonce le décès de M. David Bruce, ancien ambassadeur des Etats-Unis à Paris, survenu à Washington le 5 décembre.



MISSION DIPLOMATIQUE

Mission première de Citroën : mettre à votre disposition, à travers sa gamme 1978, allant de la LN à la CX Prestige, la voiture la plus adaptée à vos goûts.

La nouvelle LN 3 CV, comme l'éternelle 2 CV, les nombreuses GS, comme les CX les plus récentes, toutes correspondent à un besoin précis de conduire.

Le département des Relations Internationales de Citroën Champ de Mars se tient prêt à vous fournir tout renseignement qu'il vous plairait d'obtenir.

CITROËN CHAMP DE MARS

FILIALE DE S.A. CITROËN
6-10, rue de la Cavalerie, 75015 Paris,
Tél. : CITROËN 204.833 E, Tel. : 567.55.62 +

CITROËN

CITROËN TOTAL

du monde arabe ?

LES ÉCHECS D'UNE POLITIQUE ANTISUBVERSIVE EN ASIE

(2) En Asie du Sud, l'Afghanistan, le Bangladesh, l'Inde, le Népal, le Pakistan et Sri-Lanka; en Asie du Sud-Est, la Birmanie, l'Indonésie, la Malaisie (occidentale), les Philippines et la Thaïlande; en Extrême-Orient, Taiwan et la Corée du Sud.

La reconstruction nationale, l'unité avec les îles

peaux dirigeants de parler de planification. D'ailleurs, d'abord de jeter les bases d'un nouvel ordre économique en posant un certain nombre de priorités.

La tâche primordiale du nouveau gouvernement était d'étendre son empire sur les usages essentiels de l'économie. Dans un premier temps, il rompit le monopole des trusts et, en s'octroyant le contrôle de l'importation et de la commercialisation des produits de première nécessité. Cette initiative alla de pair avec l'extension à tout le pays du système des magasins du peuple déjà en vigueur dans les zones urbaines. Mais la pièce maîtresse de l'action gouvernementale pour dégrader l'économie des puissances coloniales fut le remplacement de l'escudo portugais par le peso guinéen en 1976. Le résultat fut que l'argent de Lisbonne ne s'est pas fait attendre, les avoins de la Guinée furent gelés, les

La priorité des priorités dans le programme de reconstruction nationale est l'agriculture. Four plus de 90 % la population vit de la terre et l'avenir du pays en dépend. Le gouvernement s'est fixé comme objectif un niveau de production agricole comparable à celui d'avant-guerre, quand le pays se suffisait sur le plan alimentaire. La réinstallation des paysans sur des terres abandonnées, l'amélioration des procédés traditionnels et la

Depuis trois ans, le P.A.I.G.C. tente d'effacer les séquelles de la guerre de libération tout en mettant en œuvre un vaste programme de reconstruction nationale. Quand, en octobre 1974, il prit possession des dernières zones sous domination portugaise, la situation économique du pays était en plein déclin. Non seulement les caisses de l'Etat étaient vides, mais les Portugais avaient emporté tout ce qui pouvait l'être. Le nouveau gouvernement devait notamment :
— rétablir la balance commerciale face à une équilibrée, les exportations couvrant à peine 10 % des importations, et à un lourd déficit virgier.

Le pays étant dépourvu de matières premières et n'étant pas une colonie de peuplement, les Portugais n'y avaient aménagé ni réseau routier digne de ce nom ni services sociaux, ni rudimentaires. Après cinq siècles de « mission civilisatrice » portugaise, la population était alphabète à plus de 97 %, et le pays n'avait qu'une seule unité moderne de production : une usine de bière pour les besoins de l'armée portugaise. En l'absence de données statistiques sur l'économie ou la démographie, il était quasiment impossible pour les nou-

Mais un petit polo industriel est aussi en train de se constituer, avec la création de petites unités de transformation utilisant des matières premières : usines de jus de fruits, de parquets, de meubles, auxquelles s'ajoutent dans un proche avenir une savonnerie, une huilerie et une grande presse à pâte à papier. Deux prévisions. Un complexe industriel doit fournir, à partir des années 80, environ l'exportation de sucre, dont 50 000 tonnes pour le fleuve Congo. Jointement, un tel énergie électrique nécessaire pour faciliter l'extension des superstratégies de développement. L'immédiate, cette stratégie de développement, qui s'adapte à la croissance économique, mais en fait, la croissance économique, hypothèque sur l'avenir du pays.

L'effet conjugué d'une économie extravertie soumise aux aléas du mar-

ché mondial, de la dépendance à l'égard d'une technologie importée et des experts étrangers et d'un endettement croissant ne risque-t-il pas d'en-traver l'indépendance du pays? Même si les autorités guinéennes sont

conscientes des dangers inhérents à ce type de développement, la question se pose de savoir si la Guinée pourra, à la différence d'autres pays africains, éviter le piège du développement du sous-développement.

Un autre sujet de préoccupation pour les responsables de l'économie est la dépendance à l'égard de l'aide étrangère. Depuis 1974, le budget de l'Etat est alimenté en majorité par des crédits étrangers. Le P.A.I.G.C. semble avoir été séduit par l'aide offerte par les pays socialistes. Au pendant la guerre, étaient les principaux fournisseurs et les pays occidentaux ont largement pignon sur l'île dans ce domaine. La Suède est le premier donateur avec 10 millions de dollars par an, suivie par les Pays-Bas et la C.R.E. avec 8 millions chacun. Cette coopération engendre de graves contradictions. Ainsi dans un pays où la construction d'infrastructure constitue un handicap pour comment justifier la construction d'une nouvelle banque de Subaque, financé par des fonds étrangers, lequel, en contrepartie, l'Etat doit fournir le personnel, installations et matériaux qui font cruellement défaut ailleurs.

Après les privations et les sacrifices de la lutte, les exigences de la population sont grandes. Comme aimait le dire Amilcar Cabral : « une grande lutte pas pour des idées ni pour des hommes, mais pour la tête des sacrifices exigés par la lutte afin d'obtenir des avantages matériels, pour le mieux et en paix et pour le progrès, pour l'existence et l'aventure des difficultés qui sont celles des conditions de la vie ». Le P.A.I.C.E. s'efforce donc d'améliorer avec les masses de vie des masses rurales en s'appuyant sur le bord. A cet effet, la révolution — les organisations communales de base — la parti pourrait la mise en place des conseils régionaux et des comités d'Etat. Les conseils régionaux autonomes fournir l'armature semi-municipale décentralisation. Dans la mesure où la masse participation effective de la population dans ces organes du pouvoir. La Guinée vivra sans doute les méfaits d'une centralisation et d'une bureaucratie.

excessive qui caractérisent la majorité
des pays africains.

A l'heure actuelle, le P.I.G.C. bénéficie d'un large soutien populaire. Aux élections des conseils régionaux de décembre 1976, il a recueilli 80,6 % des suffrages. Seules trois circonscriptions dans le centre du pays, autour de Bourges, où le parti n'avait jamais pu s'imposer pendant la guerre) ont rejeté la liste de ses candidats. Le P.I.G.C. compte beaucoup sur la persuasion à long terme. Ses premiers fruits de son plan de développement pour marquer des points dans cette région soumise à l'influence des chefs traditionnels Foulas.

LES Guinéens ont malgré tout beaucoup d'avantages par rapport aux difficultés du M.P.L.A. en Angola et du PRELIMO au Mozambique. Le P.A.I.G.C. n'affronte aucune opposition politique ou militaire organisée et, surtout, en Guinée-Bissau n'a pas de troupes sud-africaines ou rhodésiennes à ses frontières. Sans doute est-ce l'une des raisons pour lesquelles, à l'opposé des deux autres pays, elle n'a pas signé de traité d'amitié avec l'Union soviétique.

Si le P.A.I.G.C. est l'unique parti en Guinée-Bissau et aux îles du Cap-Vert, les deux pays constituent néanmoins deux entités distinctes. Le développement colonial s'est soldé par la création de deux sociétés aux structures sociales radicalement différentes. Compte tenu des particularismes et de l'importance géographique de l'archipel, la lutte armée déroulée de manière différente dans les deux territoires. La lutte armée s'est limitée à la Guinée, tandis que, dans les îles, l'armée du parti n'avait jamais dépassé le stade de l'organisation politique clandestine. Une organisation qui, toujours existante au sein du P.A.I.G.C. entre Capverdiens et Guinéens : les *capverdiens* employés à l'hexacorde afin de faire avancer le mouvement, prétendaient que les Capverdiens voulaient exercer leur hégémonie sur le continent. Les dirigeants du parti s'efforçaient d'arrêter de venir à bout de cet héritage. Ils ont en forgeant cette unité qui inspira leur action pendant plus de vingt ans.

Les Neont ont accédé à l'indépendance en juillet 1975, environ deux ans après la Guinée. Si le P.C.G. considère l'unité comme inéluctable, il ne cherche pas à brûler les étapes, mais tout au contraire, afin de resserrer graduellement les liens, une conférence gouvernementale a décidé, pendant l'été 1977, d'harmoniser les politiques régionales tout en respectant l'originalité des options de chacun. Le gouvernement de Prala s'attache à maintenir dans son domaine une ligne plus modérée que son partenaire de Bissau. Par conséquent,

continue de permettre aux avions de la South African Airlines d'atterrir sur l'aéroport de Sal, tandis que les Guinéens ont mis l'aéroport de Bissau à la disposition des Cubains avant d'installer le pont aérien qu'ils avaient établi avec le Congo. Une autre expérience d'unification en cours en Afrique, celle qui a lieu entre l'ancien Zambiyaka et le Zanzibar au sein de la République de Zanzibar, est le processus de longue durée qui peut prendre plusieurs décennies, mais qui peut aussi à petits pas, avec la mise sur pied d'un Conseil de l'unité et l'harmonisation ou en voie de développement d'une compagnie aérienne, la création d'une commune, les Guinéens et les Zanzibariens responsables entendent bien affirmer leur volonté d'aller de l'avant.

La décision du troisième congrès de rééquibrer la composition du comité supérieur de lutte (celui du comité central) et du comité exécutif (celui du bureau politique) en faveur de Cap-Vert va dans le même sens. Une nouvelle fois, le statut et l'élargissement du secrétariat central est devenu commission permanente ont renforcé le parti. Demeurant un mouvement de libération au pouvoir, le P.A.I.C. estime qu'aucune couche sociale n'est suffisamment apte à prendre la tête du processus révolutionnaire. Il a opté pour un régime de démocratie nationale révolutionnaire d'affirmer. Mais, dans le caractère socialiste de l'expérience guinéenne, il est lorsque sera parachevée l'indépendance nationale. Le P.A.I.C. ne s'exclut pas que le progrès économique puisse déboucher sur une contradiction entre les différentes couches sociales : ce jour-là, il compte placer du côté des plus défavorisés.

Réfléchissant sur l'avenir, Amilcar Cabral se demandait comment éviter que la Guinée indépendante ne tombe dans les pièges du néo-colonialisme. Pour lui, il suffisait de faire en sorte que les bénéficiaires de la révolution n'échoient pas à une élite petite-bourgeoise, liée à l'appareil d'Etat et avide de privilèges. Il s'adressa à la masse des Guinéens. La mise en œuvre du programme de « démocratie nationale révolutionnaire » dira-t-il le P.A.I.G.C. suit les voies tracées par son dirigeant dis-

(1) Le P.A.I.G.C. est le seul parti
légal dans les deux Etats. M. Aristides
Perreira, président de la République du
Cap-Vert, en est le secrétaire général.
tandis que Luis Cabral, président du
Conseil d'Etat de la Guinée-Bissau,
détient le poste de secrétaire général.

(2) Sur ce point aussi, le P.A.I.G.C. se distingue du PRELIMO et du M.P.L.A. qui se sont nettement proclamés socialistes, voire marxistes-léninistes.

Un double front de lutte

EN Afrique australe comme au Proche-Orient, la recherche active d'un règlement des vieux conflits offre un point de similitude : ici comme là, des régimes alliés de l'Occident se voient pressés de s'entendre avec leurs adversaires et les Etats-Unis s'emploient directement à les y aider.

Ce phénomène trouve une explication dans l'Afrique australe de Kissinger à Carter (1), tout ce Barry Cohen et Howard Johnson commentent la dimension historique à la portée de l'Union en Afrique et montre comment elle est facilitée sur une stratégie plus vaste multinationale dans l'expansion du capitalisme maître de ce monde. La philosophie de l'« internationalisme libéral propre » des milieux de la Commission trahit dans le choix de méthodes nouvelles d'affirmation de la conciliation à l'égard des régimes « compléxes et faibles » socialistes, et des mouvements de libération des tiers-monde. Mais, quand au fond, les deux auteurs estiment que les choix de la diplomatie américaine en Afrique ont une origine plus ancienne, ils évoquent l'échec vietnamien, et à la proclamation de la doctrine Nixon en 1969 par laquelle les Etats-Unis renouèrent au principe d'une intervention massive et directe dans les conflits locaux.

De cette année 1969 date, en effet, l'événement qui allait marquer la volonté de l'Amérique de s'engager activement sur le continent africain : l'élaboration, sous la direction de M. Kissinger, du mémorandum n° 39 du Conseil national de sécurité (connu sous le nom de document N.S.R.M. 39, et pour la première fois intégralement publié en français dans ce livre). Dès ce moment étaient fixées les options de l'Amérique en Afrique australe, à travers une soignée analyse des intérêts économiques et stratégiques en jeu.

— et cela bien avant la naissance de la Commission trilatérale en 1973.

Tenant toujours sa casquette en 1973, l'inspiration essentielle de la Convention américaine en Afrique, Barry Carter et Howard Schless vont alors s'efforcer d'y rattacher les développements récents dans différents pays : l'Afrique australe, de l'Angola à la Guinée, l'Amérique latine, de la Colombie à la République cubaine, commencent comme « stabilisation compte » jusqu'en Afrique. Snd ont les sociétés multinationales que sur les sanctions économiques pour infier les politiciens.

d'apartheid : « Je pense que le poids de nos investissements dans ce pays, l'importance donnée par les Sud-Africains à l'accès au capital et à la technologie américaine, peuvent être utilisés comme une force positive affirmant la solution des problèmes de la région », (p. 67).

SINGULIER paradoxe : le capitalisme international se voit ainsi chargé de réparer les torts accumulés par lui-même sur un système non moins capitaliste que son adversaire du Sud, avait fondé tout son essor en Afrique noire et l'exploitation de la main-d'œuvre d'Afrique du Sud. Rappelle René Lefort dans un livre qui revient individuellement à la crise de capitalisme et du système d'apartheid en Afrique du Sud, mais pour établir sans doute toute leur évidence : « Le fait est, écrit entre les deux pages des liens de cause à effet, que René Lefort a le réflexe de prendre pour mot d'ordre de la réflexion de prouver que le libéralisme soudain soucieux du niveau de vie

et des conditions de travail des ouvriers noirs, en faisant ressortir les contradictions inhérentes au mode de développement insaturé dans ce pays : la lutte politique et sociale se voit aggravée par des difficultés économiques qui pourraient être insurmontables à défaut des changements profonds qu'on propose maintenant d'introduire par le canal des sociétés multinationales.

Les émeutes de Soweto, après l'extension des graves épidémies de 1972, ont marqué le renouveau de la contestation, voire encouragée par l'accession à l'indépendance de l'Angola et du Mozambique. Mais de quel mouvement s'agit-il ? Les mouvements de libération sud-africains, face au projet de renouvellement du capitalisme, se dessinent ? René Lefort pose sans ambiguïté la question du choix des objectifs. Il convient tout d'abord d'assigner à une résistance aussi ancienne que la colonisation mais dont l'histoire est jalonnée d'échecs. Race ou classes ? Le Lutte de libération et/ou lutte de classes ? Tout son ouvrage pose la question de la façon de faire ressortir la complexité du problème auquel sont confrontés les principaux mouvements de libération actuels : le Congrès national africain (A.N.C.) et Conscience noire.

POUT-ÊTRE l'opposition africaine a-t-elle compte tenu des nouvelles chances de relancer la lutte, internes et des pressions extérieures économiques exercées sur le « pouvoir blanc ». Sans dépendre de la théorie du « tiers monde », la théorie cohérente de son aptitude à définir l'avenir de son milieu d'affaires sensibles, exhortations à créer une bourgeoisie de se montrer prêts à déployer une force » en quelque sorte, une « troisième dimension » à suivre dans la voie serait sans doute impérialisme sud-africain et plus totalitaire que jamais » et la dimension « raciale du développement » et la dimension « sociale. Dans une perspective africaine, elle a été appliquée aux conventions républicaines, et l'ancien caudex des « centristes » répétés, et l'Afrique du Sud, avec l'exception de l'intérieur du « petit abruti par comparaison » pays voient que peut surgir la force de « l'émancipation » capable de leur combat contre le « socialisme » qui est en train de pénétrer l'impérialisme qu'il a en train de pénétrer l'Afrique australe.

(1) Barry Cohen et Howard Schissel, *l'Afrique australe de Kissinger à Carter*, L'Harmattan, Paris, 1977, 190 pages, 42 P.

(2) René Lefort, *l'Afrique du Sud. Histoire d'une crise*, Maspero, « Petite collection », Paris, 1977, 152 pages, 14 P.

(2) René Lafort, *l'Afrique du Sud. Histoire d'une crise*, Maspero, « Petite collection », Paris, 1977
152 pages, 14 P.

SOUTHERN AFRICA AFTER SOWETO. — Alex
Callinicos et John Rogers.

* Pluto Press, Londres, 1977, 229 pages.

Dans l'histoire de l'Afrique du Sud, les soulèvements de Soweto et ceux qui s'y appa-
raissent dans d'autres ghettos noirs même marquent-ils l'avènement d'une nouvelle phase dans la lutte contre l'apartheid ou tout au moins l'entrée d'un chapitre de nouvelles. D'où le titre de cet ouvrage, qui s'en indique que partiellement la portée. En l'occasion de la colère des jeunes de Soweto, les conséquences éventuelles sur l'évolution future de l'Afrique du Sud, et notamment sur la condition des noirs, moyennant le combat pour abattre le faible pilier de l'apartheid, ont été les pages les moins convaincantes de ce volume. *Southern Africa after Soweto* renaissant de ces transformations de l'Afrique du Sud. On y voit cependant que l'Afrique Soweto est l'aboutissement; qu'elle est particulièrement qu'entrentennement les formes et le système du capitalisme sud-africain comment les Afrikaners ont leur position à voir politiques et sont arrivés à des positions dans les domaines économiques à partir de leur contrôle de l'appareil d'Etat.

[illegible]

D. M.

Entre l'équité et les exigences du système de production

LA JUSTICE EN QUESTION



(Dessin de Bérénice Cléon.)

La délinquance des affairistes, qui coûte à la société cent cinquante fois plus que les vols dans les grands magasins et cinq mille fois plus que les hold-up, ne donne pourtant lieu qu'à moins de 2 % des condamnations prononcées par les tribunaux. Ainsi bafouée par le pouvoir économique, la justice l'est aussi au nom de la raison d'État — l'actualité, sans cesse, se charge de nous le rappeler. Les tribunaux ne seraient-ils alors que les instruments d'une justice de classe, gardiens jaloux de l'ordre capitaliste sans lesquels, selon Adam Smith, « les

riches ne pourraient passer une seule nuit tranquille » ?

Une telle vision serait trop simpliste : « Si la loi est trop évidemment partielle et injuste, alors elle ne saurait remplir aucune fonction de dissimulation, de légitimation ; elle ne saurait contribuer en rien à l'hégémonie de classe (...) La condition essentielle de l'efficacité du droit est qu'il paraisse indépendant de manipulations grossières et qu'il semble juste » (1).

Dans les démocraties occidentales, le système judiciaire — tout comme la

fiscalité, l'enseignement ou le système de santé — se caractérise par son ambiguïté : l'affirmation solennelle du principe de l'égalité de tous est trop souvent contredite dans les faits par une série d'iniquités dont l'effet de différenciation sociale concorde trop bien avec les exigences du système économique pour qu'on puisse n'y voir qu'une longue série de malentendus « bavures ». La logique de ce contraste est peut-être d'assurer une gestion optimale des inégalités sociales sur lesquelles repose le système de production. Depuis près de

deux siècles, l'institution judiciaire a sans doute contribué à les maintenir dans des limites tolérables pour le système capitaliste. Mais la concentration du pouvoir économique (de l'État aux multinationales) et la nouvelle division internationale du travail (immigrés et tiers-monde) lui posent des problèmes qui l'obligent à se redéfinir. Sera-ce, comme certains le craignent, dans le sens d'un nouveau totalitarisme et d'un apartheid généralisé ?

(1) R.P. Thomas, *Whigs and Hunters*, Edit. Allen Lane, Londres, 1976, p. 282.

Sanctionner les mauvais payeurs et réguler les excès de consommation

Le juge, le marchand et le débiteur

Par YVES DEZALAY *

MERCURE, dieu des marchands, était aussi celui des voleurs. Dans des sociétés restreintes où la circulation des biens était étroitement contrôlée et subordonnée au statut social des partenaires, le commerce, peu important, était nécessairement le fait d'étrangers et s'assimilait souvent à la prédation, voire à l'agression. Dans nos sociétés dites de consommation, le vol à l'étalage répond à l'incitation du libre-service (1) ; l'endettement excessif, les saisies sont la contrepartie de la persuasion publicitaire. Dans un cas comme dans l'autre, l'appareil judiciaire est là pour sanctionner des excès qui ne sont que l'aboutissement inévitable d'un système reposant sur la logique de la concurrence et du profit.

Ce n'est pas le seul niveau où il intervient. La simplification de l'échange, condition de sa généralisation, suppose l'instauration d'un rapport juridique nouveau : le contrat synallagmatique où les parties s'engagent réciproquement sans que cela implique de liens de dépendance statutaires ou quasi-familiaux. L'appareil judiciaire, après avoir contribué à imposer la liberté contractuelle dans une société où elle se heurtait aux structures sociales antérieures (loi Le Chapelier sur les corporations), continue à en être un des plus fermes soutiens alors même qu'elle est vidée de sens par l'extension et la concentration du pouvoir économique.

Dans cette double contradiction, on peut, nous semble-t-il, lire à la fois l'enjeu et les ambiguïtés de l'intervention judiciaire. Mais avant de chercher à les préciser, voyons comment fonctionnent les tribu-

naux : pour être clair, nous prendrons un exemple concret, celui des impôts, sans pour autant le développer de manière exhaustive puisqu'il ne sera que le support d'un schéma d'analyse valable pour l'ensemble de l'institution.

Chaque année, en France, un minimum de trois cent mille injonctions de payer sont délivrées par les juges d'instance. En Angleterre, pas moins d'un million deux cent mille poursuites sont engagées annuellement devant les tribunaux par les organismes de recouvrement de dettes. C'est déjà là une activité non négligeable, du moins du point de vue numérique ; pourtant, si l'on veut en appréhender toute la portée économique, on doit replacer ces poursuites dans l'ensemble des mécanismes de recouvrement de crédit dont elles sont à la fois l'aboutissement et la caution : ainsi en Angleterre, les instances engagées devant les *County Courts* ne représentent que 2,5 % de l'ensemble des créances pour lesquelles les organismes de crédit rencontrent des difficultés de recouvrement (2). Par ailleurs, leur coût est élevé, car elles ne se résolvent pas sans recourir à des procédures judiciaires coûteuses. Les créanciers ne se résignent à engager des poursuites que lorsque les diverses pressions et intimidations qu'ils ont exercées se sont révélées insuffisantes. Même après avoir porté leur affaire devant le juge, ils continuent à appliquer cette logique d'une dissuasion graduelle à la mauvaise volonté ou à l'incapacité du débiteur ; seule une infime partie — quatre sur mille — des poursuites engagées est menée à son terme ultime, la prison pour dettes.

apparaissant comme les seuls mauvais payeurs notoires.

C'est sans doute dans le continuum indéfini de pratiques que représente le processus de régulation du crédit qu'on peut voir la contribution essentielle du tribunal. La notoriété liée à la condamnation judiciaire est, à double usage : outre son formidable pouvoir de dissuasion — bien des débiteurs sont prêts à tout, pourvu qu'ils ne se sachent pas — elle fournit une information appréciable aux organismes de prêts en désignant une population stéréotypée de mauvais payeurs auxquels les prêts ne seront accordés qu'à des conditions plus strictes : ce qui, la plupart du temps, veut dire à un taux plus élevé pour couvrir le risque supplémentaire. Sans qu'il soit nécessaire d'avoir formellement « deux poids, deux mesures », on aboutit à un phénomène de différenciation sociale très efficace qui, de plus, se reproduit indéfiniment, assurant du même coup sa propre justification. On retrouve cet engrenage reposant sur la dissuasion et l'étiquetage de bons émissaires dans le fonctionnement du système disciplinaire dont la justice pénale (analysée page 16 par Pierre Lascoumes) constitue l'aboutissement.

Cette fonction dissuasive des tribunaux avait été, dès le départ, perçue par les intéressés, comme en témoigne un rapport du Lord Chancellor en 1864 se félicitant de la récente création des *County Courts* : « L'institution des nouvelles cours permet une expansion infinie du crédit. Dans chaque village, dans chaque cottage, les petits boutiquiers, les marchands ambulants, ont pu faire crédit d'autant plus librement qu'ils savent que si, par ignorance, insouciance ou malhonnêteté, le débiteur ne respectait pas ses engagements, il pourrait être condamné par les tribunaux, et qu'il aurait ensuite de bonnes chances de finir en prison. » (3). Comme en témoigne Dickens ces sanctions étaient effectivement appliquées : selon des estimations de l'époque, les prisons de Londres étaient peuplées pour les deux tiers de débiteurs malhonnêtes.

Les juges justifiaient leur sévérité

* Sociologue.

par la nécessité de renforcer la notion de liberté contractuelle : « Il est une chose que le bien public requiert plus que tout, c'est que des hommes d'âge mûr et sains d'esprit aient la plus grande liberté de conclure des contrats ; mais, une fois ces engagements souscrits librement et volontairement, ils doivent être tenus pour sacrés et les cours doivent user de toute leur autorité pour les faire respecter. » (4)

C'est toujours cette même notion

Une souple gestion des impayés

EN 1971, les achats à crédit représentaient en Angleterre 41 % des dépenses d'équipement ménager, 45 % des achats automobiles ; l'endettement est maximum chez les ouvriers et les employés qui recourent au crédit deux à trois fois plus souvent que les cadres. L'annulation organisée (les exigences du *standing*), les conditions de vie, (éloignement de l'habitation et du lieu de travail), l'obsolescence accélérée des produits (équipement ménager non réparable, absence de pièces détachées), bref, tant la nature des produits que la position sociale des acquéreurs tendent à faire de ces achats à crédit une consommation forcée. Que signifie alors l'obstination du juriste qui persiste à ne vouloir lire dans ces contrats que l'engagement libre de deux volontés autonomes ? Le consommateur est habilement manipulé par les spécialistes de la promotion des ventes pour qu'il achète à crédit, mais on prétend ensuite lui faire endosser toutes les responsabilités de son engagement en prétendant abusivement qu'il s'est soustrait librement et en toute connaissance de cause. A contrario, on se rend bien compte qu'accepter de reconnaître officiellement le caractère dépendant de ce type de consommation, c'est remettre en question tout l'édifice du droit et, à travers la norme juridique, le système de production dont il est un des éléments

de contrat qui définit les limites de l'intervention judiciaire : les clauses du contrat étaient-elles légales ? Ont-elles été respectées ? Pourtant, depuis l'époque des petits boutiquiers et des marchands ambulants, la distribution et le crédit ont subi les contrechocs de la production de masse. Il est significatif que l'industrie automobile, premier champ d'application du taylorisme, ait été en même temps la première à mettre sur pied des établissements de crédit spécialisés.

constitutifs (cf. plus loin l'article de Michel Maffioti). Dans une société rurale caractérisée par des rapports marchands simples, les sanctions infligées au débiteur détaillant pouvaient raisonnablement apparaître comme le corollaire de la liberté contractuelle ; avec le développement de la concentration et de l'étatisation (cf. l'article de C. Servolin et H. Waller page 14), la contradiction inscrite dans le système juridique tend à le faire éclater. Autant il lui devient de plus en plus difficile de maintenir la fiction de la liberté contractuelle, autant il lui est essentiel de continuer à l'affirmer, sous peine de mettre en cause l'ensemble du système économique des démocraties occidentales.

(Lire la suite page 14.)

Lire pages 14 à 18 :

PAGES 14 et 15 : Le patron introuvable, ou le règne de l'irresponsabilité (B. Rettenbach). — Développement de la société bourgeoise et déperissement du droit (H. Maffioti et C. Servolin).

PAGES 16 et 17 : La délinquance, désordre nécessaire et bien utilisé (P. Lascoumes). — Félicitations du droit et mode de production (M. Maffioti). — Le mariage et le travail non rémunéré (C. Delpy).

PAGE 18 : Suite de l'article de M. Maffioti. — A quel et à qui servent les prisons ? (M. T. Maschino).

(1) A tel point que, dans certains grands magasins, le taux de vol s'élève à 10 %.

(2) Voir R. Rock, *Making People Pay*, Routledge and Kegan Paul, Londres, 1973.

(3) Cité par Abel et Stevens, *Lawyers and the Courts*, Heinemann, Londres, 1967, page 35.

(4) Id., page 48.

La fiction du libre contrat

QUELLE est la logique de ce système d'escalade dans la menace puis la contrainte ? Il faut d'abord remarquer l'importance de l'enjeu puisqu'on peut faire raisonnablement l'hypothèse que la quasi-totalité des adultes se sont trouvés, à un moment ou à un autre, dans cette situation de mauvais payeur. Le processus de recouvrement est organisé pour contenir de manière simple cette masse de débiteurs potentiels : à chaque étape nouvelle, courtoise lecture de rappel, menaces plus ou moins voilées, chantage, voire, dans certains cas, intimidation directe —

la frontière entre ceux qui paient et ceux qui ne paient pas est repoussée un peu plus loin. Finalement, seuls ceux qui s'obstinent jusqu'au bout, soit qu'ils ne veulent, soit qu'ils ne peuvent payer, sont sanctionnés ; mais cette sanction intervient plus pour l'exemple qu'en raison de la somme engagée. L'efficacité des condamnations judiciaires ne vient pas de leur rendement économique mais de leur visibilité sociale. En l'occurrence ceux qui sont saisis font payer les autres en démontrant à posteriori la réalité des menaces. On peut aussi soutenir qu'ils paient pour les autres en

(Suite de la page 13.)

Pour Abel et Stevens la solution à ce dilemme a été trouvée dans une séparation croissante des tâches au sein de l'appareil d'Etat : « Les juges se consacrent de plus en plus dans leur rôle de protecteurs des libertés civiles, spécialement celles reposant sur la propriété privée, et les gouvernements successifs ont tenté de donner de nouvelles responsabilités aux tribunaux » (5).

En France le dessaisissement des juges à chaque fois que l'administration est concernée permet d'éviter une grande partie de ces contradictions. Ainsi, lorsqu'un huissier, sur ordre du ministère des finances, saisit un contribuable malchanceux, il peut difficilement prétendre agir au nom du principe de la liberté contractuelle. Mais, dans la mesure où le titre de créancier en possession de l'administration est considéré comme immédiatement exécutoire, la justice évite de soulever une question qui pourrait ébranler celle du fondement et de la validité de la dette — alors qu'elle la pose en règle générale pour tous les autres impayés. On pourrait multiplier les exemples où le tribunal apparaît comme le bras armé de l'administration. Mais la relation du système judiciaire au pouvoir administratif n'est pas une simple relation de donneur d'ordre à exécutant. Il serait plus juste de l'analyser comme celle d'un couple dont la complémentarité fait l'efficacité, mais provoque du même coup l'autodestruction du partenaire le plus faible. C. Servolin et H. Nallet pour l'agriculture, Chris-

tine Delphi pour le travail ménager et B. Rettenbach dans le cas des immigrés et des intérimaires montrent comment le droit est plus que jamais lié à l'exploitation de certaines catégories d'individus et à l'absorption de leur travail dans le système capitaliste.

Les ambiguïtés, les contradictions internes de l'institution judiciaire sont à la mesure de son implication dans la réalité des rapports sociaux. Elles sont particulièrement visibles au niveau du système de sanctions et de discipline. Pour reprendre l'exemple qui nous a servi jusqu'ici de fil conducteur, à l'époque des petits boutiquiers, on emprisonnait, mais, avec le développement de la production de masse, l'organisation du crédit et l'extension du champ potentiel des débiteurs défaillants, le mécanisme des sanc-

Normaliser les prolétaires

CETTE modulation des sanctions, présentée volontiers dans le discours de l'institution judiciaire comme une modernisation, se réalise de manière désordonnée au travers d'une série d'efforts souvent antagonistes d'agents de différents services essayant de résoudre au mieux les nouvelles contradictions auxquelles ils sont confrontés. C'est ainsi que, dans le cas de loyers impayés, les offices de H.L.M. préfèrent, dans la mesure du possible, remplacer l'expulsion et la saisie par une mise sous tutelle des allocations familiales, qui pourra être officielle ou officieuse selon la bonne volonté des magistrats. Outre la

gravité et le caractère insoluble des problèmes qu'ils soulèvent, en ayant recours à cette panoplie classique, ils traitent trop nettement à l'encontre de la politique des pouvoirs publics visant à l'intégration et à la normalisation des familles prolétaires (6).

Devant la force de ces arguments, le juge ne peut guère que faire passer au second plan le respect du principe de la liberté contractuelle, et accepter d'autres formes de gestion des impayés et de régulation de la consommation. L'achat, à la limite de ses ressources, de biens d'équipement par une clientèle populaire, est le

symbole et la résultante d'un système de production et de consommation pour lesquels les sanctions trop rigides risqueraient de mettre à mal. Ainsi le *Payne Committee* recommandait en 1989 qu'un service social pour les débiteurs soit incorporé dans la structure des *County Courts* pour « assister dans la gestion hebdomadaire de leur budget les débiteurs financièrement incapables ou irresponsables et remplir auprès d'eux les fonctions effectuées normalement par les avocats, les comptables ou les banquiers ». Cette gestion souple, décentralisée, des dettes et des débiteurs — effectuée dans un cas par les banques, dans l'autre par les services sociaux, — et cautionnée en dernière instance par le juge, permettrait d'assurer au système de crédit son efficacité maximum.

Mais pour le moment, dans ce domaine comme dans d'autres, la coexistence de plusieurs systèmes de contraintes et de sanctions frappe plus par ses aspects contradictoires, voire ses incohérences, que par son caractère complémenteaire. Il ne faut pas chercher ailleurs l'origine de tous les discours, émanant généralement du sein même de l'institution, sur la crise (sic) de la justice. Ils ne sont guère que le symptôme, chez les juristes, du discours des travailleurs sociaux sur l'ambiguïté de leur profession. Au contraire, ces mutations du droit, ces adaptations du système judiciaire à la réalité sociale, sont la manifestation de la formation d'une nouvelle culture sociale dont il reflète les contradictions et contribue efficacement à gérer les conflits.

Dans la mesure où elle continue à permettre des débats publics et apparemment contradictoires face au secret et au monolithisme des administrations, l'institution judiciaire peut jouer le rôle d'une soupape de sécurité dans des sociétés que leur évolution rapide rend hautement explosives. La mise en scène judiciaire d'une affaire, c'est-à-dire tant la disposition spatiale que l'organisation temporelle, le mode d'introduction des protagonistes, la distribution des rôles, bref cette théatralisation dans laquelle on peut lire le souci de professionnels d'être toujours en mesure de maîtriser toute situation d'ordre social, présente de ce point de vue un double avantage. Les conflits aigus peuvent s'y exprimer sans risques majeurs pour le système social. En outre, elle constitue pour les justiciables, surtout s'ils sont d'origine populaire, un handicap très lourd. Comme l'écrit Pat Carlen, « leur tension, l'incertitude et le désespoir qui résultent de leur présence sur leurs propres affaires, nuisent non seulement à leur prestation, mais surtout à leur perception de la justice et à leur confiance en elle » (7).

YVES DEZALAY.

(5) Id., page 459.
(6) Donzelot, *La Police des familles*, Ed. du Minuit, Paris, 1977, 224 pages, 35 F.
(7) Pat Carlen, *Magistrates' Justice*, Martin Robertson, Londres, 1976.

Le droit des sociétés, l'entreprise et le groupe

EN juin dernier, les services de nettoyage du métro étaient en grève, mais le trafic ferroviaire n'était pas perturbé. Les papiers et les débris s'amoncelaient, devenant une menace pour l'hygiène. Le public en apprenait la raison : la propriété et donc, pour une part, l'hygiène du métro dépendaient non de la R.A.T.P. mais de six entreprises extérieures : les grévistes ne parvenaient pas à identifier les responsables de leurs conditions d'emploi, en tout cas à les obliger de se concerter pour négocier avec eux. Cependant, le métro ne remplissait évidemment sa mission de service public que s'il assure hygiène et propreté. Or la R.A.T.P. s'en décharge sur des travailleurs, en grande majorité étrangers : leur salaire est très inférieur à celui des agents de la R.A.T.P. ; aucun de leurs employeurs ne leur assurait la nuit, pendant le nettoyage des voies, la sécurité contre les risques du courant électrique ; ils ne disposaient d'aucun lieu où prendre leur repas, changer de vêtements, etc.

L'opinion publique pouvait s'étonner de la durée de la grève : les conséquences touchaient à l'absurde au moment où la R.A.T.P. lançait une campagne d'accueil en faveur des touristes étrangers. Mais — et sans doute l'opinion publique n'en était pas avertie — la situation générale de la grève était légale : c'est sous le couvert du droit que les travailleurs chargés de l'entretien des couloirs et des voies du métro dépendaient d'employeurs extérieurs ; ceux-ci et la R.A.T.P. pouvaient donc se renvoyer la responsabilité des solutions.

Une telle incohérence a, sans doute,

des causes multiples : certaines sont d'ordre économique. Mais on voudrait ici, plus spécialement, insister sur les causes d'ordre juridique : la législation du travail est encore mal préparée à régler de tels conflits parce qu'elle est née sur des fondements et dans des cadres qui favorisent, au bénéfice des employeurs et des porteurs du capital, une distorsion entre les situations juridiques et la réalité.

La publicité donnée à ce conflit tient évidemment à la place du métro dans la vie des usagers, entre « le boulot et le dodo ». Loin d'être exceptionnel, il est représentatif d'une situation qui met de plus en plus en cause, voire en échec, ce que l'on pourrait appeler non pas le droit à l'emploi (qui n'existe pas malgré la déclaration des Constitutions de 1946 et 1958), mais des éléments déjà acquis d'un droit à l'emploi.

Ici, c'est une entreprise qui se restructure par un processus interne : elle redistribue différents secteurs de

Le patron introuvable, ou le règne de l'irresponsabilité

Par BERNARD RETTENBACH *

son activité en sociétés distinctes, sans transformer l'unité de son activité économique ; jusque-là, tous les travailleurs avaient un unique employeur ; désormais, ils dépendent d'employeurs différents. Là, par un mouvement vers l'extérieur, c'est une entreprise qui rachète, sans les supprimer, des entreprises, en raison de leur identité d'activité, ou en crée d'autres, pour étendre ou diversifier sa production, conquérir des marchés. Ailleurs, c'est une industrie dont le nombre des travailleurs n'a pratiquement pas diminué depuis dix ans mais dont la moitié appartenait maintenant à des sociétés extérieures. Il faut ajouter à ce phénomène les formes diverses de travail temporaire, légales ou non, utilisées à des fins variées dont certaines relèvent beaucoup plus d'une recherche de rentabilité que du besoin de faire face à d'imprévisibles absences de personnel.

Un privilège pour le capital

LES conséquences, pour les travailleurs, c'est ce qu'on a appelé « éclatement juridique de la collectivité de travail » (1) : il suffit d'évoquer quelques exemples pour en mesurer l'ampleur et la diversité : ici, des travailleurs réunis dans le même atelier ou le même secteur de l'entreprise se séparent au moment du repas ; certains n'ont pas droit au restaurant d'entreprise ; là, dans un siège social unique, les avantages proposés en matière de loyers ne sont pas les

mêmes : les comités d'entreprise sont différents, parce que sont différentes les sociétés regroupées ; là, sur le même périmètre de travail, certains salariés bénéficient de la convention collective de la pétrochimie, d'autres de celle de la métallurgie, d'autres ne bénéficient d'aucune convention. Ailleurs, cinq ouvriers sont morts carbonisés, précipités ensemble dans un four ; on

* Centre d'études et de recherches sur les mutations socio-culturelles actuelles (CERESCA).

n'a pu encore déterminer les responsables : ils étaient salariés d'entreprises différentes travaillant pour le compte et sur le terrain d'une entreprise qui n'est pas l'employeur des victimes.

On pourrait multiplier et compliquer les exemples de ces distorsions, en évoquant le problème de la sous-traitance sous les formes plus ou moins extensives qu'elle prend, mais qui aboutissent au même résultat : une entreprise, grande ou moyenne, peut être traversée par des frontières juridiques qui créent des espaces différents d'application de la législation du travail. Ainsi une distorsion s'accentue entre cette législation, ses conditions d'application et les situations réelles.

On voudrait ici montrer la part du droit dans cette distorsion. En effet, en analysant le sort de la collectivité de travail au double niveau de l'entreprise et du « groupe », on fait ressortir comme le « poids » du droit français va dans le sens qui favorise et privilège le détenteur du capital, ses initiatives unilatérales et les finalités économiques de l'entreprise au détriment de ses finalités sociales.

Et d'abord, comment se situe la collectivité de travail dans l'entreprise ?

Une remarque préliminaire s'impose : la définition de l'entreprise est imprécise, comme d'ailleurs, on le verra plus loin, celle du « groupe ». N'est-il pas déjà significatif que des réalités aussi importantes pour les travailleurs gardent, en droit, un sens aussi flou et fluctuant et que la catégorie juridique fondamentale bien définie reste, en ce domaine, la « société » et particulièrement la « société de capitaux » ?

Cependant, l'entreprise est bien le cadre réel de l'existence collective des travailleurs, de leurs rapports organiques avec les employeurs. Le vocabulaire utilisé pour désigner ce cadre et pour en tenir une approche juridique en souligne le caractère commun : on parle d'« unité économique et sociale », réalisée par une association entre employeurs et travailleurs, même si celle-ci n'existe que par un équilibre précaire réalisé par voie de négociations, de convention, d'accord obtenus par la lutte : le mot même de « comité d'entreprise » dit cela.

Mais dès que l'on veut analyser, en termes juridiques, l'entrée dans la collectivité de travail et l'appartenance à l'entreprise, on ne dispose que d'une catégorie venant d'ailleurs : or les juristes savent à quelle profondeur les concepts juridiques s'enracinent dans le terrain où ils sont nés et avec quelle difficulté on peut les soustraire aux « principes généraux du droit » qui ont inspiré leur élaboration. Le « contrat de travail » qui ouvre la porte de l'entreprise est, certes, une forme très renouvelée du « contrat de louage de services » du code civil ; il ne se limite plus à l'échange, contre rémunération, du travail d'un individu au service d'un autre. Dans les clauses du contrat de travail sont contenus les acquis d'une législation évoluée, des conventions collectives, le droit à la représentation et ce droit de pression sur l'employeur qu'est le droit de grève.

(1) J. Magaud, « L'éclatement juridique de la collectivité de travail », *Droit social*, n° 12, décembre 1975, pages 825 et sq.

Transformations économiques et évolution juridique

LE DÉVELOPPEMENT DE LA SOCIÉTÉ BOURGEOISE ET LE DÉPÉRISSEMENT DU DROIT

Par HENRI NALLET et CLAUDE SERVOLIN *

A l'occasion d'événements récents, le chancelier de la République fédérale d'Allemagne écrivait le besoin de rappeler que la R.F.A. est un « Etat de droit ». Compte tenu de la gravité de la situation, il n'est pas étonnant qu'il ait appelé à son secours l'un des maîtres mots de l'idéologie politique des bourgeoisies occidentales.

* Institut national de la recherche agronomique.

C'est dans ce terme, en effet, que ces sociétés résument ce qui fait leur grandeur et les distingue de toutes les formes de tyrannie qui ont régné avant elles et régneront encore sur le monde extérieur. Elles affirment par là le principe de l'égalité de tous devant la loi et le respect absolu d'un certain nombre de règles qui organisent les relations des individus entre eux.

D'une manière générale, la société civile bourgeoise se présente comme fondée sur des droits qui contiennent les règles constitutives de l'« Etat de droit ». Pour la France, en particulier, le fondement de l'« Etat de droit », c'est l'ensemble des codes hérités de la Révolution de 1789 (le code civil, ou code Napoléon, qui organise les relations entre les personnes et la gestion des patrimoines, texte de base auquel sont venus s'ajouter le code de commerce et le code pénal).

Ce corps de droit « civil » se fonde sur un ensemble de principes communs : égalité devant la loi, autonomie du sujet de droit, liberté des contrats, respect de la propriété, responsabilité personnelle. Il est garanti par l'appareil judiciaire de « droit commun » dont le fonctionnement prend une forme trinitaire : les deux parties portent leur conflit devant un juge dont l'indépendance est garantie par l'élection (Etat-Unis) ou par l'immovibilité (France). Toute juridiction n'appartient pas à ce système est une juridiction d'exception.

Mais le droit civil en tant qu'il serait le fondement juridique de la société bourgeoise pose certains problèmes embarrassants. Comment peut-on expliquer que la bourgeoisie, après le triomphe de sa révolution, ait jugé bon de se donner comme monument juridique un texte qui reproduit de nombreuses dispositions directement héritées du droit romain, et qui, par contre, ne contient rien sur les rapports capitalistes, en particulier sur le salariat ? Beaucoup d'auteurs répondent à cette question en attribuant au code civil un rôle purement mythique, voire mystificateur : la bourgeoisie aurait besoin du droit et de la justice issus de la Révolution de 1789 pour conforter chez les « dominés » l'illusion qu'ils sont de libres citoyens et des sujets de droits autonomes, et dissimuler l'irréductible dyssymétrie de l'ensemble des rapports dont domi-

nent et dominés. Si on accepte cette réponse, on peut être rassuré sur la pérennité du droit et de la justice : tant que la bourgeoisie durera, elle aura besoin d'eux pour faire fonctionner son mythe démocratique. Mais alors, pourquoi cette crise du droit, ces inquiétudes, ce malaise dans l'appareil judiciaire, ce sentiment de décadence irréversible qu'expriment tous les participants de milieu de la justice ?

Le passage au capitalisme

POUR éviter de tomber dans une impasse, l'étude du droit dans la société moderne doit rompre avec cette théorie qui fait du droit issu de la Révolution une pure mystification. En effet, ce droit a un contenu bien réel qui est la codification des rapports marchands simples (1). Et ce contenu n'a rien d'un vestige archaïque. Les formes marchandes simples ont représenté jusqu'à une période très récente, et particulièrement en France, une part très importante de la formation sociale dans l'artisanat, le commerce et surtout l'agriculture (2). Malgré un recul récent, ces formes de production et d'échange représentent encore une fraction non négligeable des sociétés capitalistes européennes.

La persistance de ces formes apparaît d'autant plus surprenante qu'elles n'ont guère été étudiées par elles-mêmes. En effet, l'histoire traditionnelle les a si complètement négligées qu'elle semble parfois s'admettre qu'à contre-cœur leur existence, soit qu'elle fasse durer le féodalisme jusqu'à la révolution bourgeoise et l'événement du capitalisme, soit au contraire qu'elle fasse remonter l'origine du capitalisme au haut Moyen Age.

Pour nous, au contraire, l'existence et le développement de ces formes durant plusieurs siècles est la caractéristique la plus remarquable de ce processus de « transformation » du féodalisme en capitalisme, qui est l'événement le plus important de l'histoire de l'Europe occidentale.

Une fois que l'on accepte de reconnaître que la petite production et l'échange simple

ne sont pas seulement des catégories théoriques mais possèdent une existence historique, on peut voir qu'elles contiennent la possibilité du capitalisme, qu'elles apparaissent comme des conditions de son existence.

Si le capitalisme est une négation de l'économie marchande simple, il s'agit d'une négation dialectique, c'est-à-dire de la création d'une forme nouvelle par développement total des formes anciennes.

Aussi, dans une société capitaliste développée, l'existence prolongée de formes marchandes simples n'a rien qui puisse surprendre, étant admis qu'elles apparaissent alors sous l'« éclairage général » des rapports capitalistes dominants.

C'est ainsi qu'il faut comprendre par exemple les modalités de la vente par un agriculteur contemporain des produits de son travail, car un agriculteur vendant aujourd'hui ses produits à une grande coopérative ou à un groupe industriel se trouve dans une situation différente de celle de son père qui vendait au marchand de bestiaux ou sur le marché du bœuf voisin. Il reste un authentique vendeur de produits et non pas un salarié. Mais la manière dont fonctionnent les rapports d'échange qu'il entretient avec les acheteurs de ses produits ne peut être pleinement com-

(1) On entend par « formes marchandes simples » des formes de production où le producteur travaille individuellement dans l'exercice d'un métier en utilisant un ensemble d'outils et de moyens de production dont il est le possesseur. Le cadre de l'activité productive est la famille et le but de la production est essentiellement l'autoconsommation de la famille et de son patrimoine. Cette forme de production ne fait que très peu appel au salariat et de compagnons. Elle s'accompagne d'un système d'échange développé et différencié, mais l'échange se fait alors selon le principe de l'équivalence des biens échangés. Cet « échange simple » diffère donc essentiellement de l'échange capitaliste qui doit conduire obligatoirement à la réalisation d'un taux de profit et à la réappropriation du capital investi. On reconnaît dans cette description l'organisation de la production qui était en vigueur dans l'agriculture et l'artisanat avant l'apparition du capitalisme.

(2) La population rurale représentait 53 % de la population française en 1921 et encore 41 % en 1945.

re où elle continue de débats publics contradictoires. L'insécurité n'est pas le rôle de la justice. La justice n'est pas le rôle de la justice. La justice n'est pas le rôle de la justice.

du capital et le travailleur qui se ramène l'appartenance à l'entreprise. Par contre, la liberté contractuelle, principe fondamental des contrats, est très inégale : la disproportion des conséquences d'une rupture unilatérale, même abusive, du contrat étant, dans la plupart des cas, sans comparaison.

Législation du travail et droit de propriété

LES acquis de la législation du travail, fruit des conquêtes des travailleurs, tentent, il est vrai, de fonder juridiquement l'appartenance à l'entreprise dans des rapports collectifs entre employeur et travailleurs. Mais ces efforts se heurtent à la cohérence interne du cadre juridique actuel du contrat. Le droit civil du contrat de louage de services repose sur l'hypothèse d'un droit de propriété pour le bien duquel un individu recourt, contre rémunération, à l'« industrie » d'un autre. Quelle que soit l'ampleur des transformations opérées dans un tel cadre, sa logique interne ne peut qu'assurer l'indépendance du détenteur du capital. La prérogative de l'« employeur, seul juge » du bien de l'entreprise, le « pouvoir disciplinaire du chef d'entreprise », le droit de faire expulser des grévistes en cas d'occupation d'usine, sont encore rattachés au droit de propriété de l'employeur sur l'entreprise, malgré des signes de remise en cause par une jurisprudence nouvelle, en quête d'autres principes.

La dislocation de la collectivité de travail tient donc dans l'ordre juridique à deux facteurs : l'un, l'absence d'une définition de l'entreprise, renforce les effets de l'autre : le statut de l'appartenance à l'entreprise assure au propriétaire du capital un pouvoir qui va de la décision de règlement intérieur jusqu'à la restructuration en sociétés distinctes, à la vente ou à la mise en liquidation de l'entreprise. L'enracinement dans les fondements du droit français du pouvoir du capital dans un ensemble économique et social apparaît dans une lumière plus grande dans l'extension du phénomène de « groupe » dans l'économie actuelle. On a là une autre face du même problème. Tout comme les situations précédemment évoquées, les conséquences sur le droit à l'emploi de la concentration du capital dans un « groupe » ne sont pas formellement contraires au droit existant, elles sont même en cohérence avec les principes qui rendent possible cette concentration. Le groupe est encore plus protégé que l'entreprise contre les tentatives d'une définition juridique ; aussi peut-il exister à la faveur d'ambiguïtés et de contradictions qui en font une réalité

floue et fluctuante : comment alors pourrait-il être un lieu d'application rigoureuse de la législation protectrice des travailleurs ? Les groupes naissent de la concentration de sociétés ou de groupes déjà existants ; mais le processus qui les engendre ou les modifie consiste à la fois dans une utilisation et une mise en échec du statut juridique des sociétés.

Le droit des sociétés rend possible la création de « sociétés de sociétés » ; il permet ainsi la dispersion et la concentration du capital : la dispersion, par des prises de participation dans celles des sociétés, la concentration dans les mains d'un nombre réduit de personnes, à la faveur du cumul possible de mandats d'administrateurs. En conjuguant le pourcentage des participations avec la mise en place dans les conseils d'administration, ou à la tête des sociétés, d'hommes liés entre eux par des facteurs divers, on aboutit à la constitution d'organes de pouvoir très puissants. Un hebdomadaire économique (2) déclarait récemment que le pouvoir économique et financier, en France, est entre les mains d'une quarantaine d'hommes ou plus, les « Intouchables », qui se choisissent par « cooptation instinctive », de moins en moins en raison de la naissance ou de la fortune, de plus en plus à cause de l'appartenance à l'« aristocratie de concours ».

Ainsi, le groupe peut, sur un organigramme, paraître se réduire à une certaine façon, c'est vrai, car il n'est rien sans elles ; mais, d'un autre point de vue, il est bien une réalité autonome. Pour autant le fossé s'élargit entre le pouvoir de décision qu'il détient et les travailleurs ; le premier est difficile à identifier et les seconds, de par leur contrat de travail, voient leurs droits strictement maintenus dans le cadre de leur société. L'existence de « holdings » ne modifie pas cette analyse ; dans la mesure où elles sont une société distincte, elles ne sont composées que de quelques hommes investis du pouvoir que leur donnent les capitaux et la puissance économique qu'ils représentent.

Insu, qui aboutit à la déqualification d'un grand nombre, au changement de convention collective et à la perte d'avantages acquis de ceux qui sont transférés dans d'autres sociétés ou tout simplement à des licenciements importants ? Et cela, dans le même temps où le C.N.P.F.P. et le gouvernement lancent une politique de promotion des P.M.E. en vue de la sous-traitance : or, on le sait, les P.M.E. constituent un cadre dans lequel l'exercice des droits des salariés est limité par la difficulté et la faiblesse de la syndicalisation et un fréquent déplacement du pouvoir du patron vers le donneur d'ordres (4).

On peut objecter que les travailleurs ne sont pas totalement démunis de droits dans le groupe. C'est vrai que certains groupes ont pris l'initiative de créer les conditions de représentation des travailleurs par une commission centrale composée des représentants des différents comités centraux d'entreprise. Mais l'existence d'une telle commission n'est pas protégée par la loi ; de plus, elle est créée après la naissance du groupe, quand il ne s'agit plus que de la consulter sur les modalités de mise en œuvre de la décision engagée.

C'est vrai aussi que les différents comités d'entreprise ont un droit d'information sur les ramifications

financières de leur société par les participations qu'elle peut prendre en d'autres. Et la loi sur la participation aux fruits de l'expansion autorise, en certains cas, les salariés d'une filiale à souscrire des actions dans la société mère. Le salarié envoyé dans une filiale à l'étranger a un droit, en cas de licenciement, à réintégration dans la société mère. Mais ce ne sont là que des bribes de droits, faibles attestations d'une certaine prise en compte de la réalité du groupe. Son pouvoir reste très protégé, puisque son existence exige et lui permet d'utiliser une structure juridique, celle des sociétés, élaborée pour la constitution et le développement des capitaux, et de le dépasser pour bénéficier des opportunités financières et atteindre des finalités économiques. Quant à la collectivité de travail, elle est laissée à sa dispersion, dans les régimes divers des sociétés, soumise à des décisions de restructuration ou de destruction ; elle n'a guère d'existence reconnue au niveau du groupe, au-delà des sociétés, qu'en raison de la détermination d'une politique commune du personnel et de la création d'une sorte de « contrat de travail de groupe » : l'engagement d'un salarié dans l'une des sociétés implique l'acceptation d'être muté dans n'importe quelle société du groupe, tout refus étant considéré comme une démission.

teils fondements, d'élaborer un authentique droit au travail : pour répondre à l'impératif constitutionnel, il faudrait élaborer des catégories fondamentales spécifiques, donc autonomes.

Il ne faut donc pas s'étonner que, malgré son statut constitutionnel, le droit au travail, appelé plus concrètement droit à l'emploi, prenne si difficilement corps dans notre législation et notre système juridique. Dans une période de restructuration profonde de l'économie et des entreprises, les syndicats sont aussi amenés à faire moins confiance au droit et à la justice qu'aux conflits, générateurs de rapports de forces, pour assurer l'existence des éléments acquis d'un droit à l'emploi.

Parmi les conséquences de cette situation pour les travailleurs, l'une des plus graves est le risque d'une séparation des travailleurs entre ceux qui, dans leurs entreprises, peuvent bénéficier d'une représentation puissante pour maintenir et développer les acquis de conventions collectives favorables et ceux qui se trouvent ou se retrouvent dans des entreprises où dans des situations juridiques dans lesquelles une telle représentation est soit légallement, soit pratiquement, impossible ou très faible.

Les signes, déjà nombreux, d'une telle répartition incitent à se demander si la période actuelle des restructurations ne va pas engendrer, à l'intérieur même du monde du travail, une classe de plus en plus nombreuse d'hommes et de femmes exclus de la protection assurée dans les entreprises par les institutions représentatives des travailleurs.

BERNARD RETTENBACH.

- (2) Le Nouvel économiste, n° 102, 17 octobre 1977, pages 68 et 69.
- (3) Recherche sur la représentation des salariés dans les groupes et holdings, sous la direction de Gérard Lyon-Caen, Centre de recherche de droit social, Paris-1 (recherche pour le compte du ministère du travail).
- (4) Guy Courthieu, L'Entreprise, société féodale, Editions du Seuil, Paris, 1975, 208 pages, 25 F.

Protection par le droit, ou conflit ?

ON peut objecter à l'analyse précédente la place insuffisante qu'elle fait au développement de la législation en faveur des travailleurs : il n'est pas question de le nier. Mais l'histoire de la législation le montre. Les progrès les plus significatifs d'une mise en place des éléments d'un droit à l'emploi sont dus à des luttes déclenchées soit en raison de « vides juridiques » généraux d'injustices, soit à la suite de solutions conformes au droit mais non moins source d'injustices.

Ces luttes sont à l'origine de négociations et de conventions dont certaines sont devenues des lois par voie de généralisation à tous les travailleurs. Si bien que le droit du travail oscille, en quelque sorte, entre deux polarités : l'une relève d'une logique qui, par son enracinement dans le droit civil du contrat et le droit commercial des sociétés, a pour conséquence — ou pour but — de favoriser le capital, ses finalités propres, son pouvoir ; l'autre prend en compte l'entreprise comme lieu où se jouent la vie des hommes et leurs droits fondamentaux.

La justice est soumise à l'attraction de ces deux polarités ; la jurisprudence oscille parfois entre les deux : la priorité qu'il lui arrive de donner à celle qui favorise le développement d'un droit à l'emploi lui permet des hardiesses et des nouveautés ; mais, le plus souvent, elle n'est, au mieux, qu'un rempart contre les retours en arrière — les infractions aux lois — et, quand elle est sollicitée en dernier ressort, elle se dégage très difficilement, et non sans incohérence, de l'inspiration de principes généraux du droit civil, à partir duquel les relations de travail ont été, au départ, juridiquement structurées. On est donc amené à penser qu'il n'est pas possible, et sur de

« Partout où il y a une grande pauvreté, il y a une grande inégalité. Pour un homme très riche, il doit exister au moins cinq cents pauvres, et la prospérité d'un petit nombre suppose l'indigence d'une multitude (...). C'est seulement à l'abri du juge que le propriétaire d'une telle richesse, acquise par l'activité de plusieurs années ou peut-être de générations successives, peut dormir une seule nuit en sécurité. Il est à tout moment entouré d'ennemis inconnus (...). Il ne peut être protégé que par le bras puissant du juge continuellement levé pour les frapper. »

ADAM SMITH (La richesse des nations.)



(Dessin de Bernice Clerie.)

Pouvoir centralisé, travailleurs dispersés

UNE telle distance entre le groupe et la collectivité de travail met cette dernière à la disposition du premier. Utilisant le droit des sociétés pour constituer son pouvoir financier, le groupe a besoin de s'en libérer pour étendre son pouvoir économique ; le principe fondamental de la personnalité juridique des personnes morales fait d'une société le sujet du pouvoir de décision, en tout ce qui la concerne ; mais le groupe n'existe qu'en réduisant les directions de ses composantes à des relais de mise en œuvre de sa politique (3). On imagine, dans une période où la division internationale du travail est un dogme de l'organisation de la vie économique, les ressources dont bénéficie un groupe pour détruire et restructurer les activités de ses sociétés ; en particulier pour les recon-

struire sur des secteurs plus rentables, en transférer certains à la sous-traitance française ou étrangère et privilégier la recherche et le « commercial », pour conquérir et tenir les marchés, en imposant aux sous-traitants des marges impératives. Une telle distance entre le pouvoir du groupe et les travailleurs tient au décalage qui existe entre le groupe et le cadre dans lequel la loi prévoit et protège l'exercice des droits des travailleurs. Ce cadre est celui de la société, non du groupe ; leur interlocuteur est un P.-D. G. dont la mission consiste dans l'application des décisions ou orientations d'un pouvoir difficilement localisable. Quelle autre ressource que la lutte ont les travailleurs contre l'application à leur société d'un plan de restructuration, décidé à leur

prise qu'à condition de les situer dans le cadre d'ensemble du marché capitaliste.

Cette mise au point sur la petite production et ses rapports avec le capitalisme a une fois faite, le rôle historique du droit civil devient plus aisément intelligible.

Le droit civil révolutionnaire, qui, en instituant la libération de la production et de l'échange sous leur forme simple, a posé historiquement les conditions mêmes du développement de l'échange généralisé et de la production capitaliste, subsiste encore aujourd'hui comme témoin de la permanence de ces formes simples.

Ces formes se définissent par le caractère patrimonial des biens de production et le cadre familial de la production elle-même. On voit à quel point elles se trouvent en harmonie avec le dispositif du droit civil et avec l'organisation de l'appareil judiciaire traditionnel avec ses trois personnages : les deux plaideurs, libres, égaux et responsables, et le juge dont le rôle se limite à interpréter la loi, à « dire le droit ». Il convient de noter, tout ce qu'a de spécifique ce personnage du juge, situé au-dessus et en dehors des intérêts des parties. Ce qui explique que, d'abord, on ait voulu choisir les juges parmi les propriétaires notables — leur indépendance économique est garantie en fait des fonctionnaires indépendants du pouvoir politique, mais participants du rôle tutélaire de l'Etat. Ces rapports issus de l'échange simple et de la petite production trouvent parfaitement leur expression politique et idéologique dans le radicalisme français et ses équivalents étrangers. L'exercice prolongé de la gestion de la société française par le courant radical, où les hommes de loi étaient si nombreux, s'explique par l'importance même des forces de la petite production dans la société française. Mais cette société, qui vécut son plein épanouissement sous la III^e République, a connu depuis la dernière guerre une évolution qui modifie complètement sa nature, et dont le signe le plus frappant nous est fourni par la diminution extrêmement rapide de la population rurale (3). Ces « changements sociaux » résultent du développement du capitalisme lui-même dans la société occidentale. L'évolution du capital tend à lui faire

acquérir des caractères nouveaux : les rapports marchands capitalistes s'éloignent de plus en plus des rapports marchands simples (4), le caractère privé du capital s'affaiblit sans cesse. Cette évolution des sociétés capitalistes s'opère partout sous l'égide de l'Etat. Comme l'avait le premier montré Hegel, et après lui Marx, Max Weber et bien d'autres, le développement total de la société bourgeoise et du capitalisme conduit de plus en plus rapidement à la réalisation de l'Etat rationnel par absorption de la société civile dans l'Etat, application généralisée de la planification (où Lukacs voit un trait dominant de l'idéologie bourgeoise), raffinement sans cesse plus poussé de la division sociale du travail.

Du droit révolutionnaire au règlement bureaucratique

DANS ce processus apparaît la contradiction qui existe entre la propriété privée qu'elle soit celle du petit producteur ou celle du capitaliste et la généralisation de la marchandise. La transformation intégrale des rapports entre les hommes en rapports entre choses, qui est le point d'aboutissement du capitalisme, s'exprime dans la planification de la société. Dans une société ainsi planifiée, l'individu tend à perdre son unité, à être décomposé en fragments correspondant aux divers rôles sociaux et économiques qu'il est appelé à jouer, à voir réglementer de plus en plus étroitement sa vie, afin que l'arbitraire des conduites individuelles ne vienne pas perturber ce qui a été planifié.

Au droit révolutionnaire pour qui « tout ce qui n'est pas défendu est permis » succède le règlement bureaucratique pour qui « tout ce qui n'est pas permis est défendu ».

Ces considérations nous permettent alors d'avancer une interprétation de la crise de la justice, du malaise du personnel judiciaire, fondée sur l'hypothèse du dépérissement du droit.

Ce processus de dépérissement est depuis

longtemps à l'œuvre. Il se présente sous trois aspects différents :

— Les rapports entre les grandes firmes nationales ou multinationales, privées ou nationalisées, échappent pour l'essentiel et de plus en plus à toute espèce de débat judiciaire. Elles ne se présentent jamais devant un tribunal pour ce qui concerne leurs intérêts véritablement importants, et elles ne recourent à la justice et aux hommes de loi que pour « authentifier » telle ou telle de leurs démarches, à la manière dont on recourt à la législation par un commissaire de police. Il est vrai que toutes les grandes firmes possèdent d'importants services juridiques, mais l'activité de ces services, beaucoup plus que la représentation en justice de la firme, consiste à assurer certains aspects de l'organisation et de la planification interne et externe de la firme. La justice devient dans ce cas un « ingénieur » selon la formule du célèbre juriste américain Pound ;

— Les rapports entre les personnes privées et les institutions publiques relèvent depuis longtemps, et de plus en plus, du droit administratif, « droit » qui n'est pas du droit, mais rien d'autre qu'une méthode d'interprétation et d'application des règlements. La justice à « trois personnages » disparaît : on n'a plus qu'un « administré » qui réclame à l'administration une application correcte et cohérente de son propre règlement. La procédure même du recours administratif est révélatrice de son véritable caractère : ne commence-t-elle pas le plus souvent par un « recours gracieux » présenté par l'administré à l'administration même dont il a à se plaindre ? Ce caractère fondamentalement gracieux du recours se trouve, notons-le, renforcé par l'existence, pour ainsi dire nécessaire, des voies d'exécution (5). L'exécution est en fait à la discrétion des services concernés ;

— Enfin, on assiste aux développements de pratiques consistant à détourner de leurs sens les usages judiciaires traditionnels. Le fonctionnement de la justice civile pénale est de plus en plus écartelé entre deux tendances apparemment contradictoires mais qui toutes deux entraînent gravement sa nature. L'une, particulièrement nette dans les juridictions pénales, conduit à une fusion de fait de la

police, du ministère public et du tribunal, les transforme en tribunaux d'exception à l'image des tribunaux militaires, des commissions de discipline ou des prétoires des prisons. L'autre tend à transformer les organes judiciaires en organes de tutelle, tant en matière civile (affaires familiales, divorce, etc.) qu'en matière pénale, chargés de suppléer à la dépersonnalisation, à l'irresponsabilité croissante des justiciables (6). Le dernier congrès du Syndicat de la magistrature sur la petite délinquance paraît refléter fidèlement cette tendance.

Ce dernier aspect du dépérissement du droit paraît tout particulièrement digne d'être souligné, car il est le plus difficile à discerner. À la différence des deux premiers, il ne suppose nullement un effacement institutionnel des organes judiciaires ; il peut très bien s'accompagner, et s'accompagne sans doute, non seulement d'une conservation mais d'un développement, d'une « modernisation » de ces organes, voire d'une augmentation notable des moyens matériels mis à leur disposition.

HENRI NALLET et CLAUDE SERVOLIN.

(3) Il est à noter que cet exode rural a provoqué une réduction possible de l'appareil judiciaire, ce qui semble constituer un indice tout à fait direct du lien qui les unissait.

(4) Le « petit capitaliste » qui reste proche encore de la petite production tend, lui aussi, à régresser.

(5) Cf. l'article de G. Vedel dans le Monde du 10 janvier 1977. Cet article très intéressant semble cependant pêcher par optimisme quant à la possibilité d'instituer des voies d'exécution réellement efficaces en matière administrative.

(6) Ces considérations ne sont nullement nouvelles à la France. E. Abel et R. Stevens, dans leur livre « Lawyers and the Courts » (Hutchinson, Londres, 1967), déclinent les mêmes tendances à la décadence de l'appareil judiciaire britannique traditionnelle qu'ils attribuent au développement du « Welfare State » (équivalent britannique de l'Étatisme réglementaire) et à la multiplication des tribunaux spécialisés (qui suppléent, en Grande-Bretagne, à l'absence de juridiction administrative). Les auteurs exhortent, pour finir, le juriste anglais à s'adapter à la société moderne en se considérant désormais comme assurant un service public, « de la même manière que les hôpitaux, l'assistance publique ou les pompiers... » (Op. cit., page 303.)

Protection des citoyens ou service des grands intérêts et de l'État ?

La délinquance est traditionnellement perçue comme une manifestation d'immoralité, un symptôme d'insécurité ou de marginalité, ou bien comme la contrepartie d'un processus d'émancipation sociale. Une fois que l'on a dépassé ces conceptions, elle est traitée comme une anomalie. Le délinquant est un coupable à punir, un inadapté à soigner, un marginal à assister, un exclu à promouvoir. L'intervention des tribunaux et celle, plus large,

de l'action sociale se définissent par rapport à cet état, oscillant sans cesse entre la correction, le traitement et la promotion. Le taux de récidive chez les délinquants adultes se maintient à un haut niveau et il atteint des proportions considérables chez les mineurs qui ont eu affaire avec la justice, que ce soit pour des faits de délinquance ou pour avoir « bénéficié » de décisions d'assistance éducative. Après avoir longtemps cru

La délinquance, un désordre nécessaire et bien utilisé

Par PIERRE LASCOUMES *

aux valeurs intimidantes, curatives ou promotionnelles de leur intervention, les professionnels de la justice et de l'action sociale viennent peu à peu à se demander s'ils ne participent pas eux-mêmes à un réseau de marginalisation socio-économique produisant des délinquants, des marginaux ou des asociaux.

Si la délinquance n'est pas un fait de nature, une perversion ou un accident, une faille du système, peut-être faut-il y voir une production nécessaire d'un système économique et social fondé sur l'exploitation et la violence. Le contenu du terme de délinquance est inséparable de l'état des rapports sociaux dans une société donnée. Est-il besoin de rappeler que la délinquance n'est pas une qualité intrinsèque à certains comportements mais le résultat d'un processus de réaction sociale ? C'est l'existence, la forme et l'intensité de la réaction sociale qui confèrent à un type de comportement, dans un contexte donné, son caractère répréhensible ou non. Est-ce à dire que cette délinquance a été appliquée avec succès ? Cette réaction sociale est dominée par quelques stéréotypes qui définissent l'essentiel de ses contours : la délinquance juvénile, les agressions volontaires contre les personnes, la petite délinquance contre les biens. Toute l'habileté de la stratégie consistait à laisser croire que les petits voleurs (46,5 % des détenus en 1^{er} janvier 1977) et jeunes délinquants (42 % des détenus ont moins de vingt-cinq ans, il s'agit le plus souvent de condamnés pour vol) sont des criminels en herbe, dans la perspective vient de se manifester. La répression du petit délit apparaît alors comme l'occasion (à ne pas manquer) de repérer des personnes à risque pathologique ou antisociale. Pourtant, 73 % seulement des détenus ont commis des atteintes graves contre les personnes.

Sur ce plan, l'inculcation idéologique est à ce point réussie que notre réaction face à un de ces petits délits est de l'ordre du réflexe. Cela est fondamental dans la mesure où, contrairement à ce que l'on croit en général, les appareils de contrôle social (police, justice) sont d'une grande passivité et n'interviennent le plus souvent qu'à la suite d'un signalement venu de l'environnement social. Le caractère presque systématique du renvoi de ces délits et de leurs auteurs vers les agences spécialisées s'explique en très grande partie par la rupture qu'ils constituent avec l'idéologie dominante. Les infractions qui suscitent la réaction sociale la plus forte sont celles qui portent atteinte à l'intégrité physique des personnes (sous certaines formes), à la propriété privée, à la productivité et à la stabilité dans le travail, aux structures familiales et à un ordre moral presque inchangé depuis 1810.

A l'inverse, les infractions inhérentes à la maximisation de la logique spéculative et marchande caractérisant les rapports sociaux (abus de confiance, faux, etc.) sont d'une moindre importance. La gravité qu'on leur attribue est sans commune mesure avec celle attribuée aux précédentes. Leurs auteurs sont donc considérés comme moins dangereux, moins répréhensibles. La répression qui les frappe reste symbolique, voire inexistante. En matière financière par exemple, quand une affaire parvient aux mains des juges, elle est déjà devant les tribunaux, le prononcé d'une amende, parfois accompagnée de sursis, demeure la règle. Alors, peu importe que les accidents du travail soient au moins dix fois plus en une année que l'addition des meurtres, assassinats et coups et blessures ayant entraîné la mort. Peu importe aussi que les estimations chiffrées du coût social de la délinquance placent en première ligne, et

de loin, les fraudes fiscales, douanaires et financières. On cherche à nous indigner régulièrement sur le non-respect des innocents par les présumés délinquants et agressions de personnes sans défense. Mais c'est un silence pudique qui a pendant longtemps couvert, et couvre encore aujourd'hui, les pratiques de certaines entreprises bancaires, alimentaires, immobilières, pharmaceutiques, etc., et celles des multiples pollueurs ou fraudeurs sur les prix et la qualité des produits. L'état et les collectivités publiques (sécurité sociale), les consommateurs et les épargnants sont sans doute des « innocents » de nature particulière.

C'est dans ce sens que Michel Foucault définit le rôle « positif », actif de la prison : « Dans la mesure où elle suscite au milieu des autres une forme particulière d'illégalité... Voyant, marquant, insupportable à un certain niveau, elle détermine une forme d'illégalité... elle détermine une forme d'illégalité... elle détermine une forme d'illégalité... » (1).

Ainsi, parmi tous les illégaux, seules certaines formes de délinquance possèdent une visibilité suffisante pour susciter une réaction sociale importante. Elles canonisent ainsi la réprobation morale sur cer-

tains comportements pour mieux en préserver d'autres. Outre ce premier rôle, de mise en évidence de la délinquance violente contre les personnes (quantitativement très stable, elle représente un nombre restreint de délits indépendamment du rapage alarmiste fait à son propos), et de la délinquance mineure contre les biens, elle présente un autre avantage d'importance : celui de désigner des populations cibles et des bouc-émissaires de choix.

Quelque chose d'essentiel, sur le plan idéologique, se joue autour de la prison. Dans les représentations de la justice pénale, elle apparaît comme la peine type, celle par qui se définit l'acte grave ; c'est donc elle qui donne une grande part de sa visibilité à la seconde population-cible qui constitue la quasi-totalité de sa clientèle. De plus, la prison contribue à mettre en évidence deux formes de délinquance (2) qui débouchent souvent sur l'emprisonnement : les infractions contre les personnes (peu importantes quantitativement mais amplement dramatisées), certaines infractions contre les biens, essentiellement le vol. Enfin, la prison contribue à maintenir le faïençon du contrôle social sur une population-cible formée du prolétariat et du sous-prolétariat, parmi laquelle sont choisis l'essentiel des délinquants bouc-émissaires.

Le bouc-émissaire

Il ne s'agit pas de nier l'existence de la délinquance ou de la minimiser, mais de bien distinguer, d'une part, les phénomènes que recouvre cette notion, d'autre part, l'idéologie qui en est faite. La délinquance est une production sociale à un double titre.

D'une part, elle est le résultat logique et nécessaire de l'état des rapports sociaux dans une formation sociale. Elle n'est ni une pathologie sociale, ni un simple dysfonctionnement, ni le résultat du passage à l'acte de personnalités perverses. La délinquance classique s'inscrit en parfaite continuité avec la violence qui caractérise l'ensemble des rapports sociaux et marque les conditions de vie (voire de survie) des classes et fractions de classe les plus exploitées et assujetties. De la même façon, la délinquance des affaires n'est pas un rite de passage à la liberté, mais une maximisation de la logique spéculative du profit, voire un ensemble de pratiques inhérentes au fonctionnement de l'économie de marché.

La bourgeoisie s'est réservée, au fur et à mesure, son accession à une position hégémonique, l'illégalité des droits. C'est-à-dire la possibilité

de tourner ses propres règlements, ses propres lois et d'accomplir un large secteur de la circulation économique dans les marges ou par-delà la législation, en utilisant les silences de cette dernière, ses contradictions ou combinaisons, soit plus simplement une tolérance de fait.

D'autre part, l'existence d'une délinquance fortement stigmatisée est nécessaire au maintien et au renforcement constant de la légitimité des politiques d'ordre. C'est pourquoi la seule délinquance qui a une visibilité et qui suscite une réaction sociale significative est celle qui provient du prolétariat et du sous-prolétariat. En concentrant la réprobation morale sur les illégalismes des classes populaires, cette délinquance amplement dramatisée vient justifier la profonde surveillance qu'exerce sur ces classes et fractions de classe réputées dangereuses. Et cela tout en détournant

(1) Surveiller et punir, page 281. Editions Gallimard, Paris, 1975, 328 pages, 61 F.
(2) Voir l'encadré intitulé : « Classes dangereuses ».

Pratiques d'affairistes

Une belle unanimité qui s'est développée progressivement dans les dix dernières années, au sujet de la délinquance d'affaires ne doit-elle pas soulever quelques interrogations ? Certes, quelques pionniers avaient tenté de démontrer que la délinquance n'était pas exclusivement le fait des classes laborieuses réputées « dangereuses ». Mais la criminalisation effective des pratiques illicites dans le monde des affaires reste extrêmement limitée.

Depuis les grands scandales financiers des années 20, l'appareil judiciaire et institutionnel centré sur le contrôle de la délinquance d'affaires s'est largement développé. Les textes sont surabondants et les organes de contrôle spécialisés beaucoup plus nombreux que l'on ne croit : service de répression des fraudes, brigades et parquets financiers, commissions des ententes, des opérations de Bourse, de l'usure, etc. Cependant, à regarder les pratiques effectives du contrôle social en ce domaine, quelques constats et quelques questions s'imposent :

I. — Évaluer le coût du crime est une entreprise très périlleuse, particulièrement en ce domaine. Cependant, la direction centrale de la police judiciaire établit depuis quelques années le coût des transferts de possession à l'occasion d'infractions économiques et financières dont elle a eu connaissance. Il était, en 1975, de 2 031 millions de francs. L'évaluation de la fraude fiscale effectuée au préjudice de l'État était de 44 483 millions de francs pour la même année. Ces évaluations (qui sont des estimations minimales vu leur mode de calcul) laissent très loin derrière elles le coût de la criminalité traditionnelle.

II. — On ne dispose pas encore en France de statistiques précises sur la délinquance d'affaires et son traitement judiciaire. Si on se limite à un ensemble très hétérogène, mais comprenant principalement les infractions financières, fiscales, douanaires et commerciales, on atteint le chiffre de 3,2 % des condamnations prononcées (11 129 condamnations). Si on précise les regroupements en se limitant aux infractions financières, fiscales et douanaires, zone où peut être situé l'essentiel de la délinquance d'affaires grave et organisée, le pourcentage de condamnations n'est plus que de 1,7 % des condamnations en matière pénale (5 890 condamnations). Pour ces deux dernières catégories, il est intéressant de noter la répartition des sorts de peines prononcées :

	Prison ferme	Prison avec sursis	Amendes fermes	Autres sanctions	%
Infractions financières, fiscales et douanaires	3,76 %	14,14 %	78,83 %	4,97 %	100
Infractions commerciales	1,87 %	6,53 %	85,12 %	6,99 %	100

III. — En matière de sanctions, il est notoire que l'amende, souvent accompagnée de sursis, demeure quasi généralement la règle en ce secteur. D'autre part, si un certain nombre de tribunaux correctionnels ont tenté de faire évoluer ces sanctions vers des mesures qui ne soient pas symboliques, les décisions d'appel atténuent fréquemment les sanctions décidées en première instance. Estimant sans doute que la simple assignation en justice constitue, à elle seule, une sanction suffisante.

Enfin, quand après de longues années (fréquemment de cinq à dix ans pour les « gros dossiers »), une décision est obtenue, encore faut-il pouvoir la faire exécuter. Ce problème se pose avec une particulière acuité quand une peine de prison ferme est prononcée. L'octroi de sursis à l'exécution ou de mesures administratives rend l'application de ces décisions très aléatoire.

La répression de la délinquance d'affaires est loin d'atteindre une importance comparable aux dommages sociaux qu'elle occasionne. Mais quand elle existe, sur qui d'urgence-t-elle ? La cible privilégiée n'est-elle pas bien souvent l'affairiste individuel, les entreprises personnelles ou les petites sociétés où le gérant ou P-D.G. est, en fait, actionnaire majoritaire ?

Bien souvent, ces petites sociétés sont poursuivies pour des délits de gestion dont la loi de 1966 a multiplié à l'infini le nombre. Dans la pratique, distingue-t-on bien ces délits d'administration des délits graves d'abus de biens sociaux, publication de faux bilans, répartition de dividendes fictifs ayant causé un réel préjudice aux actionnaires ou créanciers ?

Tout le processus judiciaire lui-même n'est-il pas principalement orienté vers la répression d'actes individuels ? La loi lui-même ne connaît comme sujet que la « personne ». La grande entreprise moderne, et à plus forte raison l'entreprise multinationale, n'offre que des prises très limitées aux modes de poursuites classiques.

Enfin, l'essentiel des règlements en matière de délinquance d'affaires ne se fait-il pas par des filières déjudiciées (cabinets d'affaires, arbitres, négociations administratives, transactions, etc.) où les règlements sont secrets et non stigmatisants se font à l'abri du regard public, mais non hors du regard et des intérêts du pouvoir ?

P. L.

* Sociologue, Centre national de la recherche scientifique.

Au nom de la sécurité

Madame, Monsieur,

« C'est le devoir de la police de vous protéger. Elle s'y applique et de nombreux moyens ont été, grâce à son action, arrêtés et défilés à la justice. »
Après avoir travaillé de longues années, vous avez acquis le droit de prendre votre retraite et d'en profiter en toute tranquillité. Or, des individus recourant aux procédés les plus lâches et les plus insidieux, n'hésitent pas à vous assaillir pour vous voler l'argent que vous avez légitimement gagné.
« Mais, vous pouvez et vous devez vous-même aider à vous éviter un certain nombre de risques que l'audace des malfaiteurs fait peser sur votre sécurité. Ainsi :

- » LOESQUE VOUS ÊTES À VOTRE DOMICILE, ENFERMEZ-VOUS !
» N'ouvrez pas votre porte au premier venu : si vous recevez un visiteur inconnu, ne le laissez pas des yeux [...].
- » LOESQUE VOUS ÊTES DANS LA RUE, SOYEZ PRUDENT !
» Pour éviter que votre sac, madame, ne vous soit arraché, marchez au milieu du trottoir, éloignez-vous de la chaussée. [...]
- » Lorsque vous allez encaisser votre pension, ne la comptez pas dans la rue, laissez votre argent placé à la Caisse d'Épargne, à la poste, à la banque, chez le percepteur.
- » Si vous transportez une somme d'argent, répartissez-la dans vos poches et votre sac [...].
- » VIVEZ TRANQUILLES, et n'hésitez jamais à aller voir les policiers pour leur demander conseil, aide et protection.

Signé : MICHEL PONIATOWSKI.

(Extrait d'une circulaire en date du 5 juin 1976 distribuée au domicile de retraités à l'initiative du ministre d'État, ministre de l'Intérieur.)

Contrat pour une exploitation domestique

LE MARIAGE ET LE TRAVAIL NON RÉMUNÉRÉ

Par CHRISTINE DELPHY *

SUIVANT le mot célèbre d'un économiste américain, « quand un homme épouse sa femme, il fait baisser le produit national brut ». Cela signifie qu'une partie importante du travail productif, le travail ménager, n'est pas enregistrée dans les comptabilités nationales, et la comptabilité française ne fait pas exception à cette règle. Or, pourquoi n'est-il pas enregistré ? Pour la simple raison qu'il n'est pas payé. Et le travail non rémunéré des

* Centre national de la recherche scientifique.

épouses ne se limite pas, comme on le pense souvent, à l'entretien d'une maison, ou travail « ménager » proprement dit.

Il s'étend aux productions artisanales, commerciales, agricoles, destinées au marché, quand les maris sont artisans, commerçants, agriculteurs.

Le produit national brut ne représente donc pas — loin de là — toute la production. Une bonne partie en est cachée, qui, évaluée en heures, se constitue plus de la moitié : en 1967, pour quarante-trois milliards d'heures de travail salarié, il s'est effectué quarante-cinq milliards d'heures de travail gratuit.

Or les productions et services rendus par ce travail, gratuits lorsqu'ils sont fournis par une femme à son mari, sont rémunérés lorsqu'ils sont fournis par cette même femme à une personne avec qui elle n'est pas mariée. La non-valeur du travail domestique n'est donc pas liée à la nature de ce travail ; d'autre part, le non-valeur, ou plutôt la gratuité du travail (la non-rémunération du producteur), ne se produit que dans des relations sociales particulières, celles de femme à mari. Il semble donc que cette gratuité ait une cause institutionnelle : le mariage.

Le mariage, loin d'être un lien « naturel », dans lequel la loi ne jouerait qu'un rôle marginal et exceptionnel (en cas de conflit), est un contrat dès le départ, et non pas seulement « quand les choses vont mal ». Par ailleurs, si tel était le cas, s'il n'avait pas « de son vivant » des règles précises, comment pourrait-on savoir que « les choses vont mal » ? C'est une institution pourvue, comme toute institution, d'un cadre juridique. Il apparaît de surcroît que, puisque cette institution est

le lieu de création de rapports de production particuliers, — le travail gratuit — c'est aussi un contrat de travail.

Cependant, l'obligation du travail domestique n'est nulle part notée dans les textes de loi sur le mariage qui prévoient seulement que l'apport de la femme peut consister soit en argent soit en nature. Mais elle est inscrite négativement : le mariage à remplir ces obligations est sanctionné par la rupture du contrat : par le divorce. C'est dans les motifs de divorce que les obligations du mariage sont énoncées : le tribunal de P... accorde le divorce à M. X... contre Mme X... parce que celle-ci « ne s'intéresse pas à son mari (à lui), tenait mal la maison et son cabinet (de médecin) ». En observant le divorce, on a donc une façon à première vue paradoxale, un point de vue privilégié sur le mariage : la nature du contrat de mariage y est explicitée, non seulement dans les motifs de divorce, mais aussi et surtout dans la situation des divorcés, par le divorce comme état.

Des écarts renforcés

ON VERRA que l'état de divorce parait en quelque sorte, met en lumière et en relief, tous les traits de l'état de mariage comme état économique pour les femmes. Mais il ne crée pas, ou pas plus que d'autres éléments de la structure institutionnelle, cette situation économique. Il faut donc d'abord voir comment se crée et se crée le marché du mariage comme marché économique, quels sont les liens entre ce marché du travail gratuit et

l'autre marché, le seul officiel, celui du travail rémunéré. Et, pour commencer, comment entre-t-on dans le premier ?

1) Si le mariage donne lieu à l'exploitation des femmes, il est paradoxal qu'elles y entrent et se mettent ainsi en situation d'être exploitées. On doit donc supposer que des pressions importantes, positives et négatives, existent qui poussent les femmes à se marier en dépit de cette exploitation, et que certaines sont précisément d'ordre économique. Au niveau global, il est bien confirmé que l'état de célibat est pénalisant pour les femmes. A milieu d'origine égal, une femme célibataire ne peut espérer avoir un niveau de vie égal au même moment avec celui de son père, de ses frères, ou de ses sœurs mariées (mais ce que l'étude a révélé, c'est que le célibat est rendu moins attrayant que l'état marié, en sorte qu'un célibat fait pencher la balance en faveur de ce dernier). Un célibat, en effet, suppose une comparaison, deux temps : or, le célibat, peu importe quel que soit son attrait, n'est pas envisagé dans l'éducation des filles ; il est donc hors du champ des possibles. L'une des façons dont cette contrainte économique objective est réalisée est une éducation pour les filles uniquement orientée vers le mariage. Même dans les familles où l'on fait faire des études aux enfants, celles-ci ne font illusion ni aux parents ni aux intéressées : elles ne sont pas vues comme une préparation à une vie professionnelle, et n'en donnent d'ailleurs pas les moyens (le plupart du temps, mais comme l'acquisition d'un « vernis culturel ». L'investissement culturel est dirigé non vers le marché du travail mais vers le marché du mariage. « On m'a fait faire de petites études qui ne m'ont pratiquement à rien. On élevait les

l'attention des inégalités de la bourgeoisie et de ses alliés (3). La délinquance populaire est un désordre social apparent, indissociable de l'ordre qu'il remet en cause.

Cette délinquance est l'occasion d'une vaste entreprise d'amplication idéologique, à visée profondément pédagogique et dont les finalités politiques sont assez claires. Sa répression est tout d'abord l'occasion de rappeler, à tous, les règles fondamentales ordonnant les rapports sociaux. En fait, cette inculpation permanente des fondateurs de l'ordre dominant s'adresse principalement à ceux dont on craint le passage à l'illégalisme individuel ou collectif en raison de l'exploitation et de l'assujettissement qu'ils subissent.

D'un autre côté, la répression de la délinquance des classes populaires sert à la démonstration, constamment renouvelée, de la légitimité des pratiques d'ordre social. « Il faut réprimer le vol puisqu'il y a des voleurs... » A ce niveau, le savoir criminologique a joué et joue encore un rôle décisif en effectuant la démonstration scientifique (à base statistique, psychiatrique, psychologique...) de la dangerosité de ce type de délinquants. En effet, la très grande majorité des travaux effectués en criminologie ont pour base la population pénale ou carcérale, c'est-à-dire les délinquants repérés, éduqués et jugés. Ces analyses ont donc lieu sur un produit fini : un ensemble de cas, élaboré et sanctionné par le système policier et judiciaire. Or, au lieu d'utiliser ces cas pour comprendre la logique propre au système répressif, sa focalisation sur certaines populations-cibles, ses différentes formes d'intervention selon ceux qu'il a pris en charge, les travaux classiques en criminologie ont toujours sinon supposé du moins laissé croire que les délinquants condamnés constituaient un échantillon représentatif de la population délinquante ou déviante. Et donc qu'il était possible, sur cette base, d'extrapoler sur la criminalité en général. On a découvert ainsi en toute candeur que la criminalité la plus grave provient des « groupes sociaux les plus défavorisés », des milieux familiaux instables, etc. Confondant ainsi la logique de fonctionnement des appareils répressifs et la logique de la délinquance, ils ont légitimé et renforcé la première, en démontrant avec force de détails que la population dangereuse est bien celle dont on s'occupe : C.Q.P.D. Les stéréotypes du délinquant, base du processus d'inculpation précédemment décrit, se trouvent ainsi pleinement rationalisés.

Dans un contexte de crise économique et sociale comme celui que nous connaissons actuellement, où les rapports sociaux sont susceptibles de prendre un tour violent, la dramatisation des phénomènes de délinquance doit être regardée avec une attention particulière. On constate le développement sous diverses formes d'une campagne centrée sur la sécurité des citoyens. Thème qui, en pratique, dissimule de plus en plus mal la préoccupation essentielle de la sécurité de l'État.

La visée centrale semble orientée vers une criminalisation de la lutte politique et tend à une mise sous « haute surveillance » de tout le territoire. On peut distinguer différents niveaux dans le processus en cours :

— A un niveau général, le déplacement d'un sentiment d'insécurité à base économique sur un bouc émissaire idéal et traditionnel, « la criminalité », tente de masquer la nécessaire inactivité des pouvoirs publics face aux conséquences de la phase actuelle de concentration du capitalisme monopoliste ;

— L'accentuation actuelle des contradictions sociales étant susceptible de modifier la situation politique, le thème de la sécurité de l'État est particulièrement d'actualité. Une des commissions du Vème Plan dirigée par le ministre de l'Intérieur était consacrée à ce thème. Elle fit ressortir pour les années à venir une « aggravation des risques », mêlant dans sa démonstration des atteintes croissantes à l'ordre public la délinquance classique, la délinquance politique (nommée « terrorisme ») et

les conflits sociaux : l'assimilation de la délinquance à la contestation sociale et de l'opposition politique est sur le point d'être exploitée. Sous prétexte d'une prétendue augmentation des formes de délinquance violente, on cherche surtout à rendre acceptable un quadrillage policier tous azimuts.

Ainsi le développement de la police et de la gendarmerie a donné lieu à un plan de cinq ans (1976-1980) pour lequel les dépenses budgétaires dépasseront 4 milliards de francs.

En outre, sur le plan légal, tout un arsenal de mesures a été élaboré renforçant de façon considérable les moyens répressifs et les prérogatives de l'exécutif en ce domaine. Outre le projet (déclaré anti-constitutionnel) de fouille des véhicules, un renforcement des états d'exception (état d'urgence, de siège, art. 16) était prévu dans les cas de « subversion intérieure ». D'autre part, la convention européenne sur la répression du terrorisme permet une coordination internationale de la criminalisation de l'opposition politique qui, face à

l'accroissement de l'oppression dans le monde, se trouve de plus en plus acculée, « pour se faire entendre », à des actions violentes ou tapageuses.

La violence d'État, pour s'exercer, n'a pas forcément besoin d'instruments légaux et se débarrasse pas toujours du respect de ceux-ci. L'extradition de M. Klaus Croissant en est un exemple frappant. Le pouvoir d'État y a révisé sans détour sa force. Cette forme de « réponse à la violence » remet à sa modeste place les travaux de la commission portant le même nom. Indépendamment de la caution savante et des beaux exposés d'iniquité (tout à fait dans la ligne des commissions d'enquête du dix-neuvième siècle sur les classes dangereuses), ce rapport officiel a surtout contribué à donner une visibilité accrue aux phénomènes de violence. Et sa première mise en œuvre a été l'extradition d'un avocat pour délit politique.

Notons aussi ce résultat fantasmagorique mais totalement occulté par la plupart des commentaires sur ce rapport. Certes, le sentiment d'insé-

curité dans la population est très fort. Cependant il ne résulte ni d'une expérience directe ni même d'une situation dont aurait été victime « une vague connaissance » (réponses négatives entre 82 et 87 % — question 37, questionnaire IFOP). Par contre, il provient essentiellement, nous dit-on, des informations transmises par les mass media. Pourquoi ont-ils accordé une telle place à ces phénomènes ? Seroit-il donc nécessaire de détourner l'attention d'autres sources de tensions sociales (situations économique et sociale, scandales politiques) ?

On retrouve ici l'impérieuse nécessité de la délinquance, dans la mesure où, sous couvert de protection des citoyens, par l'appel au front uni contre la criminalité, on tente de rassembler, dans une même peur, ceux qui s'opposent dans leur rapport de classe.

PIERRE LASCOUMES.

(3) Voir l'encadré intitulé : « Pratiques d'extradition ».

Classes dangereuses

LES pénalistes du dix-neuvième siècle étaient moins hypocrites qu'un de nos derniers ministres de l'intérieur qui déclarait : « Un contrôle plus étroit sera fait sur les catégories de la population d'où émanent les trois quarts de la criminalité... » Au siècle précédent, l'assimilation des « classes laborieuses » aux « classes dangereuses » se faisait sans ambiguïté, et c'est de là que nous vient l'essentiel de la définition tant légale qu'idéologique de la délinquance. Si le vocabulaire a évolué, la perspective fondamentale a-t-elle changé ? Répondons quelques données simples et éloquentes, mais souvent enfouies sous de prétendus grands débats.

Comme par hasard, l'administration pénitentiaire ne possède pas de statistiques concernant la distribution en catégories socio-professionnelles de la population pénale... Elle nous apprend cependant que près de 10 % des détenus sont reconnus totalement illettrés et que 80 % au moins ont, dans le meilleur des cas, un niveau de formation primaire. Ce qui ne veut même pas dire qu'ils possèdent le certificat d'études primaires et encore moins une qualification professionnelle quelconque. Inutile d'insister. La population envoyée en détention par la justice est essentiellement formée de membres des fractions les plus défavorisées du prolétariat et de membres du sous-prolétariat.

En ce qui concerne les condamnations pénales, on peut tendancieusement distinguer deux « populations-cibles ». D'un côté, les petits patrons de l'industrie et du commerce, fraction de classe qui présente le taux de condamnation le plus important (34,8 %), mais qui comparativement à justice essentiellement pour des activités frauduleuses relatives à leur profession (chèques sans provision, infractions astucieuses contre les biens). Pour eux, l'essentiel des condamnations se résume à des peines d'amende (au taux de recouvrement très faible, 30 % environ) ou d'emprisonnement, le plus souvent accompagnées de sursis. A l'égard de cette fraction de classe, l'appareil judiciaire semble intervenir essentiellement pour réguler les conditions de la concurrence, éliminer les « canards boiteux » et, dans une certaine mesure, contribuer à l'élimination de secteurs économiques en voie de disparition : artisanat, commerce individuel, petites entreprises...

Cette première « population-cible » n'a pas cependant de visibilité spécifique, elle est massivement occultée par la seconde, à partir de laquelle sont idéologiquement constitués les principaux stéréotypes concernant la délinquance : elle est formée d'ouvriers, de salariés agricoles, de personnes de service et de certains inactifs (sous-prolétaires, chômeurs, marginaux, vagabonds...). Cette population-cible, constituée donc de prolétaires et sous-prolétaires, se caractérise par un taux de condamnation assez élevé (31,6 %). Ces condamnations concernent en très grande partie des infractions banales et violentes contre les biens, principalement le vol.

Pour ces délinquants, les condamnations à l'emprisonnement sont très importantes. Près de 46,5 % des détenus hommes étaient en prison au 1^{er} janvier 1977 pour vol simple, et 8,8 % pour vol qualifié. Il est nécessaire d'ajouter que c'est dans ce deuxième type de population que l'on trouve l'essentiel des récidivistes ayant déjà connu la prison. Selon une statistique effectuée en 1973 sur les détenus libérés, le taux moyen de récidive se situe aux environs de 55 %.

Durée de la peine effectuée	% des condamnés effectuant une telle peine	Pourcentage de récidive
— Moins d'un an	36,15 %	55 à 60 %
— de 1 à 3 ans	29,75 %	50 à 55 %
— de 3 à 5 ans	8,53 %	30 à 50 %
— 5 ans et plus	22,60 %	30 %

Deux autres éléments sont à ajouter dans la définition de ces fractions de classe traitées comme « dangereuses » : l'âge et l'origine nationale.

Cette population se caractérise par sa jeunesse. De façon générale, ce sont les catégories d'âge situées entre dix-huit et trente ans qui ont le taux de condamnation le plus élevé ; ce taux augmente significativement chez les jeunes prolétaires et sous-prolétaires (une analyse, même sommaire, des statistiques de condamnation de la justice des mineurs permet de prolonger ce résultat sur les catégories d'âge inférieures). Il est significatif que près d'un détenu sur deux ait moins de trente ans : 42,04 % des hommes en détention ont moins de vingt-cinq ans et, parmi les prévenus, la proportion est de 47,78 %. Or on sait que le taux de récidive est plus fort pour les jeunes détenus que pour leurs aînés : 72 % de récidive pour les seize-dix-huit ans, 83 % pour les dix-huit-vingt-cinq ans.

En ce qui concerne enfin la nationalité, il faut noter l'importance des Maghrébins, des Portugais et des Yougoslaves dans la population des condamnés prolétaires et des détenus.

Ainsi, le stéréotype du délinquant français se définit autour des axes suivants : c'est un homme, jeune, de préférence, d'origine prolétaire ou sous-prolétaire, ayant commis un vol et condamné à une peine de prison ferme avec de fortes présomptions de récidive. S'il est étranger (Maghrébin, Portugais ou Yougoslave), cela jouera comme condition facilitante.

On retrouve là, sans peine, le « client-type » de la correctionnelle et des flagrants délits.

P. L.

La norme juridique au service du système capitaliste

EN abolissant les privilèges, le 4 août 1789, puis en votant la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen quelques jours plus tard, la bourgeoisie faisait craquer la structure socio-politique de la France de la fin du dix-huitième siècle. Elle donnait au droit une fonction et un statut absolument nouveaux.

Un demi-siècle plus tard, dans des conditions toutes différentes, prenant pied en Algérie, la bourgeoisie du dix-neuvième siècle rencontre également la résistance de structures juridiques politiques propres à un monde de solidarités tribales. Elle brisera ce monde archaïque par la force des armes, mais aussi par celle des lois qu'elle importe : substitution du salariat agricole au khamès (1), « francisation » des terres,

assimilation au droit français permettant de les transformer d'espaces supports de solidarités familiales en biens disponibles pour l'achat et la vente, c'est-à-dire en marchandises.

Droit de liberté et d'égalité, d'échanges et de volonté : les techniques juridiques nées du capitalisme apparaissent comme porteuses de libération et de modernisation ; mais peuvent-elles être réduites à cette apparence ? Ne doit-on pas dire plutôt qu'à chaque société correspond un mode de production de la vie sociale, et donc une forme juridique spécifique ?

Cette proposition n'est pas réductible, comme beaucoup l'ont fait, à un éconisme vulgaire : le droit n'est pas l'ombre portée de l'économie, qui, magiquement, expliquerait tout. Il faut

Par MICHEL MIAILLE *

déterminer quels sont sa place et son rôle exacts dans une société donnée.

Pour tenter d'avancer, il est possible de poser comme hypothèse que la société capitaliste réalise le développement le plus abstrait et le plus général du droit dont les formes embryonnaires ou bloquées des sociétés pré-capitalistes ne manifestent que très partiellement les possibilités. En cela, en abandonnant tout universalisme qui prend comme centre l'Europe occidentale, nous pouvons comprendre la nature des caractéristiques du droit

* Professeur à la faculté de droit de l'université de Montpellier-I.

bourgeois et, par opposition, celle des droits des sociétés non capitalistes. En tant que système de communication formulé en termes de normes pour assurer la production des rapports sociaux, le droit bourgeois exprime, portées à leur perfection, toutes les potentialités juridiques.

Si nous tenons le droit pour un des langages de la société, nous devons immédiatement nous rappeler que le langage n'est pas seulement formulation, mais aussi constitution de la pensée. A l'opposé des « théories » simplificatrices qui faisaient du droit une superstructure, « reflet » de la base économique, il faut tenter de comprendre le droit comme forme de la société civile. Cette proposition nous éloigne aussi radicalement des présentations

en termes d'« instance » qui courent le risque de restaurer un structuralisme qui néglige l'essentiel marxien, c'est-à-dire le rôle central de la lutte de classes comme moteur de l'histoire et des sociétés (2).

L'essentiel du droit bourgeois ne peut être compris que par rapport à la nature des rapports sociaux qui se nouent dans la société capitaliste.

(Lire la suite page 18.)

(1) Sorte de métayage qui permet au propriétaire de ne laisser que le cinquième de la récolte au producteur direct (khamès, en arabe, signifie cinq).
(2) L. Althusser : « Les appareils idéologiques d'État, notes pour une recherche », La Pensée, 1970. Voir également M. et R. Weyl, La Part du droit, Editions Sociales, Paris, 1969.

Fétichisme du droit et mode de production

filles pour le mariage » : les « petites études » étaient dans ce cas une licence d'enseignement ; leur titulaire ne s'en est jamais servi.

2) Une fois cette première étape franchie, le processus ne fait que se renforcer, c'est-à-dire que l'écart entre le niveau de vie qui permettrait à la femme ses ressources propres et le niveau de vie « mariée » ne fait que s'accroître avec le temps.

Au mariage, les femmes abandonnent leurs études (« je me suis mariée quinze jours après mon bac philo ») ou leur travail quand, rarement, elles en avaient un ; ou leurs chances de carrière en prenant un travail déqualifié (« j'ai pris un petit travail pour permettre à mon mari de faire médecine, que j'ai laissé dès qu'il a eu terminé »). Ainsi, même le travail est souvent une forme subtile de déqualification. En revanche, pendant le mariage, le mari progresse comme un célibataire, et, de plus, mieux qu'un célibataire. Car, si le mariage signifie pour la femme une charge ménagère si accrue qu'elle doit abandonner tout travail ou espoir de carrière, il signifie au contraire pour le mari la libération du poids de son entretien matériel et l'appartenance aux services professionnels et para-professionnels de tous ordres en provenance de sa femme.

Le mariage provoque donc une mobilité descendante de la femme et une mobilité ascendante de l'homme, par rapport à leurs situations respectives antérieures au mariage. Les deux effets se conjuguent pour multiplier la distance initiale entre les conjoints. Après dix ou vingt ans de mariage, les femmes sont dans une situation bien pire qu'au moment du mariage, et les conditions de vie des divorcés

le montrent : elles abordent le marché du travail littéralement « en catastrophe ». Sans qualifications, ou les ayant perdues, sans expérience de travail, sans ancienneté (« à quarante ans, j'ai le genre de petit boulot qu'on a normalement à vingt-cinq »). Elles sont reléguées dans les emplois les moins payés, qu'elles ont encore moins le choix de repenser que leurs collègues jeunes et sans charges de famille. Mme Y..., qui avait fait Arts dès le lycée, a cessé de travailler pendant vingt ans de mariage ; elle gagne 2 500 F par mois ; son mari, qui gagne plus de 10 000 F par mois, verse une pension de 800 F pour leur fille.

Dix ou vingt ans après, le mariage est plus nécessaire qu'au premier jour. En d'autres termes, il crée, par sa dynamique, les conditions de sa propre reproduction.

3) La charge de l'élevage des enfants est l'obligation la plus importante inscrite de fait dans le contrat de mariage pour les femmes ; sa non-observation est très sévèrement sanctionnée par la loi, comme il apparaît au cours des procès en divorce. Il ne peut y avoir de faute plus grave pour une femme que d'être une « mauvaise mère ».

Un échange très inégal

MAIS ce qui est sans doute le plus révélateur de la situation faite aux femmes par le droit, c'est que cette charge pèse après la dissolution du mariage. En effet, les femmes divorcées ont toujours la charge des enfants jeunes. Or, leur revenu, dès lors

qu'elles doivent aborder le marché du travail dans les conditions décrites plus haut et causées par le mariage, est considérablement inférieur à celui du mari. Les pensions alimentaires ne concernent que les enfants, quand il y en a, et, même quand elles sont versées, c'est-à-dire dans une minorité des cas, elles sont fixées à des taux si dérisoires par les tribunaux qu'elles sont loin de couvrir même le droit comme forme de la société civile. Cette proposition nous éloigne aussi radicalement des présentations

Le travail matériel d'entretien des enfants et le travail d'éducation restent l'« appontage » des femmes et ne sont pas davantage rémunérés après le divorce que pendant le mariage. Ce travail continue donc d'être approprié par le mari après le divorce.

De plus, la charge financière des enfants passe du mari à la femme (cette charge est évidemment beaucoup plus lourde sur un revenu de femme — ayant été — mariée que sur un revenu d'homme).

On est ainsi tenté de conclure que le divorce n'est pas le contraire du mariage, mais un avatar du mariage caractérisé par une dégradation des conditions de vie des femmes, dégradation qui sanctionne et pénalise :

— La fait que la femme gagne sa vie par ses propres moyens au lieu de recevoir sa pittance d'un homme ;

— La fait qu'elle ne sert plus de domestique à un homme.

Le mariage consisterait donc en un échange particulièrement inégal : le mari donnant l'entretien financier des enfants contre le droit aux services illimités de la femme (la disposition de sa force de travail). Cet échange ne peut être rendu possible que si la moitié de l'entretien matériel et financier des enfants n'incombe pas de droit au mari. Ce n'est que parce que les femmes sont considérées avoir l'intégralité de la charge des enfants que la participation portuelle (uniquement financière) du mari peut apparaître comme un cadeau, et donc être négociée, que le mari peut, pour le prix modique de la participation à l'entretien financier de ses enfants, exiger et obtenir les services gratuits de la femme. Nos conclusions débouchent donc sur une nouvelle hypothèse : c'est que l'exploitation domestique individuelle (par le mari) est rendue possible par, et fondée sur, l'appropriation par la collectivité des hommes du travail d'élevage des enfants fourni par les femmes (1). Il serait fascinant d'examiner, à la lumière de cette hypothèse, le droit civil tout entier, en particulier le droit de la filiation et le droit de la succession : on y verrait que la responsabilité des hommes vis-à-vis des enfants y est facultative et toujours liée au droit à leur appropriation des enfants, et à leur appropriation de la force de travail de la « mère ».

CHRISTINE DELPHY.

(1) Pour une réflexion plus poussée, on consultera : C. Delphy, « L'ennemi principal », Parisiens, novembre 1970 ; C. Delphy, « Mariage et divorce », Les Temps modernes, mars-avril 1974, et C. Delphy et R. de Lespès, « Rapport sur le divorce pour le ministère de la justice », 1973.

(Suite de la page 17)

Or, comme le notait Marx, commentant l'étude de cette société, celle-ci apparaît comme une immense accumulation de marchandises. La marchandise est le centre apparent du capitalisme : c'est bien pour elle que tous les économistes classiques ont travaillé sans pouvoir, finalement, découvrir le secret de sa valeur. Ce sera le mérite de l'auteur du *Capital* de montrer que le fétichisme de la marchandise a occulté, pour les économistes, l'explication des rapports réels qu'elle exprime. Jamais, dans l'économie, n'apparaissent réellement les rapports entre les hommes qui permettent l'organisation de la production et de la circulation des richesses.

Avec toutes les précautions nécessaires, il n'est pas inutile de rapporter cette explication au monde du droit. Un court passage, extrait des notes sur l'idéologie allemande de Marx, nous y invite : « Chacun tient son métier pour le vrai. Au sujet du lien de leur métier avec la réalité, les hommes se font d'autant plus nécessairement des illusions que la nature du métier le veut. (...) Le juge, par exemple, applique le Code, et c'est pourquoi il considère la législation comme le véritable moteur social. Respect de chacun pour sa marchandise... »

Fétichisme de la marchandise, fétichisme de la norme dans le droit bourgeois. Que peut apporter un tel parallèle ? Précisément, la réponse à cette éternelle question des juristes : d'où vient que l'on doive obéir à la norme juridique, d'où vient qu'elle possède cette « valeur » impérative ? « Dans le monde du droit, tout paraît se passer entre personnes : celles qui commandent et celles qui obéissent, celles qui possèdent, celles qui échangent, celles qui donnent, etc. Tout semble être affaire de décision, de volonté, en un mot, de raison. Jamais n'apparaît l'épaveuseur de relations qui ne sont pas voulues, de choses auxquelles les hommes seraient liés, de structures contraignantes mais invisibles » (3).

Le droit est donc ce système qui, mettant en communication les hommes comme producteurs directs et comme propriétaires des moyens de production, assure la circulation des marchandises et, d'abord, la plus importante, la force de travail. Mais, ce faisant, il permet la production elle-même (4).

La société capitaliste est une société d'échanges généralisés portant notamment sur la force de travail qui permet de mettre en valeur le capital. Or, pour pouvoir acheter la marchandise-force de travail, il faut que l'échange se passe entre des individus égaux et libres. C'est d'ailleurs dans cet échange que se trouvent les deux partenaires s'éprouvant comme sujets de droit en se reconnaissant réciproquement propriétaires. En ce sens, la généralisation des échanges a nécessité la généralisation du sujet de droit comme forme du nouveau rapport social. Ce n'est pas un hasard si, dans l'ancien régime, chaque classe était soumise à sa propre loi (privé-

lège), de sorte qu'il n'y avait aucune commune mesure entre le seigneur et le roturier.

Or, c'est précisément parce que la société va être désormais définie comme un ensemble de « sujets de droit » qu'il y aura une commune mesure entre eux : ce sera la norme juridique. C'est d'ailleurs la norme juridique, et non la norme économique, qui a permis de faire passer, avant de signifier commandement (5). En d'autres termes, l'élément de la société par la dissolution des structures féodales est compensé par une unité retrouvée sur le mode juridique. La norme générale et abstraite devient le seul point commun à des individus qui tout d'abord se séparent par leurs rapports sociaux : en postulant la norme comme égale pour tous et même élaborée par tous (ou par des représentants élus), la société capitaliste donne à celle-ci une valeur de fétiche, valeur qui est le piège de tous les juristes. Le droit bourgeois a donc un rôle propre dans la constitution du rapport social capitaliste : il prend même la place d'un langage hégémonique, « équivalent général » tendant à recouvrir l'ensemble des situations et des rapports sociaux.

Cette définition abstraite du droit capitaliste doit être nuancée par la considération des particularités historiques selon lesquelles et dans lesquelles s'est formé le rapport capitaliste. Le droit bourgeois peut, en effet, prendre des formes très différenciées. Nous sommes partis du système juridique français, c'est-à-dire du droit le plus rationalisé, le plus abstrait que le capital ait produit ; mais on pourrait, à juste titre, nous opposer le droit coutumier anglo-saxon, où la norme est beaucoup moins abstraite, moins générale et les inégalités fréquentes (6). Cette différence ne peut être comprise que rapportée aux conditions particulières de la lutte des classes en Angleterre. En effet, le passage au capitalisme s'effectue dans ce pays en réalisant l'alliance de la noblesse et de la bourgeoisie. Cette dernière réussit à imposer sa domination tout en offrant l'image d'une révolution avortée (7) : elle peut donc conserver les formes aristocratiques dans la mesure où elles ne sont pas un obstacle à la mise en place des rapports capitalistes. D'où la règle de la coutume, d'où les privilèges aristocratiques (au moins jusqu'au début du vingtième siècle, mais encore aujourd'hui, partiellement avec la Chambre des lords) ; en somme, le maintien d'un droit trop souvent perçu comme anachronique et « expliqué » par on ne sait quel « goût » de la tradition anglaise. C'est que la bourgeoisie anglaise n'a pas eu à construire le capitalisme contre la noblesse, comme ce fut le cas pour la bourgeoisie française, forcée de s'allier très rapidement à la petite bourgeoisie jacobine et au peuple : d'où un droit abstrait et égalitaire ici, et là un droit encore marqué par la féodalité.

A l'inverse de l'Angleterre, qui, après Cromwell, « oubliera » la décapitation de Charles I^{er} en appelant au trône une nouvelle dynastie et rendra ainsi l'alliance noblesse-bourgeoise, la révolution, obligée de s'appuyer sur la petite bourgeoisie, voire le peuple, ne pourra véritablement résoudre le problème de l'exécutoire : tous les systèmes seront essayés sans que jamais un équilibre satisfaisant puisse être trouvé.

La fragilité de cette construction est corrigée par la présence d'une administration autoritaire, tentaculaire, donnant l'image de l'éternité et de la neutralité. Cet appareil n'est pas le fruit du hasard : lentement constitué pendant la période de la monarchie absolue, il est véritablement le lieu où la bourgeoisie expérimente concrètement la forme de sa domination. Toute la période qui s'écoule depuis la Révolution consistera à perfectionner cet appareil, à le consolider. Loin d'être un frein au développement du capital comme rapport social, l'administration en est un des moyens.

Mais il faudrait encore nuancer ces observations relatives aux caractères du droit capitaliste en rendant compte également des phases du développement économique. Le passage à un capitalisme monopolistique largement contrôlé par l'Etat entraîne une convergence nette des normes et des pratiques. Le droit administratif, longtemps propre à la France du fait de la tradition de la monarchie absolue et du bonapartisme, se développe indéniablement en Angleterre ; les modalités d'intervention de l'Etat (nationalisations, réglementations) n'épargnent plus les pays restés longtemps les symboles du libéralisme. Bref, avec la spécificité de leur histoire, les néo-capitalismes contemporains tendent à s'unifier, malgré les difficultés que cette unité engendre au plan juridique (cf. le droit communautaire européen).

Une telle analyse des systèmes juridiques permet de comprendre pourquoi il n'y a jamais de droit en soi, mais toujours comme expression d'un rapport social déterminé par le rythme et les modalités de l'accumulation et de l'élargissement du capital.

Dans les sociétés non capitalistes

Le « droit » n'a jamais la même contenu, la même forme et la même fonction suivant le système social dans lequel il se développe. Il n'y a donc pas d'instance juridique. C'est seulement dans la société capitaliste que le « droit » joue pleinement son rôle de système de communication autonome.

Dans les sociétés pré-capitalistes, esclavagistes ou féodales, le droit ne connaît pas cette autonomie. Le système des tribus ou des clans, le système des castes, les liens vassaliques enserment les individus dans les rapports étroitement définis à la mesure de la production de la vie sociale générale. La manière dont le « droit » est dit, dont il est affirmé, prend des formes qui ne sont pas encore totalement dégagées de la religion ou des mythes fondateurs. Les oracles, les devins et les prêtres sont les premiers « législateurs » de ce droit. Ce droit est donc le droit de la sorte que notre conception du droit-règle générale est bien loin de ce premier droit, casuel, individualisé et concret (8). C'est qu'en effet la production de seules valeurs d'usage et la limitation des échanges engendrent le cloisonnement des statuts sociaux et une idéologie de type solidariste et communautaire que le discours théologique exprime parfaitement dans les mythes de l'organisation sociale. Autrement dit, le droit n'est qu'un sous-système de communication dans une telle société : le système de communication est constitué par les mythes et leur concrétisation, le système de parenté.

A part quelques rares travaux (9), c'est par le biais plus pratique, plus politique de la colonisation et de son corollaire, la décolonisation, que ces questions sont venues à l'ordre du jour. Nous avons déjà dit comment les

colonisateurs avaient dû briser les organisations politico-juridiques pour assurer le développement du capitalisme et introduire des notions et des institutions du droit bourgeois réputées « modernes et efficaces ». On libérait les Africains pour les transformer en travailleurs salariés, on libérait les terres des servitudes archaïques pour en faire des marchandises, on brisait les castes pour assurer les classes sociales. Ces phénomènes ont eu leur réplique au moment de la décolonisation : l'accession à l'indépendance, suivant les moments et les lieux, s'est réalisée sous la plus parfaite hégémonie de l'impérialisme ou, au contraire, a entraîné la remise en cause du caractère universel et rationnel du droit bourgeois.

C'est à la suite de la révolution d'octobre 1917, mais également des expériences socialistes dans des pays nouvellement colonisés et semi-féodaux, que s'est trouvée posée, à nouveau, la question du droit. La transformation radicale des rapports sociaux remettait à l'ordre du jour les liens entre droit et société et le problème des formes juridiques dans une société non capitaliste. Se trouvait même énoncée une extraordinaire hypothèse : celle du dépassement du droit dans la transition socialiste. Certes, les expériences historiques peuvent faire l'objet de controverses : ainsi l'U.R.S.S. prétendait, dans les années 60, commencer à supprimer le droit d'un Etat devenu celui du peuple entier. Le transfert de certaines compétences à des organisations populaires (syndicat, mouvement de jeunesse, etc.) n'a pas, en réalité, modifié la nature du droit ni celle de l'Etat soviétique. Peut-être les tentatives chinoises pourraient-elles plus restreindre l'attention : ainsi le règle-



(Dessin de Béatrice Clercq.)

ment par des organismes élus (comités révolutionnaires dans l'usine, l'école, le quartier, etc.) de tous les conflits qui échappent au « droit » ; ainsi la place faite à l'éducation et à l'explication beaucoup plus qu'à la répression ; ainsi la suppression, pour un temps, de juges de métier et de la complexité du système judiciaire. Mais toutes ces simplifications ne peuvent être appréciées qu'en rappelant l'existence et le durcissement, comme on l'a vu récemment, d'une bureaucratie que la Chine n'a pu éviter. La « déjudiciarisation » chinoise n'est pas un modèle : elle est, au mieux, un exemple d'une idée longtemps méconnue : le « droit » n'est pas éternel. Il est mortel, comme toutes les institutions sociales.

Nous sommes, aujourd'hui, à un moment de l'histoire où cette idée commence à prendre réalité : les juristes doivent abandonner leur fétichisme du droit.

MICHEL MIAILLE

(3) M. Miaille, Une introduction critique au droit, Maspero, Paris, 1974. Voir également B. Edelman, Le Droit sans loi, Maspero, Paris, 1972, et A.-J. Arnaud, Essai d'analyse structurelle du Code civil français, L.G.D.J., Paris, 1973.

(4) E.H. Pashukanis, Théorie générale du droit et le marxisme, réédition E.D.I., Paris, 1971.

(5) P. Anselmi, Méthode phénoménologique, théorie du droit, L.G.D.J., Paris, 1964.

(6) Ce thème est développé dans un ouvrage de Michel Miaille à paraître prochainement aux éditions Maspero et aux P.U.F. de Grenoble : L'Etat du droit, critique du droit constitutionnel.

(7) N. Potlatch, Pouvoir politique et classes sociales, tome 2, Maspero, « Petite collection ».

(8) L. Garaut, Anthropologie de la Grèce antique, Maspero, 1968 (pages 59 et 175) ; J. Carboneau, Droit civil, l'introduction générale au droit, P.U.F., Paris, 1974.

(9) E. Terray, Le Marxisme devant les sociétés primitives, Maspero, 1974. Cahiers du C.E.R.M. consacrés aux sociétés pré-capitalistes, au mode de

LA DOUBLE FACE DE L'INSTITUTION PÉNITENTIAIRE

A quoi, à qui servent les prisons

Il sort d'un bal. Un peu éméché. Aperçoit un capot vide sur le trottoir. Y met le feu pour s'amuser. Une voiture de police passe. L'embrase. Le lendemain, il est en prison (1).

Vagabonds, petits voleurs, escrocs d'un jour sans compter les innombrables qui ne possèdent pas assez vite des papiers d'identité à un contrôle de police et, enfin, proteste (outrage à magistrat), — ceux qui peuplent les prisons ne correspondent guère à l'image que les médias entretiennent.

Déjà de pénalis de conduite, chaque sans provision, abus de confiance, coups et blessures, abandon de famille, c'est la petite monnaie de la délinquance que la prison enregistre principalement. Traqués d'envergure ou criminels dangereux ne constituent qu'une minorité : 0,2 % des condamnés en correctionnelle (où l'on traite 99 % des affaires) le sont à trois ans et plus ; un cinquième, de un à trois ans ; et la plupart — les deux tiers — à moins de trois mois (2).

Dès lors, comment prétendre que la prison se propose d'amender le détenu ?

Déjà handicapés au départ par une existence dans les marges ou les bas-fonds de la société, les détenus le sont encore plus par un système répressif qui les « entonne », comme dit l'un d'eux, et les éloigne davantage de la normalité. La prison, remarque très justement Michel Foucault, « continue, sur ceux qu'on lui confie, un travail commencé ailleurs : d'un infracteur elle fait un délinquant » (3).

Alors, sans qualification professionnelle, sachant le plus souvent à peine lire et écrire — « Toute ma vie, j'ai été la famille avec mon frère qui a été chez moi en sa vie de bonne force et on ne voit le mal », raconte étonné d'un « casier », que peut-il faire, sinon recommencer ? Si 30 % des condamnés à une peine supérieure à cinq ans — c'est-à-dire la minorité — récidivent, 60 % de ceux qui restent moins d'un an en prison — c'est-à-dire la majorité — y retournent.

Eh oui ? Mais, comme ce « prétendu échec », constaté et dénoncé depuis plus d'un siècle, est inhérent à l'institution pénitentiaire, ne peut-on dire avec M. Foucault qu'« il fait partie du (non) fonctionnement » et que la prison obéit, en réalité, à d'autres finalités que celles qui lui reconnaît le discours idéologique ?

L'une d'elles consiste à gérer les illégalismes, principalement d'ordre économique, que produit cette société fondée sur l'inégalité, exacerbant constamment le désir d'avoir sans donner à tous la possibilité de le satisfaire. Il est indéniable qu'elle sécrète des délinquants : le hold-up s'inscrit dans la logique d'un système qui permet à quelques-uns, par un simple jeu d'écriveurs, de gaspiller quelques millions en un instant ; du trandou au spéculateur en bourse ou au joueur

de casino, c'est le style qui change — la classe (celle qui vole) — mais l'acte, l'acte — mais l'objectif est identique : gaspiller.

Il n'est donc pas possible, toutes choses demeurent égales, de supprimer la délinquance : tout au plus peut-on la réglementer ou, comme dit M. Foucault, en assurer « l'économie » : « La prison bloque ou du moins maintient à un niveau assez bas les pratiques illégales courantes (petits vols, petites violences...) » (elle

empêche de déboucher sur des formes larges et manifestes... Elle ne décourage pas l'infraction, sinon indirectement — par les tarifs qu'elle impose (le détenu « paie sa dette »).

Mais la prison ne se contente pas de taxer la délinquance : d'une autre façon, elle la produit. Plus précisément, par sa structure même, elle crée un milieu « d'entraînement » à la délinquance primaire, qui généralement a comme seul, en apprenti ou en artisan, sa première infraction.

A sa libération, pourvu d'adresses et de « travaux », il est encore moins disposé qu'avant à mener une existence normale : « L'infraction par exemple à l'agence nationale pour l'emploi ».

S'il n'est pas nécessairement sur le « chemin du crime », il a toutes les chances de rester sur celui où les péripéties de son existence l'ont entraîné, où la prison l'a conduit, lui donnant en quelque sorte ses lettres d'accréditation : proxénète, indicateur, barbouze, membre d'une milice patronale ou du service d'ordre d'un parti — éventuellement, d'un candidat à la présidence de la République, — passeur d'armes, de drogue ou de devises, nervi ou tueur à gages, les débouchés ne manquent pas. Il appartient désormais à un milieu qui, lui-même fiché, surveillé et manipulé, est « branché » sur d'autres — en particulier, sur le monde des médias et de la politique.

De temps à autre, un « raté » se produit, un scandale éclate, et l'opinion découvre qu'un prince négocie avec des policiers corrompus, exécutés en cage avec des tuteurs, qu'un notable organise des bulletins roses, que tel autre fétichiste un acteur dont le garde du corps a été tué dans des circonstances obscures, ou qu'un général étranger — qui ne traitait certainement pas avec des soldats de deuxième classe — peut faire enlever et assassiner, en plein Paris, un opposant politique.

Toutes ces tâches — et les autres, qui ne viennent jamais à la connaissance du public — exigent un personnel qualifié : il appartient à la prison de le fournir. Contribuant, comme l'école

ou les centres d'apprentissage, à la reproduction de la division sociale du travail, elle est aux mains de ceux qui ont le pouvoir. Elle assure leur reproduction dans des secteurs d'activité où les « hommes gens » répugnent à s'engager, elle conserve les valeurs des mains propres, puisque d'autres, pour eux, ne les réalisent pas.

Source de profits substantiels (celle la production) pour ceux qui les protègent et les emploient, source d'informations, que le cas échéant on laissera filtrer, sur les mœurs de certains diplomates ou d'hommes politiques, les délinquants en exercice assurent, selon l'expression de M. Foucault, le fonctionnement extralégal du pouvoir : « Ils permettent à la classe dirigeante de gérer aux moindres frais ses propres illégalismes ».

Illégalismes économiques, illégalismes — est-il besoin de le souligner ? — politiques. Organismes et organisations, parties généralement de droite : la gauche a ses milices, — recourant à leurs services. Ainsi est-il établi que le SAC — le Service d'action civique, gaulliste — a assuré bon nombre de ses adhérents dans le milieu, que le SDBP n'adhète pas à lui, emprunter des agents, qu'il s'agisse d'organiser un trafic d'armes en Israël, après l'embargo de 1967, ou en Algérie, contre le régime Boumedienne. A une échelle plus modeste, on sait également que la police se sert des délinquants comme provocateurs lors d'une manifestation, qu'elle les charge de noyauter une organisation politique, de casser une grève ou du gauchiste.

Si l'un des rôles de la prison est de former des hommes de main, il appartient à la justice de les lui fournir. Contrairement à ce que l'on croit, un juge ne juge pas — il n'apprécie pas, compte tenu des circonstances (matérielles, sociales, psychologiques) où il est produit, un acte délictueux, — il condamne : à 2 % seulement des procès, rappelle Nicolas Herpin, se terminent par un acquittement. De l'incrimination et de l'inculpation au tribunal, le mécanisme fonctionne de façon telle qu'il conduit inévitablement à une sanction : amende ou prison.

Juger, en effet, exigerait du temps et des moyens. Or, depuis un siècle, les affaires pénales se sont multipliées par cinq, tandis que les effectifs de la justice ont diminué d'un tiers : « En 1972, chaque substitut du procureur du parquet de Versailles a traité trente et un mille deux cents procédures, soit par jour ouvrable, deux cent dix affaires, ce qui donne au mieux deux ou trois minutes pour voir une procédure ». C'est ce dossier — établi en trois minutes —

que le tribunal a sous les yeux quand l'inculpé se présente. Et le tribunal est pressé : en correctionnelle, on juge en moyenne vingt affaires par matière, 60 % des procès durent moins d'un quart d'heure : le temps de vérifier l'identité de l'inculpé, de rappeler les faits, de proposer à voir base un chiffre aux assesseurs, de prononcer le verdict : deux mois, trois mois, et l'affaire est jugée. On ne pose de questions au prévenu, rappelle encore N. Herpin, que dans un dixième des cas, le procureur ne prononce de réquisitoire qu'une fois sur trois (il demande d'habitude l'« application de la loi »), et si arrive que la défense, pressée elle aussi, « couvre » d'une seule plaidoirie une dizaine d'inculpés.

Travail bâclé ? Certainement pas, puisque le procès est généralement une formalité : dernière étape d'une procédure, il la cantonne et la justifie.

C'est ainsi que la condamnation dépend, entre autres, du statut de l'inculpé à l'audience : la détention préventive préfigure la prison ferme, la liberté provisoire annonce le sursis. « Les délinquants primaires », constate N. Herpin, perdent leur procès dans près de la moitié des cas quand ils sont détenus, et dans un septième des cas quand ils sont libres. « Mais la liberté ou détention ne dépendent pas du libéralisme du juge. Ni de son humeur. Ni de son idéologie, qu'on suspecte trop souvent. Elles résultent de pratiques établies, qui obéissent à des normes. Le magistrat subit des contraintes techniques — c'est ainsi qu'il est présent à son niveau — et ces contraintes lui imposent, par exemple, de mettre en détention provisoire un étranger plutôt qu'un Français, un prévenu plus souvent qu'un bourgeois, un jeune plus volontiers qu'un adulte ».

Hypocrisie ? Au niveau de la pratique judiciaire, l'hypocrisie est inutile : le juge se conforme aux usages, applique les lois écrites et non écrites, et travaille comme l'ordre l'institution. Mais, à l'échelle de la société globale et des exigences de son fonctionnement, le double jeu est évident, sur le rôle de la justice n'est pas, comme elle le prétend, de dire le juste, il est avant tout de sauvegarder l'ordre établi.

Du centre de rééducation au centre d'apprentissage, de l'usine à la prison et de la prison aux bas-fonds à la bonnie et bonie, les verrous solidement bloqués, et ce n'est pas, on s'en doute, en « humanisant » la détention (il utilise que cela soit) ni en « rapprochant la justice des citoyens » qu'on les fera sauter.

(1) P. Montaron, Les Jeunes en prison, le Seuil, Paris, 1977, 225 pages, 35 F.

(2) N. Herpin, L'Application de la loi, le Seuil, Paris, 1977, 180 pages, 35 F.

(3) M. Foucault, Surveiller et punir, Gallimard, Paris, 1975, 318 pages, 59 F. Lire également : L. Garaut, Dossier M. comme milieu, Alain Moreau, Paris, 1977, 475 pages, 55 F.

Correspondance

et les contestataires soviétiques

C. J.

(1) Je me permets de rappeler que j'ai déjà esquissé cette analyse dans un article du Monde diplomatique sur la théorie de la convergence (août 1973).

L'œuvre d'Edgar Allan Poe (N° 64, décembre 1977, mensuel, 10 F. - 60, avenue
 Simon-Bollivar, 75019 Paris.)
 E Dans LA REVUE DU CINEMA
 (Image et son), un important dossier sur
 Costa-Cavras, une étude sur l'œuvre de
 Wim Wenders et un entretien avec Martin
 Scorsese à propos de son dernier film
 New-York, New-York. (N° 323, décembre,
 3 F. - 3, rue Bécarnier, 75341 Paris Cedex
 17.)

LES GRANDES IDÉOLOGIES TOUJOURS PRÉSENTES

Pourrait, les grandes doctrines politiques sont toujours présentes. Les années 60 furent, en partie, celles de l'illusion de la « fin des idéologies ». Nombre de sociologues constatèrent que la technique réduit considérablement le champ des idéologies, et que l'instruction largement diffusée rend difficile, sinon ridicule, l'adhésion à un système de pensée clos. Raymond Aron appelle de ses vœux « la venue des sceptiques s'ils doivent éteindre les fanatismes ». Mais n'était-ce pas à enlever les idéologies dans leur acception péjorative de sectarisme et de refus d'accepter les réalités ? Sur ce point,

Par **CHARLES ZORGBIBE**

A l'heure où certains médias tiennent colloque sur la démocratie avec une ardeur sympathique, mais aussi une regrettable absence de rigueur conceptuelle, les spécialistes de science politique ont la chance de disposer d'un ouvrage monumental sur « la décision de majorité », dû à Pierre Favre, professeur à l'université de Clermont-Ferrand 13.

Trois ordres de problèmes sont posés par l'auteur. La décision qui prend un groupe à la majorité des ses membres est-elle bien « constituée », ne renferme-t-elle pas un vice logique qui la rend incohérente, voire dépourvue de sens ? La seule addition des prémisses « la majorité des membres d'un groupe est pour les majoritaires » comme le rappelle le paradoxe de Condorcet. La décision majoritaire doit, ensuite, être analysée dans son mécanisme, à travers les étapes de sa procédure : le contenu de la décision est-il déterminé dès lors qu'un type particulier de procédure est adopté, ou est-il largement indépendant de la procédure mise en œuvre ? La décision majoritaire doit, enfin, être mesurée dans son effet réel. Pour les tenants de la démocratie pluraliste, la volonté majoritaire est, à long terme, contraignante, et les dirigeants d'une institution démocratique ne peuvent que se plier à cette volonté collective. Pour les marxistes ou les théoriciens de l'État, les vœux de la majorité sont de peu d'effets et le loi du nombre n'est qu'une mystification libérale... Sans transcrire ce débat, Pierre Favre en décrit les diverses expressions et en dit la signification.

(1) M. Frelot et G. Lesquyer, *Histoire des idées politiques*, Dalloz, Paris, 1977, 848 pages, 74 F.

(2) Dans le même sens, cf. l'article d'Henri Madelin, « Les Idéologies se portent bien », *Projet*, février 1977.

(3) F. Favre, *La Décision de majorité*, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, Paris, 1976.

سكينة

L'ACTIVITÉ DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES

ONU

Au Conseil de sécurité : résolution sur le Bénin...

Le Conseil de sécurité a adopté, le 24 novembre, sans opposition, une résolution sur l'agression contre le Bénin, terminant ainsi le débat ouvert le 23 novembre sur cette question. Le texte demande à la communauté internationale de collaborer à l'établissement d'informations sur les mercenaires impliqués dans l'agression et note que le Bénin souhaite leur poursuite en justice. Il demande également aux Nations unies d'aider le Bénin à réparer les dommages subis lors de l'attaque.

... et création d'un comité pour veiller à l'application de l'embargo sur les armes destinées à l'Afrique du Sud

Le 9 décembre, le Conseil de sécurité a décidé à l'unanimité d'instituer un comité pour veiller à l'application de l'embargo sur la fourniture d'armes à l'Afrique du Sud décrété le 4 novembre. Composé de quinze membres, ce comité étudiera les moyens de rendre cet embargo plus efficace et demandera à tous les États de lui fournir tous renseignements sur les mesures prises à cette fin.

FORCES DE L'ONU SUR LE GOLAN ET A CHYPRE. — Le 30 novembre, par 12 voix contre 0, le Conseil de sécurité a adopté le projet de mandat de la Force des Nations unies chargée d'observer le démantèlement du Golan (F.N.U.O.G.). Trois pays n'ont pas participé au vote : le Bénin, la Chine et la Libye.

D'autre part, le Conseil a renouvelé pour six mois le mandat de la Force des Nations unies à Chypre en date du 15 décembre. Tous les pays membres du Conseil ont voté en faveur du renouvellement, sauf la Chine, qui n'a pas pris part au scrutin.

Fin de la trente-deuxième session de l'Assemblée générale

L'Assemblée générale des Nations unies a terminé le 21 décembre les travaux de sa trente-deuxième session qui s'était ouverte à New-York le 20 septembre. Au total, cent trente et une questions inscrites à l'ordre du jour ont été examinées. Deux cent quinze résolutions ont été adoptées.

Les textes essentiels votés depuis le 19 novembre (voir le Monde diplomatique d'octobre, novembre et décembre 1977 pour le résumé des travaux jusqu'à cette date) concernent les problèmes suivants :

DÉSARMEMENT. — Des résolutions ont été adoptées à propos des conséquences économiques et sociales de la course aux armements, des projets de dénucléarisation régionale (création de zones exemptes d'armes nucléaires au Proche-Orient et en Asie du Sud), l'interdiction complète des essais nucléaires, la Décennie du désarmement, la fabrication de nouvelles armes de destruction massive, la réduction des budgets militaires, le désarmement général et complet, la sécurité des États non dotés d'armes nucléaires, etc. L'Assemblée a adopté une résolution concernant la résolution qu'elle a adoptée en 1976, au sujet du désarmement, du 23 mai au 28 juin à New-York.

PROCHE-ORIENT. — Un projet de résolution présenté par des pays non alignés a été adopté le 25 novembre par 102 voix contre 4 (Israël, El-Salvador, États-Unis et Canada). Le texte demande la « prompte convocation » de la conférence de Genève avec notamment la participation de l'O.L.P. Il insiste sur la nécessité d'une solution d'ensemble tenant compte des droits nationaux des Palestiniens, avec retrait des Israéliens des territoires occupés.

Deux textes ont été adoptés le 2 décembre sur la question de Palestine. Le premier (voté par 100 voix contre 12 et 29 abstentions) réaffirme l'appui de l'Assemblée au plan élaboré par le comité pour les droits inaliénables du peuple palestinien. Le deuxième (85 voix pour 30 contre et 26 abstentions) prie le secrétaire général d'établir un service spécial des droits palestiniens au sein du secrétariat de l'ONU.

Sur les pratiques israéliennes dans les territoires occupés, trois résolutions ont été adoptées le 13 décembre. L'une d'elles condamne ces pratiques et charge le comité spécial compétent de poursuivre sa mission.

Par 122 voix (avec une abstention : celle d'Israël), l'Assemblée a décidé de prolonger de trois ans le mandat de l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine (UNRWA). Une autre résolution demande le retour des personnes déplacées depuis 1967.

MAINTIEN DE LA PAIX.

— L'Assemblée a notamment adopté à ce propos une résolution relative à la conclusion d'un traité mondial sur le non-recours à la force dans les relations internationales. Elle a aussi voté une déclaration sur la consolidation de la détente internationale.

PROBLÈMES ÉCONOMIQUES. — Les principales décisions de l'Assemblée en ce domaine concernent le nouvel ordre économique international. Dans un texte adopté sans vote, l'Assemblée demande notamment que toute négociation globale concernant l'institution de ce nouvel ordre se déroule dans le cadre de l'ONU et décide de convoquer une session extraordinaire de l'Assemblée générale en 1980 pour évaluer les progrès réalisés. Un comité plénier se réunira entre les sessions de l'Assemblée jusqu'à la session extraordinaire.

D'autres résolutions d'intérêt général portent sur le problème de l'inflation, l'endettement des pays en voie de développement, le transfert des techniques, etc. Par consensus, l'Assemblée a invité le 20 décembre le secrétaire général à nommer dans les meilleurs délais un directeur général pour le développement et la coopération économique internationale. Désigné pour quatre ans, il devra assurer une coordination des activités en matière de développement à l'intérieur du système des Nations unies.

Le secrétaire général a aussi été invité, dans un texte portant sur le financement du développement, à établir, avec l'aide d'un groupe d'experts, un rapport sur les pouvoirs de garantie des institutions financières internationales existantes et sur la possibilité de créer un organisme multilatéral d'assurance.

Parmi les nombreux autres textes concernant les activités économiques de l'ONU, signalons la décision de convoquer à Buenos-Aires, du 30 août au 12 septembre prochains, la conférence des Nations unies sur la coopération technique entre pays en voie de développement.

DÉCOLONISATION. — Le 28 novembre, l'Assemblée a exprimé l'espoir (sans voter) qu'une solution juste et durable soit promptement trouvée au problème du Sahara occidental. L'examen de la question a été renvoyé à sa trente-troisième session. A propos de Timor, l'Assemblée a rejeté le 23 novembre, par 67 voix contre 26 et avec 47 abstentions, l'allégation

NATIONS UNIES ET INSTITUTIONS SPÉCIALISÉES A VOCATION MONDIALE

selon laquelle le Timor-Orientale a été intégré à l'Indonésie dans la mesure où la population du territoire n'a pas été à même d'exercer librement son droit à l'autodétermination. Le comité de la décolonisation est invité à envoyer une mission dans le territoire.

Des résolutions ont été adoptées concernant l'avenir de tous les territoires encore dépendants, y compris le Zimbabwe et la Namibie. Plusieurs textes condamnant les États qui collaborent avec l'Afrique du Sud dans les domaines politique, diplomatique, économique, militaire et nucléaire, les pays producteurs ou exportateurs de pétrole sont priés de s'abstenir de fournir du pétrole brut aux régimes racistes d'Afrique australe et de prendre des mesures contre les compagnies pétrolières qui continuent à livrer du pétrole à ces régimes.

Par 120 voix et avec 5 abstentions (Royaume-Uni, États-Unis, Canada, France, République fédérale d'Allemagne), l'Assemblée a prié le Conseil de sécurité d'envisager une fois encore des mesures pour empêcher de nouveaux investissements étrangers en Afrique du Sud.

PROBLÈMES SOCIAUX, JURIDIQUES ET DIVERS.

Le 8 décembre, l'Assemblée a demandé sans vote à la commission des droits de l'homme d'élaborer un projet de convention relative à la torture et aux autres traitements cruels ou dégradants. Le comité des droits de l'homme a aussi adopté la protection des droits de l'homme, en particulier au Chili et en Afrique du Sud ; pour assurer la protection des réfugiés ; pour améliorer la situation des travailleurs migrants ; un texte consacré aux personnes portées disparues à Chypre. L'Assemblée a aussi décidé de réunir la conférence mondiale de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale à Genève, du 14 au 25 août 1978.

Il a aussi été décidé que le comité spécial de la charte des Nations unies et du renforcement du rôle de l'Organisation se réunirait à New-York du 27 février au 24 mars prochains.

Le 17 décembre, l'Assemblée a pris note du rapport du comité chargé d'élaborer une convention internationale contre la prise d'otages. Une résolution contre le terrorisme international a d'autre part été adoptée par 91 voix contre 9 et avec 28 abstentions.

Le mandat de M. Martti Ahtisaari, commissaire des Nations unies pour la Namibie, a été prorogé d'un an à compter du 1^{er} janvier 1978. D'autre part, M. Poul Hartling a été élu haut commissaire des Nations unies pour les réfugiés en remplacement du prince Sadruddin Aga Khan. Son mandat est de cinq ans.

L'Assemblée générale, qui a procédé au cours de sa session aux élections habituelles dans les différents organes de l'Organisation, a adopté un budget de 985 913 000 dollars pour l'exercice 1978-1979. Cette décision a été prise par 119 voix contre 9 (U.R.S.S. et autres pays de l'Europe de l'Est) avec 8 abstentions (États-Unis, France, Cuba, Israël, Italie et Roumanie).

MAINTIEN DE LA PAIX.

Le comité des opérations de maintien de la paix a adopté, le 2 décembre, son rapport à l'Assemblée générale. Il indique qu'il n'a toujours pas été en mesure de l'acquiescer de la tâche qui lui a été confiée de définir les principes directeurs des opérations de maintien de la paix.

APARTHEID.

Le comité spécial contre l'apartheid a adopté, le 2 décembre, un rapport à l'Assemblée générale. Il indique qu'il n'a toujours pas été en mesure de l'acquiescer de la tâche qui lui a été confiée de définir les principes directeurs des opérations de maintien de la paix.

REFUGIÉS.

Le haut commissariat des Nations unies pour les réfugiés a annoncé le 5 décembre devant l'Assemblée générale l'adoption d'une résolution régionale pour l'Amérique latine septentrionale, dont le siège est à San-José (Costa-Rica). M. Hugo Adame a été nommé en tant que directeur régional.

ENFANCE.

Le Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF ou FISE) a annoncé le 30 décembre que le conseil d'administration de cet organisme a décidé de débloquer 5 millions de dollars supplémentaires pour remettre sur pied les services essentiels de l'enfance au Liban, services qui avaient été interrompus pendant la guerre civile.

Commission économique pour l'Europe

Au comité pour le développement du commerce : la menace du protectionnisme

Ouvrant les travaux du comité pour le développement du commerce de la Commission économique des Nations unies pour l'Europe (C.E.E.-ONU), M. Stanovnik, secrétaire exécutif de la Commission, a lancé un appel à l'action contre la menace du protectionnisme. Les représentants des vingt-huit pays membres de la C.E.E.-ONU ont suggéré à ce propos que le secrétariat de la C.E.E. établisse un inventaire général des obstacles au commerce, inventaire qui réunirait d'experts sera chargée d'examiner à Genève à la fin du mois de septembre prochain.

ÉNERGIE ÉLECTRIQUE. — Réuni du 21 au 23 novembre à Genève, le comité spécial pour l'industrie de l'énergie électrique s'est préoccupé des perspectives à moyen et à long terme de l'industrie de l'énergie électrique dans la région.

INDUSTRIE MÉCANIQUE ET ÉLECTRIQUE. — La session spéciale d'experts des industries mécaniques et électriques s'est tenue à Genève du 9 au 12 novembre. Les experts ont pris note de la prochaine publication d'un rapport sur la production par ces industries de l'équipement destiné à la production.

GÉOMATRIQUE STRUCTURELLE.

Dans un rapport sur les facteurs et profils de la croissance dans les pays à économie de marché, le secrétariat de la C.E.E.-ONU estime qu'il est d'une importance cruciale de savoir et de comprendre les facteurs plus structurels qui sont intervenus dans l'évaluation de la perspective économique à long terme dans la région jusqu'en 1980. Le rapport, note qu'il convient d'interpréter les taux de chômage élevés

dans un contexte économique nouveau où le style de la participation au travail est en évolution constante et continuera à changer.

F.A.O.

Les travaux de la dix-neuvième conférence générale

RÉUNIE à Rome du 12 novembre au 1^{er} décembre, la dix-neuvième session de la conférence générale de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (F.A.O.) a estimé que les progrès réalisés en agriculture étaient insuffisants, bien que la production et les réserves alimentaires se soient accrues.

Comparant les progrès de la production vivrière aux régimes alimentaires réels des populations affamées du monde, la conférence a conclu que « peu de progrès ont été enregistrés depuis 1974 en ce qui concerne l'objectif de base qui constitue l'élimination définitive de la faim et de la malnutrition. L'augmentation de la production de céréales par habitant n'a guère modifié la situation nutritionnelle d'une quantité de millions de personnes. Selon elle, le haut niveau des stocks est dû en partie au fait que ni les pays ni les individus ne peuvent acheter des vivres en quantités suffisantes ».

Un programme d'action pour la prévention des pertes alimentaires a été approuvé au cours de la session. Il sera financé par un fonds disposant, dans un premier temps, de 10 millions de dollars fournis à l'initiative des réserves financières de la F.A.O. D'autre part, la conférence a invité les États membres à contribuer pour un total de 950 millions de dollars aux activités du Programme alimentaire mondial (P.A.M.) en 1978-1980, chiffre qui représente une augmentation de 25 % par rapport à l'exercice précédent.

Le Dr Bukar Shaib (Nigeria) a été élu président du conseil de la F.A.O., dont le nombre des membres a été porté de quarante-deux à quarante-neuf. La conférence a aussi prévu d'augmenter les effectifs de son comité du programme et de son comité financier.

Un budget de 21,33 millions de dollars a été approuvé, pour financer les dépenses de l'organisation en 1978-1979.

CÉRÉALES. — Selon un rapport publié le 25 novembre par la F.A.O., la récolte mondiale de céréales sera plus faible en 1977, mais elle devrait suffire à satisfaire, en 1977, une demande mondiale croissante et à maintenir les stocks mondiaux à leur niveau actuel. L'état de la F.A.O., publiée dans son Bulletin trimestriel, dresse le bilan des changements survenus dans les perspectives céréalières pour 1977 et esquisse les perspectives pour 1978.

PROGRAMME ALIMENTAIRE MONDIAL. — Une aide alimentaire d'une valeur de 5 651 000 dollars a été décidée au titre du P.A.M. en faveur du Liban.

le 24 novembre dernier, pour contribuer au ravitaillement de personnes déplacées dans le sud du pays.

• ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ÉDUCATION, LA SCIENCE ET LA CULTURE. — La commission internationale d'étude des problèmes de la communication, créée à l'initiative de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), tenu sa première réunion à Paris, du 14 au 16 décembre.

• L'UNESCO a organisé, le 7 décembre à Paris, une session sur la situation des droits de l'homme en Afrique australe.

• ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL. — Une réunion technique préparatoire de l'Assemblée générale de l'Organisation internationale du Travail (O.I.T.), a eu lieu à Genève du 7 au 15 décembre. L'objectif était de rechercher une solution aux problèmes techniques que posent les conditions d'emploi et de travail.

• ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTÉ. — Après avoir pris connaissance des conclusions d'une commission internationale d'experts médicaux, le Dr B. Nahler, directeur général de l'Organisation mondiale de la santé (O.M.S.), a indiqué le 14 décembre à Dacca (Bangladesh) que le comité avait été chargé d'étudier les conditions de travail des professionnels de la santé et de leur famille pendant deux ans. Le dernier jour de la session a été consacré à la situation des droits de l'homme en Afrique australe.

• L'O.M.S. a annoncé, au mois de novembre, qu'elle avait de mener à bien le projet concernant l'élaboration de plans directeurs pour l'approvisionnement en eau et l'assainissement des zones rurales dans toutes les provinces du Kosovo (Yougoslavie).

• L'O.M.S. a lancé, au début du mois de décembre, un appel à tous les États membres de la région européenne, les invitait à renforcer l'effort de lutte contre la poliomyélite en Turquie.

• AGENCE INTERNATIONALE DE L'ÉNERGIE ATOMIQUE. — Cent soixante-dix participants venus de trente-neuf pays et de quatre organisations internationales se sont réunis du 21 au 25 novembre à Wapeningen (Pays-Bas) sous l'égide de l'Agence internationale de l'énergie atomique (A.I.E.A.), de la F.A.O. et de l'O.M.S. La réunion avait pour objet d'étudier les résultats et les perspectives d'un projet d'une nouvelle méthode physique de conservation des denrées alimentaires : l'emploi des rayonnements ionisants émis par les radio-isotopes ou produits par des dispositifs électriques.

• DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL. — Le comité permanent de l'Organisation des Nations unies pour le développement industriel (ONUDI), chargé d'examiner les programmes de l'Organisation, réuni à Vienne, du 5 au 9 décembre, a approuvé diverses activités qui avaient été soumises à l'évaluation et a demandé davantage de contributions pour le soutien (fonds de développement industriel, qui doit permettre à l'Organisation de disposer de ressources accrues).

Les représentants de plus de cinquante pays ont participé, du 12 au 16 décembre, à Madrid, à un colloque international sur les problèmes mondiaux des huiles et graisses végétales, convoqué par l'Organisation des Nations unies pour le développement industriel (ONUDI).

Les garanties à donner aux pays en voie de développement, pour leurs opérations avec les pays industrialisés, ainsi que les systèmes d'assurance qui les protègent contre le non-respect des obligations contractées par les entrepreneurs, figurent parmi les questions prioritaires que quelques cent cinquante spécialistes internationaux venus d'une douzaine de pays ont examinées lors d'un séminaire à Lahore (Pakistan), du 25 au 29 novembre.

NAVIGATION MARITIME.

La Conférence maritime, le 6 décembre, le cent quatre-vingt-neufième anniversaire de l'Organisation internationale de la navigation maritime (O.M.C.I.).

Six duplex dans la grande tradition de l'Avenue Foch



L'Avenue Foch à la Belle Époque, du temps de Boni de Castellane et de Proust.

À deux pas du Bois de Boulogne, appartements témoins d'une recherche très actuelle du plus grand confort. Là, tout est luxe, harmonie, noblesse, dans la conception comme dans les matériaux. Villa Foch, il n'y a que six duplex!



La Villa Foch, 101-103-105-107-109-111, avenue Foch, 75116 Paris. Tél. 125-50-50-51. Ouvert tous les jours de 10h à 18h. Réservation obligatoire.

MD

Groupe de la Banque mondiale

Cinq prêts de la BIRD

La Banque internationale pour la reconstruction et le développement (Banque mondiale ou BIRD) a annoncé plusieurs prêts ces dernières semaines :

- Au Nicaragua (1^{er} décembre) : 10,1 millions de dollars pour un projet d'adduction d'eau à Managua, et 3 millions de dollars pour un projet rural d'amélioration touchant cinq cent cinquante villages ;
- Au Botswana (8 décembre) : 6,5 millions de dollars pour un projet destiné à stopper la dégradation des pâturages et à favoriser l'introduction de méthodes de gestion améliorées ;
- À la Côte-d'Ivoire (15 décembre) : 20 millions de dollars pour un projet d'entretien de routes de desserte et de routes à grande circulation ;
- À la Jamaïque (15 décembre) : 30 millions de dollars pour l'importation de matières premières et de biens d'équipement pour les productions industrielles et agricoles ;
- Au Paraguay (15 décembre) : 8 millions de dollars pour la construction de réseaux d'adduction d'eau.

CRÉDITS DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DE DÉVELOPPEMENT (IDA) : L'association internationale de développement (IDA) a annoncé des crédits en faveur des pays suivants :

- Pakistan (3 décembre) : 3 millions de dollars pour financer les services techniques qui aideront à mettre au point les projets de développement économique de l'Indus ;
- Kenya (30 novembre) : 10 millions de dollars pour le développement de la petite industrie ;
- Bangladesh (1^{er} décembre) : 15 millions de dollars pour l'importation des éléments industriels, matières premières, produits chimiques et pièces détachées nécessaires pour maintenir les productions d'industries hautement prioritaires ;
- Haïti (15 décembre) : 6,6 millions de dollars pour la construction de l'adduction de l'eau dans les plaines marécageuses qui bordent le fleuve Nègre ;
- Égypte (8 décembre) : 2 millions de dollars pour le financement d'une étude économique qui permettra la préparation d'un projet régional d'adduction d'eau dans des zones rurales et de petites villes ;
- Pakistan (8 décembre) : 70 millions de dollars pour un projet de réhabilitation de la région du Punjab et 17 millions de dollars pour une étude pré-investissement d'un projet forestier dans la province de l'ouest ;
- Tanzanie (8 décembre) : 15 millions de dollars pour aider la Banque d'investissement de l'Inde à financer des projets de développement ;
- Haïti (15 décembre) : 9,6 millions de dollars pour la réhabilitation de l'adduction d'eau dans sept villes de province ;
- Inde (15 décembre) : 17 millions de dollars pour l'amélioration des services dans les districts métropolitains de Calcutta.

SOCIÉTÉ FINANCIÈRE INTERNATIONALE (S.F.I.) : La Société financière internationale (S.F.I.), filiale de la Banque mondiale, a annoncé, le 21 décembre, un second investissement d'environ 12 millions de dollars dans la Banque nationale pour le développement économique (B.N.D.E.) du Maroc. La S.F.I. avait déjà investi 15 millions de dollars dans le capital de la B.N.D.E. en 1972. Ce nouveau financement représente le tiers de la Société d'une offre qui est faite aux actionnaires de doubler le capital social de la B.N.D.E. pour permettre à celle-ci de continuer ses emprunts à long terme dont elle a repris le produit aux entreprises locales.

EMPRUNTS DE LA BIRD. — La Banque mondiale a annoncé, le 24 novembre, un emprunt à moyen terme d'un montant de 30 millions de dollars auprès d'un groupe d'importantes banques suisses. D'autre part, une offre publique de 50 milliards de francs (207 millions de dollars), en montant principal d'obligations de la Banque mondiale, a été annoncée le 22 novembre à Tokyo.

Les obligations à obligations à 5,5 % et à quinze ans de 1977 - huitième série - ont été vendues au public à l'échelle mondiale le 24 décembre 1977, et les obligations seront amorties au pair par des versements égaux de 3 milliards de francs pour chacune des années 1983 à 1991 et un versement final de 23 milliards de francs en 1991.

CONFÉRENCE SUR LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DES CARAÏBES. — La Banque mondiale a convoqué, à Washington, les 15 et 16 décembre, une conférence sur les problèmes de développement des pays de la région des Caraïbes et sur l'opportunité de la mise en place d'un mécanisme régional de coopération pour les questions liées au développement économique.

REUNION DU CONSORTIUM POUR LE PAKISTAN. — Les gouvernements et organisations concernés par l'aide au développement au Pakistan se sont réunis à Paris le 15 décembre, sous la présidence de la Banque mondiale.

Banque arabe pour le développement économique en Afrique

Session du conseil des gouverneurs

Le conseil des gouverneurs, composé des ministres des finances des dix-huit pays membres de la Banque arabe de développement économique en Afrique (BADEA), s'est réuni à Khartoum le 3 décembre, pour sa troisième assemblée annuelle ordinaire. Le conseil a notamment fixé le capital du Fonds arabe spécial d'aide à l'Afrique à un niveau de 30 millions de dollars, qui devront être incorporés au capital de la Banque. Il a aussi approuvé la politique de prêt : la participation de la Banque dans le financement des projets, quand elle est comprise entre 1 et 10 millions de dollars, a été plafonnée à 40 % du coût total du projet (contre 50 % antérieurement) quand cette participation est inférieure à 1 million de dollars. Le conseil a recommandé au président de la Banque d'entreprendre les démarches auprès de la ligue des États arabes afin que les ressources du Fonds arabe d'aide technique soient affectées au capital et au programme d'assistance technique de la BADEA. Au cours de cette session, le conseil a approuvé de nouveaux engagements de prêts au bénéfice du Cameroun, de Madagascar et du Libéria, pour un montant total de 23,25 millions de dollars. Un don de 50 000 dollars, pouvant se résoudre en avance sur prêt, a été accordé aux Comores.

Banque asiatique de développement

Prêts à six pays

La Banque asiatique de développement a annoncé l'octroi de prêts en faveur de six pays :

- Corée du Sud (31 octobre) : 41,5 millions de dollars (à l'aide des ressources ordinaires de la Banque pour vingt-trois ans et à 8,50 %) destinés à l'amélioration du réseau routier ;
- Népal (8 novembre) : 4,3 millions de dollars (à l'aide des ressources du fonds spécial, pour quarante ans et à 1 %) affectés à un programme de formation professionnelle ;
- Malaisie (9 novembre) : 15,3 millions de dollars pour financer l'adduction d'eau dans les villes de Kota Kinabalu et de Tawau ; ce prêt est assorti d'un don d'assistance technique d'un montant de 160 000 dollars. Le 29 novembre, ce pays s'est également vu accorder un prêt de 18 millions de dollars pour le financement du programme de développement régional.

ORGANISMES FINANCIERS D'AIDE AU DÉVELOPPEMENT

de Pahang Tanggara. Ces deux prêts, consentis à l'aide des ressources ordinaires de la Banque pour une durée de vingt ans, portent intérêt à 8,50 % l'an ;

- Indonésie (25 novembre) : 30 millions de dollars (pour quinze ans et à 8,50 %) dont bénéficiera la Bank Pembangunan Indonesia (BAPINDO), une des trois plus importantes institutions financières du pays ;
- Philippines (29 novembre) : 35 millions de dollars (à l'aide des ressources ordinaires de la Banque pour quinze ans et à 8,50 %) accordés à la Banque de développement des Philippines ;
- Afghanistan (30 novembre) : 5,7 millions de dollars (à l'aide des ressources du fonds spécial pour quarante ans et à 1 %) pour financer la réalisation d'entreprises de stockage pour les fertilisants et les produits chimiques et vétérinaires.

RECENTES PUBLICATIONS

- Rural debt : Challenge and Opportunity (L'Asie rurale : défis et perspectives) : étude réalisée à la demande de la Banque par une équipe d'experts en coopération pour préparer les politiques à appliquer dans les pays d'Asie membres de la BAD au cours des dix prochaines années (voir page 1 Faut-il de Faut-il de BIRD).

Banque européenne d'investissement

Octroi de vingt prêts dans les pays de la C.E.E., dont trois à l'Italie

La Banque européenne d'investissement (B.E.I.) a annoncé, aux mois de novembre et de décembre, l'octroi de plusieurs prêts :

- Le 20 novembre, un prêt d'un montant total équivalant à 33,5 milliards de francs (82,8 millions d'e.c.u.) pour contribuer au financement de deux projets industriels dans le Mezzogiorno italien, la mise en valeur de deux gisements de gaz et la construction d'un tronçon d'autoroute dans le Frioul. Le prêt le plus important (24 milliards de francs), d'une durée de huit ans, au taux d'intérêt de 11 %, a été octroyé solidairement à l'Ente Partecipazioni e Finanziamenti Industriali Manifatturieri (E.F.I.M.) (Ente Nazionale Idrocarburi) ; l'équivalent de 30 milliards de francs a été accordé à l'Ilva (Istituto Nazionale Italiano) pour dix ans, au taux de 9 % l'an ;

- Le 9 décembre, un prêt d'une contre-valeur de 17 millions de francs (26 millions d'e.c.u.) pour le développement des télécommunications en Sicile ; ce prêt est assorti d'une durée de vingt ans et d'un taux d'intérêt de 9 % l'an ;
- Un prêt à la Société lombarde de langage continu (SOLLAC) d'une contre-valeur de 110 millions de francs (17,6 millions d'e.c.u.) pour une durée de quinze ans, au taux de 9,7 % l'an, pour le financement de la troisième étape de la modernisation de l'aciérie de Serenango (Moselle) ;

- Le 15 décembre, un montant d'une contre-valeur de 50 millions de francs (80,6 millions d'e.c.u.) d'une durée de dix ans, au taux d'intérêt de 7,5 %, pour contribuer au financement d'initiatives industrielles de petite et de moyenne dimension dans les zones du Royaume-Uni bénéficiant des aides au titre du développement régional ;

- Un prêt d'une contre-valeur de 15 millions de francs (2,7 millions d'e.c.u.) pour financer, à Fos-sur-Mer (près de Marseille), des installations destinées à combattre la pollution pétrolière en Méditerranée ; ce prêt a été consenti au Port autonome de Marseille pour une durée de dix ans, au taux d'intérêt de 9 % l'an ;
- Le 16 décembre, huit prêts, d'un montant total équivalant à 94,5 milliards de francs (94 millions d'e.c.u.) en faveur de l'Italie, pour des investissements d'infrastructure portant sur l'approvisionnement en eau de la Basilicate et des Pouilles, l'amélioration du réseau routier de Palermo (Sicile) et de l'équipement portuaire de Naples, l'établissement, dans les Abruzzes, d'un centre de formation de techniciens des télécommunications, le financement de divers investissements industriels, la plupart également dans le Mezzogiorno ;

- Le 20 décembre, un prêt d'une contre-valeur de 33,5 millions de francs (80 millions d'e.c.u.) pour la modernisation et le renforcement des télécommunications internationales en France ; d'une durée de quinze ans et au taux d'intérêt de 9,5 % l'an, ce prêt a été consenti à la Calsat nationale des télécommunications à Paris ;

- Un prêt d'une contre-valeur de 50 millions de couronnes suédoises (7,1 millions d'e.c.u.) en faveur de la construction d'un aéroport à Göteborg (Suède) ; ce prêt a été consenti à l'Etat suédois (ministère des finances) pour une durée de quinze ans au taux de 8,4 % l'an ;
- Le 21 décembre, un prêt d'une contre-valeur de 10,1 millions de francs (20 millions d'e.c.u.) pour le financement d'une usine de quarante améliorations et aménagements du réseau routier national irlandais ; ce prêt a été consenti pour une durée de vingt ans au taux de 8,5 % l'an ;

Signaler aussi que l'aide d'urgence de 150 millions d'e.c.u., offerte par la Communauté économique européenne au Portugal sous forme de prêts à long terme de la B.E.I., a pris fin le 31 décembre avec l'octroi d'un prêt de 9 millions d'e.c.u. pour le financement d'activités de petite et moyenne dimension.

Prêts dans le cadre de la convention de Lomé

En application de la convention de Lomé, la B.E.I. a annoncé l'octroi de prêts suivants :

- Le 7 décembre, un prêt de 4,5 millions d'e.c.u. pour le financement d'une usine de tissage qui sera aménagée à Morogoro, à 180 kilomètres à l'ouest de Dar-es-Salaam (Tanzanie) ; d'une durée de vingt ans, ce prêt porte intérêt à 5 % l'an ;
- Le 18 décembre, un prêt de l'équivalent de 2 millions d'e.c.u. pour contribuer au financement, en République unie du Cameroun, de l'extension d'une cimenterie et d'une usine de broyage de ciment ; d'une durée de dix ans, ce prêt porte intérêt à 5 % l'an ;
- Le 19 décembre, un prêt subordonné de 3 millions d'e.c.u. pour contribuer, en République rwandaise, au financement d'une fondée d'éclairage prévue dans le cadre d'un projet de développement des productions de minerais d'étain et de tungstène du pays ; d'une durée de quinze ans, ce prêt est assorti d'un taux d'intérêt de 2 % l'an jusqu'à fin 1981 et de 5 % l'an ensuite ;

Des prêts d'un montant total de 12,9 millions d'e.c.u. en faveur de la Côte-d'Ivoire, dont un prêt de 11 millions pour améliorer l'approvisionnement en électricité du pays et plus particulièrement d'Abidjan. Ce prêt est assorti d'un don d'assistance technique d'un montant de 160 000 dollars. Ce prêt est accordé, pour une durée de quinze ans, au taux d'intérêt de 5,4 % l'an, compte tenu d'une bonification de 3 %.

Banque interaméricaine de développement

Prêts à onze pays

La Banque interaméricaine de développement a annoncé en novembre et en décembre l'octroi de prêts en faveur de onze pays :

- Un prêt de 33,9 millions de dollars le 1^{er} novembre (à l'aide des ressources inter-régionales, pour quinze ans, à un taux d'intérêt de 8 % l'an) pour la construction d'une usine de céderos dans la région nord de l'Argentine ;
- Un prêt de 20 millions de dollars le 17 novembre (à l'aide du fonds d'opérations spéciales, pour quarante ans, à un taux d'intérêt de 1 % l'an pendant les dix premières années, et 2 % ensuite) pour l'amélioration et l'extension des services ruraux de santé au Nicaragua ;
- Un prêt de 5,3 millions de dollars le 26 novembre (à l'aide du fonds d'opérations spéciales, pour trente-cinq ans, à un taux d'intérêt de 2 % l'an) en faveur de la mise au point d'un programme vétérinaire au Costa Rica ;

- Un prêt de 17 millions de dollars (à l'aide du fonds d'opérations spéciales, pour quarante ans, à un taux d'intérêt de 1 % l'an pendant les dix premières années, et 2 % ensuite) pour l'extension du réseau d'égouts de la ville de Guayaquil, en Equateur ;

- Un prêt de 15 millions de dollars le 1^{er} décembre (10 millions à l'aide du fonds d'opérations spéciales, pour quarante ans, à un taux d'intérêt de 1 % l'an pendant les dix premières années et 2 % ensuite, et 5 millions sur les ressources inter-régionales, pour vingt-cinq ans et à 8 % l'an) en faveur du programme de développement industriel et touristique de la Bolivie ;
- Un prêt de 158 millions de dollars le 8 décembre (à l'aide du fonds d'opérations spéciales, pour quarante ans, à un taux d'intérêt de 1 % l'an pendant les dix premières années et 2 % ensuite) pour contribuer au financement d'un projet (mené conjointement avec la C.E.E.) destiné à favoriser le regroupement des pêcheurs au sein de coopératives au Honduras ;

- Un prêt de 105 millions de dollars le 8 décembre (60 millions à l'aide des ressources inter-régionales, pour quinze ans, à un taux d'intérêt de 8 %, et 45 millions en ligne de crédit complémentaire sur les ressources inter-régionales) pour la construction des quatre premières usines d'un complexe pétrochimique à Bahia-Blanca, en Argentine ;

- Un prêt de 122 millions de dollars le 8 décembre (à l'aide du fonds d'opérations spéciales, pour trente ans, à un taux d'intérêt de 2 % l'an) pour l'amélioration des liaisons téléphoniques dans et entre les régions rurales du Costa Rica ;

GROUPEMENTS ÉCONOMIQUES ET COMMERCIAUX

CNUCED

Problèmes de la dette extérieure

Le groupe intergouvernemental d'experts chargé d'étudier les problèmes de la dette extérieure des pays en voie de développement s'est réuni à Genève du 5 au 16 décembre. L'objectif de cette rencontre était de préparer les discussions de politique générale qui se dérouleront au sein du Conseil du commerce et du développement en mars prochain à propos du problème de la dette. Au cours de cette réunion, la Suède a demandé aux pays créanciers d'annuler la dette des quarante ou cinquante pays les plus pauvres du monde (soit environ 30 milliards de dollars).

PROGRAMME INTÉGRÉ POUR LES PRODUITS DE BASE. — Le comité intergouvernemental spécial du programme intégré pour les produits de base s'est réuni à Genève du 12 au 18 décembre sous les auspices de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) pour évaluer les progrès réalisés dans l'application du programme intégré. Le comité a envisagé une reprise éventuelle de la conférence de négociation sur un fonds commun suspendue le 1^{er} décembre (voir Le Monde diplomatique de décembre dernier) et au début de 1978 et a approuvé un nouveau calendrier pour les réunions sur divers produits de base.

COMMISSION DES INVISIBLES. — La commission des invisibles et du financement des échanges de services a consacré l'essentiel des travaux de sa huitième session, du 5 au 9 décembre, aux questions d'assurance et de renforcement des réserves de financement des pays en développement. La principale question soumise aux soixante-dix participants était l'assurance des gros risques dans les pays en développement.

COMMERCE ENTRE LES TIERS-MONDE ET LES PAYS DE L'EST. — Un groupe d'experts a réuni à Genève du 28 novembre au 2 décembre pour étudier un système multilatéral de paiements entre les pays d'Europe de l'Est et les pays en voie de développement et trouver les moyens de relancer le commerce entre ces deux groupes de pays.

GATT

A la session annuelle : mise en garde contre le protectionnisme

L'ouverture de la session annuelle des parties contractantes à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT), M. Georges Maciel (Belgique), président de l'organisation, a lancé le 29 novembre dernier une nouvelle mise en garde contre le protectionnisme.

La session a duré deux jours et a été essentiellement consacrée aux difficultés actuelles du commerce international, à la lumière d'une

- Un prêt de 34,5 millions de dollars le 8 décembre (à l'aide des ressources ordinaires, pour vingt ans, à un taux d'intérêt de 8 %) en faveur du programme d'amélioration du réseau routier dans trois régions de la partie sud du centre du Chili ;

- Un prêt de 49,5 millions de dollars le 8 décembre (à l'aide du fonds d'opérations spéciales, pour quarante ans, à un taux d'intérêt de 1 % l'an pendant les dix premières années et 2 % ensuite) pour financer la construction d'ouvrages de contrôle des inondations, d'irrigation et de drainage dans le bassin de l'Aber, dans le nord-est de la Guyane ;

- Un prêt de 70 millions de dollars le 9 décembre (sur les ressources inter-régionales pour vingt ans, à un taux d'intérêt de 8 % l'an) pour la construction d'une usine hydro-électrique à San-Carlos, en Colombie ;

- Un prêt de 9 millions de dollars le 9 décembre (à l'aide du fonds d'opérations spéciales, pour quarante ans, à un taux d'intérêt de 1 % l'an pendant dix ans et 2 % ensuite) pour l'extension d'une faculté privée au Salvador ;
- Deux prêts d'un montant total de 120 millions de dollars le 15 décembre (sur les ressources inter-régionales, pour vingt-cinq ans, à un taux d'intérêt de 8 % l'an) pour un programme de crédit en faveur des agriculteurs et des éleveurs au Mexique.

ADMISSION DES BAHAMAS. — Les Bahamas sont devenues le 15 décembre la quarante et unième membre de la Banque interaméricaine de développement.

Banque des règlements internationaux

Les conséquences de la baisse du dollar

REUNIS à Bâle les 12 et 13 décembre, les gouverneurs des banques centrales des dix pays les plus industrialisés ont examiné les conséquences de la récente baisse du dollar sur l'économie mondiale. Aucun accord n'est intervenu, semble-t-il, entre les gouverneurs, une politique de soutien du dollar. MM. Arthur Burns, président de la Réserve fédérale américaine, et Teichiro Morinaga, gouverneur de la Banque du Japon, ne participaient pas à cette réunion.

FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL. — Les autorités monétaires ont, le 28 novembre, informé le Fonds monétaire international (F.M.I.) que le montant prêt au F.M.I. par le Venezuela pour l'assistance financière des opérations monétaires sera porté de 450 à 500 millions de D.T.S. Cette décision porte à l'équivalent de 4,71 milliards de D.T.S. (environ 10,2 milliards de dollars) des prêts du F.M.I. Le montant total des ressources des bailleurs de fonds se sont engagés à prêter. Le 5 décembre, le F.M.I. a donné son accord au Sri-Lanka pour un prêt de 100 millions de D.T.S. Ce prêt « stand-by » aidera ce pays à réaliser un programme gouvernemental de réforme économique.

Le F.M.I. a procédé, le 7 décembre, pour le compte du Fonds fiduciaire, à la vente de 500 millions de dollars par adjudication et attribué 54 800 onces d'or fin, soit la quantité totale mise en adjudication à l'exception d'une fraction de barre standard. Ces or a été attribué aux adjudicataires au prix commun de 160,03 dollars l'once.

étude publiée le 23 novembre par le secrétaire du GATT et selon laquelle les fortes pressions protectionnistes devraient en effet persister. Le rapport met, lui aussi, en garde contre cette politique instable, onéreuse et en définitive incontrôlable : « qu'est le néo-protectionnisme ».

Accord sur le renouvellement de l'accord multilatéral

Les négociations au comité du textile du GATT ont abouti le 14 décembre à un accord sur un protocole renouvelant l'accord multilatéral (A.M.F.) de 1973 pour une nouvelle période de quatre ans. Le protocole est entré en vigueur le 1^{er} janvier pour les États qui l'avaient signé. Ce texte constitue une sorte de mode d'emploi pour le nouvel A.M.F. Il est assorti de considérations qui ouvrent la voie à toutes les interprétations. Les pays ayant de graves problèmes d'importations pourront espérer certaines dérogations temporaires. Toutefois, les pays exportateurs sont opposés à une interprétation large du texte.

O.C.D.E.

Perspectives d'expansion peu favorables pour 1978

SELON le rapport intitulé Les perspectives économiques pour 1978, publié le 23 décembre par le secrétariat de l'Organisation de coopération et de développement économiques (O.C.D.E.), les perspectives immédiates d'expansion économique se sont assombries depuis la réunion du conseil ministériel, en juin dernier. La croissance des pays membres pourrait, si les politiques actuelles restent inchangées, n'être que de 1,5 % en 1978, contre 1,7 % en 1977, se ralentir en cours d'année. Le taux annuel de progression du P.N.B. de la zone O.C.D.E. passerait de 3,25 % au cours du dernier semestre de 1977 à 4 % dans les six premiers mois de 1978, mais pour retomber à 3 % pendant les mois suivants.

CHOMAGE DES JEUNES. — Le problème du chômage des jeunes a été discuté au cours d'une conférence ministérielle qui s'est tenue à Paris les 15 et 16 décembre sous la présidence du ministre du travail des États-Unis. Une stratégie en trois points a été présentée en faveur des sept millions de jeunes sans emploi dans les pays de l'O.C.D.E. : création d'emplois par la relance de l'activité économique chaque fois que cela est possible ; multiplication de mesures spéciales pour accroître les offres d'emploi destinées aux jeunes ; amélioration du passage du milieu scolaire à la vie professionnelle.

COMITÉ D'AIDE AU DÉVELOPPEMENT. — Dans le chapitre introductif de son rapport annuel intitulé Coopération pour le développement, ex-

ÉDITIONS A. PEDONE

13, rue Soufflot, 75005 PARIS
Téléphone : 033-05-97

LA BONNE FOI EN DROIT INTERNATIONAL PUBLIC

de E. ZOLLER.

Un volume de 400 pages

80 F.N.T.

Index des articles publiés en 1977

[illegible]

stratégie militaire du Kremlin vis-à-vis de l'Europe. Jean Daubier (1922-1992) est l'auteur de *La Défense et sécurité dans l'Union soviétique* (1979), *La Guerre et ses conséquences dans les relations entre l'Europe et l'Amérique* (1981), *La Guerre froide* (1983), *Les rivalités transatlantiques dans la guerre froide* (1984), *La Guerre froide et l'Amérique*, Marc Pellas (en collaboration avec J. Daubier) (1987), *L'Éthiopie, la guerre civile et la famine* (1988), *La Guerre froide, Gérard Châtelier* (1990).

TECHNIQUES (transfert des connaissances) - Les multinationales dans les industries de guerre, Jean-P. Klare (1979).

ÉCONOMIE - L'impact des multinationales-Unies dans le domaine de l'industrie militaire (encadré, 1982).

L'endettement - L'endettement vertigineux de la technologie, Georges Corm (1982).

voile de développement : propre sens propre bien d'équipement, pour le monde, pour l'Europe, pour Castella (SEPTEMBRE). — Vers un code de conduite pour le tiers-monde (SEPTEMBRE). — Les problèmes du tiers-monde (SEPTEMBRE). — Les problèmes du tiers-monde - SOUS-DEVELOPPEMENT : Solidarité révolutionnaire (SEPTEMBRE). — L'aide au tiers-monde, Marie-Anne Césaire (cf. s. dossiers s. 1970). — L'aide au tiers-monde contre le sous-développement (SEPTEMBRE). — L'aide au Vietnam, Nayana Chandra (MARS). Le développement du sous-développement (MARS). — Jean-Jacques Gugenheim (FRIJL). Les problèmes d'une aide au tiers-monde (MARS). — Les problèmes du tiers-monde, Jacques Chevrier (AVRIL). — Vers un code de conduite pour servir le tiers-monde (MARS). — La résumation (DECEMBRE). — La résumation d'Hurt, le plus pauvre pays de l'hémisphère occidental (MARS). — L'aide au tiers-monde (MARS). — L'aide au tiers-monde Nord-

TRAVAIL (monde du) — QUESTIONS SOCIALES — IMMIGRES : — Réseaux et ouvriers face à la mondialisation. — Pologne, Danieł Górecki (JUILLET). — **Immigration et classe ouvrière aux États-Unis :** — Frédéric Lelancer (JANVIER). — **Immigration et SEPAREMOS :** — Les conditions des travailleurs immigrés (et, si possible, à SEPTEMBRE). — **Immigration et développement :** — Le développement de colonies blanches. — L'immigration en Amérique du Nord (à SEPTEMBRE). — **Immigration et ÉTATS-UNIS :** — L'Europe à la recherche d'une véritable politique d'immigration. — L'immigration migratoire. — Charles Verra (OCTOBRE). — **Immigration et mondialisation :** — La réglementation de l'immigration. — L'immigration en France (à SEPTEMBRE). — **Immigration et ÉTATS-UNIS :** — L'immigration et l'immigration sauvage des États-Unis (à SEPTEMBRE). — Christian Lelancer (DÉCEMBRE).

VIOLENCE - REPRESSION - MORISSE : Guerre totale en Argentine, le régime militaire a ouvert la chasse à la gauche. Marcello Dias (JANVIER) : « Le régime militaire argentin a la stratégie ambivalente pour maintenir sur ses gardes et réprimer la gauche. » Ecroulements des attentats antiterroristes. Bernard Cassin : « Des tentatives de terrorisme antichrétiens » (1978 et « docteurs », FEVRIER). Jean Gullivert (FEBRIER). Déclaration d'évêques français solidaires des peuples latino-américains. Les deux papes dans l'impression (MAI). Les évêques de la région des Grands lacs canadiens sur la situation en Argentine, au Chili et en Uruguay (JULIEN). Les évêques de la région de Québec, Claude Julien (NOVEMBRE).

nde
uments

nvier

EN FRANCE

RLANDAIS

F

temperaturas): 30 F

JULIO CORTAZAR : La deuxième fois (mai).
SEYDOU BADIAN : La campagne du général (septembre).

[illegible][illegible]

- RACISME : voir Apartheid.
- SECURITE EUROPEENNE : voir Liberte et coopération en Europe.
- SERVICES SECRETS : La C.I.A. et le roi Hussein (encadré), la C.I.A. et la déstabilisation par la C.I.A. au Chili, Yves Hardy (cf. « dossiers », MAI).
- SIONISME : Après la formation du gouvernement israélien, le départ de la communauté juive aux Etats-Unis, T. Allman (JULI-DÉC.).
- SOCIAL-DEMOCRATE : La crise de la social-démocratie au Danemark (encadré).
- TAILLAGE : voir Réglementation de la main d'œuvre étrangère.
- TRAVAIL (OCTOBRE) : problèmes des structures du travail, la main d'œuvre étrangère, Martin Trounstein (cf. « dossiers », MAI).
- TRAVAIL (OCTOBRE) : la main d'œuvre et l'immigration : savoirs et travailleurs migrants, J. L. (OCTOBRE).
- TRILATERALS : voir Union tripartite.
- VIOLENCE - REPRESSION : la violence contre les élites en Indonésie, Rugo Nwira (JANVIER).
- VIOLENCE - REPRESSION : la violence contre les élites en Indonésie, Rugo Nwira (JANVIER).

France économique et sociale, de la France rurale, Frédéric Langue
et de la géographie, JUDN)
La condition, d'immigrants, d'immigrés (cf. « dossiers », SEPTEMBRE)
Symptômes et miroir de la société : Internationale des sexes, Michel de Certeau (« Les sexes », cahiers de l'A. Woodrow, SEPTEMBRE)

— SOCIÉTÉS MULTINATIONALES : La multinationalisation des industries de guerre, Michael T. Klare, Les multinationales et les firmes transnationales, Philippe VIRE) — « Régression des arts antichrétiens, Bernard Bouteiller, Les territoires de la 1976 (cf. « dossiers », SEPTEMBRE) — Le règne de la terre et du feu, Claude Julien — Une déclaration d'engagements solidaires des peuples, Jacques LÉVY (MARS) — Les Irlandais dans l'impasse du Rapport d'une mission de la Commission canadienne en Argentine, au Chili et en Écosse, Claude JULIEN (septembre, VILLAGE) — Le monde latin, Claude Julien (MARS)

Le Monde
dossiers et documents

Numéro de janvier

LES PATRONS EN FRANCE

LE CONFLIT IRLANDAIS

Le numéro : 3 F

Abonnement un an (10 numéros) : 30 F

QUERES :
 Race à
 Daniel
 Capita-
 Estate-
 tte 56
 E). —
 rs im-
 PRÉSEN-
 tation de
 blancs
 que du
 tation
 à la
 nique
 greco, a
 non-
 mograph
 otations
 onomi-
 Com-
 tiers a,
 t Car-
 ge des
 ristian
 ommiss-
 SON -
 tate
 érique
 R). --
 rantine
 pour
 résis-
 (JAN-
 atten-
 asano ;
 ambulas
 RIFE).
 INDO-
 (RICE).
 fra-
 "Amé-
 deux
 J). --
 emen-
 ion en
 uaguay
 tes et
 VENS-

This image shows a blank white page. A prominent, thick black horizontal bar runs across the top edge. On the left side, there is a thin, solid black vertical line extending from the bottom towards the top. The rest of the page is completely empty and white.

Le Monde

dossiers et documents

Numéro de janvier

LES PATRONS EN FRANCE

LE CONFLIT IRLANDAIS

Le numéro : 3 E

Abonnement un an (10 numéros): 30 F

سنة ١٤٠٠

DEX

INDEX

NORD

AFRIQUE

Deux solutions au problème de la famine en Afrique : la mobilisation des masses paysannes et la formation de cadres ruraux efficaces. François de Ravignan (AOUT). — En Afrique noire : distanciation et écuménisme à l'égard des autres groupes du monde islamique, Pierre Alexandre (cf. « dossiers », AOUT). — Les multinationales et l'Afrique, Denis Martin (étude bibliographique, OCTOBRE).

— **AFRIQUE AUSTRALE** : Le projet de pacte militaire dans l'Atlantique sud et ses conséquences dans les relations entre Pretoria et l'Afrique latine, Robert A. Manning (MARS). — Les moyens de changement en Afrique australe, Denis Martin (étude bibliographique, JUILLET). — Négociations en vue de l'établissement de colonies blanches d'Afrique australe en Afrique du Sud, Armand et Michèle Matelart (SEPTEMBRE). — Soutiens économiques et luttes de libération en Afrique australe (SEPTEMBRE).

— **NAMIBIE** : Les enjeux économiques de l'indépendance de la Namibie, Robert A. Manning (JANVIER).

— **AFRIQUE DU SUD** : L'Afrique du Sud entre la dictature et la révolution, Claude Millaud (AOUT). Les réserves stratégiques : l'apartheid (SEPTEMBRE). — L'Afrique du Sud en route vers la démocratie, Robert A. Manning (étude bibliographique, SEPTEMBRE). — La Coopération noire : de la non-violence à l'intervention, René Lefort (NOVEMBRE).

— **CONGO (Rép. pop. du)** : Lutte pour le pouvoir, Eugène Bertrand (MARS).

— **ETHIOPIE** : L'Ethiopie, état du nouvel équilibre en Afrique, Gérard Chailand (JUILLET). La gauche éthiopienne face au pouvoir militaire, Olga Kapelouk (étude bibliographique, DECEMBRE).

— **KENYA** : Le Kenya, pion ou allié de l'Occident ? Denis Martin (reportage, FEVRIER).

— **MAROC** : voir rubrique Sahara occidental.

— **MAURITANIE** : voir rubrique Sahara occidental.

— **NIGER** : Un village du Niger

PROCHE-ORIENT

Nationalisme et révolution dans le monde arabe : bilan d'un échec, Tahar Ben Jelloun (étude bibliographique, JUILLET).

— **CONFLIT ISRAËLO-ARABE** : PALESTINIENS. Les Israéliens face à l'O.L.P., Amnon Kapelouk ; Le gouvernement de M. Rabin et la réunion du Conseil national palestinien du Caire, Amos Kenan (encadré, MARS). — Les Palestiniens dans l'état, T.D. Allman (reportage, AOUT). — Le président Carter et le Proche-Orient, Noam Chomsky (AOUT). — Politique des faits accomplis dans les territoires occupés et volonté d'annexionnisme d'Israël, Amnon Kapelouk (JULIET). — Nouvelle étape dans la dégradation des relations entre Washington et Jérusalem, Jean Guerys ; Le complot anti-palestinien de l'Arabie saoudite, Michel Kamei ; Accélération de l'implantation israélienne dans les territoires occupés, Amnon Kapelouk (OCTOBRE). — Selon la presse israélienne, nombre sur les efforts de paix au Proche-Orient (encadré, NOVEMBRE). — Au Proche-Orient : de l'effacement à la couverture, Amnon Kapelouk (DECEMBRE).

— **EGYPTE** : Le refus de l'apartheid économique en Egypte, Mohamed El-Said ; Les relations difficiles entre le président Sadate et l'armée égyptienne après l'annonce d'une aide militaire du Caire au régime Moubarik, Marie-Christine Aulas (JULIET). — Le nouvel état des forces musulmanes, Dr Abdel Aziz Samadani (cf. « dossiers », AOUT). — **SAÏRA** : Les recherches universitaires, Zorzi (Recherches universitaires, SEPTEMBRE). — Les effets de la crise du pétrole sur le monde arabe, Marie-Christine Aulas (DECEMBRE). — **ISRAËL** : Crise économique en Israël en raison du poids des dépenses militaires et des emprunts à l'étranger, Amnon Kapelouk (JANVIER). — Conférence d'états clients des Etats-Unis dans le domaine de l'industrie militaire (encadré, FEVRIER). — Montée de la droite et dissensions dans le parti travailliste, Amnon Kapelouk (AOUT). — Avec la victoire de la droite, incertitudes sociales et nouvelles perspectives de guerre, Amnon Kapelouk (JULIET). — La crise du mouvement sioniste, Daniel Amisalem (OCTOBRE). — La nouvelle politique économique du Likoud, Meir Mitrav (DECEMBRE).

— **JORDANIE** : La CIA et le roi Hussein (encadré, MARS).

ASIE

— **ARABIE SAOUDITE** : Le rôle politique et économique de l'Arabie Saoudite dans le monde arabe, Marie-Christine Aulas (enquête, AOUT). — Les rivalités franco-saoudiennes dans le Golfe, une conséquence de la doctrine stratégique américaine, Marc Pellias (enquête, JUILLET).

— **BANGLADESH** : L'instabilité du Bangladesh, Denzil Poiria (DECEMBRE).

— **CAMBODGE** : Premiers signes d'une timide ouverture au monde extérieur, Nayan Chanda (MARS).

— **CHINE** : Le sens de la crise chinoise, Roland Berger (JANVIER). — L'évolution des rapports entre la Chine et les Etats-Unis, Banning Garrett (JANVIER). — Comment percevoir la Chine dans sa complexité, Jean Daubier (MARS). — L'impératif du redressement économique, Jean Daubier (SEPTEMBRE). — Durcissement de la lutte contre les quatre, Jean Daubier (DECEMBRE).

— **CHINE-URSS** : voir U.R.S.S.-CHINE, page 25.

— **CORÉE (Rép. pop. dém. de)** : La « Kimilisme » (encadré, MARS).

— **CORÉE (Rép. de)** : Révision de la politique américaine en Corée, Alain Bonn (JULIET). — Transfert gratuit d'équipement militaire américain au Viet Nam du Sud (encadré, NOVEMBRE).

— **GOLFE** : voir rubrique Arabie Saoudite.

— **INDONÉSIE** : Le régime de la terreur, Jean Guivouk (FEVRIER). — Le développement du sous-développement en Indonésie, Jean-Jacques Gugenheim (AOUT).

— **IRAK** : La fiction de l'antagonisme arabo-iraquien, Chris Katschens (AOUT).

— **IRAN** : Les rivalités franco-saoudiennes dans le Golfe : une conséquence de la doctrine stratégique américaine, Marc Pellias (enquête, JUILLET). — Le rôle égyptien de l'Arabie saoudite, Niki Kadde (cf. « dossiers », AOUT).

— **JAPON** : Le malaise de la gauche japonaise, Philippe Pons (AOUT).

— **PAKISTAN** : Résistance de la population de M. Bhutto et aggravation des antagonismes ethniques, Zohar Ahmad (cf. « dossiers », OCTOBRE).

Océan Indien

— **COMORES** : Décentralisation et lutte anti-féodalité aux Comores, Philippe Lorynne (NOVEMBRE).

— **ILE MAURICE** : Irruption d'un mouvement populaire militant à l'île Maurice, Sélim Turqué (JUILLET).

Numéros non distribués dans certains pays

Au cours de l'année 1977, la mise en vente du Monde diplomatique a été interdite dans les pays suivants : — **MAROC** : Comme toutes les publications du Monde diplomatique, le Monde diplomatique est interdit au Maroc depuis le 10 du mois de janvier 1977. — **EGYPTE** : Les numéros de mars et avril, dans lesquels figuraient des articles comportant l'appellation « goulle arabo-persique » (MARS). — **IRAN** : Numéro de mai, contenant plusieurs articles sur « La fiction persane ». — **AFRIQUE DU CONGO** : Numéro de mai (article sur le Congo : la lutte pour le pouvoir). — **EGYPTE** : Numéros de juin (article sur « L'aide du Caire au régime Moubarik, le président Sadate et son armée ») et de juillet (probablement pour l'article « Rivalité franco-saoudienne dans le Golfe »).

CINÉMA POLITIQUE

— Une semaine de cinéma cubain, Ignacio Ramonet (FEVRIER).

— « Raid sur Entebbe » et « Victoire à Entebbe », films d'I. Kershner et de M. Chomsky, Ignacio Ramonet (FEVRIER).

— Héros américains de télévision, Ignacio Ramonet, Marc Vernet, Armand Matelart (FEVRIER).

— « Le Jardin de pierres », de Parviz Kimiavi, Ignacio Ramonet (MARS).

— « Etnocidio », de Paul Leduc, Ignacio Ramonet (MARS).

— Voix de la théorie, Ignacio Ramonet, Marc Vernet, Marc Ferro, Thomas H. Guback (MARS).

— « Giacomo Matteotti », de Floriano Vancini, Ignacio Ramonet (MARS).

— La puissance de la presse vue sur le plan cinématographique, Ignacio Ramonet (cf. « dossiers », MARS).

— Documentaristes, Ignacio Ramonet, Alain Bergala (MARS).

— « Emira », de Sembene Ousmane, Ignacio Ramonet (JULIET).

— « Soleil des hyènes », de Ridha Béhi, Ignacio Ramonet (JULIET).

— « Hors d'ici », de Jorge Sanjinés, Ignacio Ramonet (JULIET).

— « Vingt-cinq », de Celso Luccas et José Celso Correia, Ignacio Ramonet (JULIET).

— « L'histoire m'absorbera », de Gastano Pagnano, Ignacio Ramonet (JULIET).

— Images d'enfants, Ignacio Ramonet, Pascal Kéré, Michèle Matelart (JULIET).

— « Nucléaire : danger immédiat », de Serge Polinsky, Ignacio Ramonet (JULIET).

— Ecrons arabes, Ignacio Ramonet, Diane de Saint-Mathias (AOUT).

— Au Festival de La Rochelle : cinémas et sociétés, Ignacio Ramonet (AOUT).

— « Un peuple, un canal », de Jean-Louis Bardot, Ignacio Ramonet (SEPTEMBRE).

— Superproductions, Ignacio Ramonet, Noëlle de Chambrun (SEPTEMBRE).

— Décomptes gauchistes, Ignacio Ramonet, Serge Toubiana, Serge Daney (OCTOBRE).

— Contre les cultures impériales, Ignacio Ramonet, Pierre Lissac, Luis Nieves-Falcon, Armand Matelart (NOVEMBRE).

— « Nous sommes tous des juifs arabes en Israël », d'Igal Niddam, Elie Elmaleh (DECEMBRE).

— « Caddo », de Sembene Ousmane, Ignacio Ramonet (DECEMBRE).

— « La guerre de pacification en Amazonie », d'Yves Bihon, Ignacio Ramonet (DECEMBRE).

— Images d'intervention, Ignacio Ramonet et Noëlle de Chambrun (DECEMBRE).

POLITIQUE ET LITTÉRATURE

— « Clandestine » et pourtant vivante : la droite littéraire, Georges Laffay (FEVRIER).

— Le roman policier en Union soviétique, Fédor Tchepchakov (MARS).

— Les romanciers malades de la presse, Henri Gibier (MARS).

— Poysans du tiers-monde dans les villes blanches, Micheline Pournier (SEPTEMBRE).

— La dictature dans le roman latino-américain, Ruben Bareiro-Saguier (OCTOBRE).

— Science-fiction et rêve de l'Etat, Yves de Monno (NOVEMBRE).

PAGE DES LIVRES

COMPTES RENDUS D'YVES FLORENNE

— « Au-delà de la crise », d'Alain Touraine (FEVRIER). — « Faldoyer pour l'Europe décadente », de Raymond Aron (MARS).

— « De la France », de M.-A. Macéoché (AOUT).

— « L'Etat-spectacle », de Roger-Gérard Schwab (MARS).

— « La frontière et le texte », d'Yves Delahaye (JULIET).

— « Seule une écologie socialiste », de René Dumont (JULIET).

— « De la France défendue à l'Europe protégée », de Pierre M. Gallois (AOUT).

— « La résistance sans héroïsme », de Charles d'Aragon (SEPTEMBRE).

— « L'Europe suicidaire », de Léon Pollak (OCTOBRE).

— « L'avenir est notre affaire », de Denis de Rougemont (NOVEMBRE).

— « L'Europe interdite », de Jean-François Deniau (DECEMBRE).

ATINE

NTIUS

ITS

PANORAMA IMMOBILIER

AUX GLOVETTES
LA SAISON DURE TOUTE L'ANNEE

Mieux qu'une simple résidence à la neige, un studio ou un appartement aux Glovettes c'est :
• Le ski de piste, le ski de fond... En hiver les téléskis de la Côte 2000 sont aux pieds de l'immeuble.
• La pêche, la spéléo, les balades en forêt... Au printemps.
• La montagne, la piscine... En été.
• Le cheval, le tennis... En automne.

Parce que les Glovettes, c'est dans le Vercors, et à 5 km de Villard-de-Lans, et dans le Vercors la saison dure toute l'année. Essayez les Glovettes dès cet hiver, en louant ou en achetant, une personnalité jusqu'à 80 %.

les glovettes en vercors

PANORAMA MER IMPRENABLE
Appartements inédits, 3 à 5 pièces
séjours 30 à 45 m², terrasses avec barbecues
LES GRANDS ESPACES
26, Corniche Fleuria (près 145 avenue Lantana) - 06200 NICE

VOTRE RESIDENCE-CLUB 3ème AGE à NICE
Dans le plus beau quartier résidentiel de la ville de Nice, au calme et à l'air pur, à 8 min. de la Promenade des Anglais
LES JARDINS FLEURS DE FABRON
198, avenue de Fabron - 06200 NICE - Tél. (03) 83.93.24
Tous services de ménage, restauration, santé, loisirs parfaitement assurés
Rens. à Nice et à Paris : S&S GRECO, 10, rue Treillard, Tél. 292.22.11

SUR LA COTE D'AZUR ET EN CORSE
4 VILLES, 4 PROGRAMMES
un promoteur : le S.E.T.F.E.I.

à CANNES, dans un parc avec piscine.
Résidence-Club Abadie - à services complets (équipe ménagère, restaurant, salons), studios, 2 ou 3 pièces. (93) 47.37.17.

à CAGNES-SUR-MER.
« Les Heures Claires » - à 300 m du bord de mer et des plages, des appartements à partir de 3.200 F le m². (93) 31.00.23.

à VILLEFRANCHE-SUR-MER, dominant l'une des plus belles baies du monde.
Les Restaurants - appartements de très grand standing, avec jardins et piscine. (93) 55.38.49.

en CORSE (à 31 km de Bastia).
« Marina di Fianaita » - charmantes maisons construites sur une plage de sable fin. (93) 36.92.95.

Renseignements :
S.E.T.F.E.I. - 29, rue Pastorelli
06000 NICE - Tél. (93) 85.26.82

SAINT MANDRIER
(Côte Varoise)
Loin de la foule, au cœur d'un parc fleuri de 5 ha avec tennis et aires de jeux pour les enfants, les petits immeubles de la Pinède Saint Georges s'ouvrent largement sur la Méditerranée.
De nombreuses familles ont déjà été séduites. Pourquoi pas vous ?
Livraison immédiate. Possibilité de location.
Rens. sur place (7 jours sur 7) - Tél. (94) 94 97 03
Rens. à Paris, 47 avenue Hoche (8e) - Tél. 924 45 63

En plein cœur de la Côte d'Azur, à Mandelieu
Marina Cottage votre villa sur la Plage
accès direct à la mer, piscine, tennis, club house
FRANCO-HOLLANDAISE - Bureau de vente sur place : quartier des Tamaris, tél. des Courtilles Mandelieu - Tél. (93) 47.62.88

Je suis sensible au charme de Vence (Côte d'Azur),
au calme de cette cité médiévale, à la douceur du climat, au style provençal et aux collines boisées qui l'entourent,
envoyez moi votre documentation sur le Domaine des Arts.
Mon nom..... Mon adresse.....
..... Mon téléphone.....
A renvoyer à : Domaine des Arts 295, Av. Joffre
06140 VENCE Téléphone : (93) 58.11.03

Pour tout renseignement sur cette rubrique, s'adresser à MULTIMEDIA: 271 32 55

INTERROGATIONS

Le monde aujourd'hui est plein de certitudes. Toute pensée est affirmative, tout discours constructif. Impossible de parler, d'écrire, sans être supposé avoir. Le droit d'expression se transforme en devoir d'assertion. On préfère les réponses, même sans questions, aux questions, même sans réponses. Quelle force dans la conviction sociale qui oblige à se faire marchand de vérité tout un chacun dont la profession est de penser, et l'obligation d'endosser à chaque instant les costumes intellectuels de rigueur ? A voir certains se hâter de certitudes contradictoires, il vient le désir de proposer, au lieu de dialectiques rouillantes et précipitées, une maïeutique naïve et patiente.

Car il n'est pas de réflexion véritable qui ne finisse par poser plus de questions qu'elle n'en résout. Une activité de pensée,

scientifique ou artistique, ne prend sens que par les certitudes qu'elle réfute, par les préjugés qu'elle ruine — fussent-ils ceux sur lesquels elle est fondée. Nombre de chercheurs sont, en ce sens, confrontés à des interrogations redoutables, souvent anciennes et éternelles, toujours tenues pour réglées, qui jaillissent à nouveau du cœur même de la recherche et se spécialisent, pour remettre en cause toute une vision du monde. Méta-physiques ou politiques, il est d'usage de s'égarer dans les perplexités qu'à l'abri des réponses, mêmes provisoires, que leur fournit tel ou tel système de prêt-à-penser. Osons-nous avancer à découvert l'incertitude ?

J.-M. L.-L.

J'AI peur des centrales nucléaires, beaucoup moins à cause des dangers d'accidents qu'à cause de leur fonctionnement normal. J'ai peur, non tant parce qu'elles menacent de ne pas marcher, mais parce qu'elles pourraient bien marcher et que je ne comprends pas pourquoi. Devant des systèmes complexes et gigantesques, intégrés des tonnes de béton, des myriades de minuscules transistors, des kilomètres de tuyaux, échangeant des flux d'électricité, de vapeur et d'argent, reposant sur le travail de milliers d'ouvriers et ingénieurs, les décisions de centaines de politiciens et technocrates, le vertige me prend. Je ne comprends pas pourquoi « ça marche », parce que je ne comprends pas comment. Physicien, je connais pourtant les principes de l'énergie nucléaire, ceux de la thermodynamique, ceux de l'électricité — j'ai le privilège de posséder presque tous l'arsenal nécessaire à la compréhension théorique du fonctionnement d'une centrale nucléaire. Théoriquement seulement : c'est qu'il y a loin des principes à leur mise en œuvre, des livres de physique et leurs équations, de la physique théorique à la physique expérimentale, déjà un hiatus ; de la physique à la technologie, un gouffre. Que sais-je de la métallurgie, de l'électronique, de l'hydraulique appliquée — sans parler de la plomberie et de la maçonnerie — qui se réalisent dans une centrale nucléaire au même titre que la physique fondamentale ? Comment donc passer de compréhension à réalisation ?

Ce qui pourrait n'être qu'anxiété personnelle, due à l'insuffisance de mes moyens individuels, se transforme en interrogation universelle lorsque je réalise que personne ne possède cette compréhension qui me manque. Les plus impliqués dans une entreprise de cette ampleur n'ont chacun qu'une vue extrêmement limitée : l'ingénieur métallurgiste ne sait rien des problèmes de sécurité du béton, le spécialiste de la radio-protection ne connaît pas les problèmes d'échange de chaleur à haute température, et les administrateurs du projet n'en maîtrisent que l'organigramme de papier. Il n'y a plus de perception globale possible.

PRINCIPES théoriques, réalisation pratique, organisation sociale, autant d'aspects séparés. Rien là qui soit particulier à l'électronique : il ne fait que porter à un degré supplémentaire la socialisation technique de la technologie inaugurée au dix-neuvième siècle par le capitalisme. C'est sans doute avec les voies ferrées, puis les réseaux de distribution de l'électricité qu'apparaissent pour la première fois des objets techniques d'une complexité surhumaine. Les machines à vapeur, les automobiles elles-mêmes (en leurs débuts au moins), restent à portée de main individuelle : leur fonctionnement, leur entretien, leur réparation (selon leur production), peuvent encore être maîtrisés par l'artisan ou l'amateur isolé. Mais l'étendue spatiale et la complexité organisationnelle du chemin de fer, de l'électricité ou du téléphone, avant même leur sophistication technique, en font des systèmes directement sociaux. La maîtrise et la connaissance des processus y échappent au travailleur individuel, sans que personne ne les réapprenne ; à la différence de la manufacture ou même de l'usine traditionnelle, elles se diluent dans la structure collective et perdent jusqu'à leur signification propre.

La compréhension alors fait place à l'appropriation. On a déjà exprimé autrefois devant le développement de ces nouvelles technologies, les mêmes craintes, les mêmes refus que devant le nucléaire. En apparence, peur des risques, et des dangers ; en réalité peut-être, peur du succès. A cet égard, les partisans du nucléaire n'ont pas tort, qui assimilent leurs adversaires écologiques à ceux, naguère, du chemin de fer. Ils peuvent même avoir raison quand ils affirment que, comme le chemin de fer, le nucléaire saura surmonter ses problèmes de sécurité et devenir fiable. Mais on peut accepter cette argumentation pour la retourner : si le chemin de fer n'a pas

Sans savoir quand ni comment...

Par JEAN-MARC LEVY-LEBLOND *

étouffé les voyageurs dans ses tunnels ni provoqué de pleurs dans ses wagons, qui oserait affirmer que son coût social fut nul ? C'est tout le tissu national qui en a été bouleversé, les relations ville-campagne, le poids économique des régions, l'organisation interne des cités, etc. — sur une échelle certainement impensée par les plus visionnaires des apôtres du progrès technique.

La distribution généralisée de l'électricité, la circulation automobile, le téléphone individuel, la télévision à domicile : autant d'exemples analogues, où les technologies nouvelles contribuent toujours à accentuer les traits les plus marquants de la société qui les met en œuvre : disjonction de la production et de la consommation, atomisation de la vie sociale en activités disjointes (travail, loisir, repos), distension des liens historiques et géographiques, perte de toute autonomie personnelle et aggravation de la dépendance institutionnelle, etc. Il s'agit donc moins de refuser le progrès ou de le nier que de le considérer comme purement tantologique : la roue de l'histoire avance certes, mais dans la direction très particulière déterminée par l'ordre social.

CE fonctionnement désormais machinique de tout système socio-technique, tel l'électronique, entraîne la dissolution de toute notion de responsabilité. Puisqu'il n'y a plus de vue d'ensemble du projet, plus de contrôle global, les décisions ne sont plus que ponctuelles (politiques ou économiques ou techniques, séparément) et deviennent automatiquement irréversibles : chacun peut s'abriter derrière un ordre, ou une incitation, venu de plus haut, ou d'à côté. Les ouvriers obéissent aux ingénieurs, les ingénieurs appliquent les décisions administratives, les politiciens s'en réfèrent aux experts, les experts arguent des nécessités techniques, et il devient impossible de rompre cet enchaînement, de s'opposer à l'inertie d'un système dont l'existence est le seul argument pour sa perpétuation et sa croissance.

Dès lors, les accidents inévitables n'ont jamais de responsables, tout au plus des

coupables. Quand le barrage de Malpas se rompt, on peut déceler une faute professionnelle dans l'architecte, ou quand la vague d'hydrocarbures soulevée dans la mer du Nord, implique un technicien maladroite. Mais la disproportion entre l'effet et sa cause présumée rend l'imputation proche de la conjonction magique : le bon émissaire est toujours là pour prendre en charge et concentrer la culpabilité diffuse et confuse du corps social. Autant vaudrait accuser et traîner devant les tribunaux la paille dans l'acier, ou la faille dans le béton. Comment exiger d'une machine humaine un fonctionnement sans défaillances qu'on n'espère d'aucun

engin mécanique ? Et voici que l'on est conduit au fatalisme, plus inacceptable encore que l'exorcisme. C'est pourtant bien cette absence de réaction qui est désormais la nôtre, par exemple devant les dizaines de milliers de victimes annuelles de l'automobile : « une personne n'y peut rien ». C'est vrai. Et n'est-ce pas une raison largement suffisante pour refuser toute extension du réseau socio-technique qui nous enserrera ? Chaque innovation technologique que nous acceptons, nous la paierons sans savoir quand, ni comment. Mais ce coût invisible, nous avons désormais la certitude de son existence au moins. Devant l'irréversibilité des accidents, l'attentisme pourrait prendre le pas sur le fatalisme et l'on en viendrait à espérer les catastrophes majeures qui, enfin, révéleraient la vraie nature de ce progrès et le condamneraient. Il faudrait alors se réjouir de la disparition progressive du contrôle social sur la technocratie et de l'accroissement corrélatif de sa vulnérabilité. Plus élevée sa complexité, plus nombreuses les causes de défaillances, plus imprévisible leur nature. Que tel réacteur nucléaire de puissance soit gravement endommagé et demande des mois de réparation à cause d'un incendie provoqué par la vulgaire bousille utilisée par un technicien pour vérifier les circuits dans un recou obscur ne démontre-t-il pas l'inevitable fragilité des monstres techniques, condamnés à mort par leur gigantisme même, comme les grands reptiles de l'ère secondaire ? Mais cet optimisme cynique est inacceptable. La politique du pire n'est pas seulement inefficace en pratique, elle est également erronée en théorie. Car les défaillances du système, faites des hommes ou défauts des machines, si elles provoquent, de temps à autre, la catastrophe, sont aussi et d'abord ce qui en assure le fonctionnement normal. Au niveau de complexité atteint, le respect absolu de toutes les contraintes imposées, limites de tolérance techniques ou normes d'organisation administratives, entraînerait immédiatement le blocage de la machine.

* Maître assistant de physique à l'université de Paris-VII.

C'EST une caractéristique des systèmes complexes que leur relative immunité par rapport à leurs déficiences, mieux, la nécessité du rôle qu'elles y jouent. Ce qu'il faut, cependant, un peu, en fiabilité et en sécurité, le le garantissent, beaucoup, en souplesse et en adaptabilité. Aucun mécanisme ne peut fonctionner s'il ne dispose d'un certain jeu. Tout système complexe ne fonctionne que par ses écarts à ses normes propres. Nos analyses théoriques n'ont pas encore envisagé dans toute son ampleur cette efficacité de la défaillance, cette fonctionnalité du dysfonctionnement.

Notre système social dans son ensemble en offre peut-être la meilleure preuve. Ainsi, voici quand même plus d'un siècle que Marx l'a démontré : le capitalisme ne peut durer, il est condamné à court terme. Devant l'évidente faillite de la conclusion, on a essentiellement critiqué la démonstration. Et s'il fallait plutôt incriminer sa prémisse, et reconnaître que le système social actuel n'est pas le capitalisme, pas tout à fait ? Finalement qu'aux innovations hétérodoxes que le capital a acceptées pour se maintenir (telle la planification étatique), le pense aux diverses formes sociales extérieures ou antérieures au règne du capital et qui jouent néanmoins un rôle majeur dans sa stabilité, comme, au premier chef, le travail domestique non rémunéré des femmes. Il faudrait alors reconnaître que, malgré son extension continue, la sphère du capital n'est pas homogène, mais comprend des lacunes et des failles, nécessaires à sa vitalité. La persistance et la récurrence de composantes archaïques au sein du système capitaliste s'expliqueraient ainsi par la nouvelle fonctionnalité qu'elles y trouvent (on gagnerait sans doute beaucoup à envisager sous cet angle la situation d'un pays comme l'Italie). Inversement, l'échec des tentatives socialistes jusqu'à présent ne serait-il pas dû à leur volontarisme hégémonique, et l'immobilisme de leurs sociétés à l'impossibilité d'assurer le contrôle absolu de la vie sociale en fonctionnement effectif (1) ? On comprendrait alors que le marxisme n'ait d'efficacité que critique. Sur un plan moins théorique, et à titre d'exemple, le refus d'affronter ce problème explique peut-être aussi la résistance des travailleurs devant cette forme suprême de la critique sociale pratique, la grève du zèle. C'est que, en démontrant l'impossibilité d'assurer le trafic aérien dans le respect absolu de ses règles de sécurité, les aigleux du ciel subvertissent la notion de contrôle social en général, bien au-delà de l'ordre capitaliste momentanément mis en cause.

MAIS les organisations syndicales ou politiques aspirent moins à la destruction du pouvoir qu'à sa prise. A ce titre, elles ont besoin de s'appuyer sur un projet idéal de réorganisation sociale : il s'agit de substituer à l'ordre capitaliste, mauvais car insuffisamment ordonné (certains parlent volontiers de son « anarchie »), un ordre nouveau, plus rigoureux. Un renforcement des contraintes qui régissent la machine sociale, un meilleur contrôle, seraient nécessaires et possibles. Mais les grèves du zèle relèvent par l'absurde cette illusion, d'où la réticence à y recourir. Enfin, la même idée — l'efficacité de la faille — ne vaut-elle pas pour les systèmes de pensée ? Plutôt que d'ironiser sur les contradictions et déficiences de telle théorie, on devrait alors reconnaître qu'elles seules lui assurent un fonctionnement productif. On accepterait aussi l'hétérogénéité intrinsèque de toute doctrine, et on éviterait de la critiquer en lui imposant une homogénéité artificielle, visant ainsi une cible trop facilement atteinte. Nous en sommes là, peut-être. Une nouvelle parole se cherche. La rhétorique deviendrait (avec l'éthique) ? une forme essentielle de la politique. Il s'agirait de pratiquer une dialectique sans casuistique, une tolérance sans passivité, une pluralité sans égoïsme, une rigueur sans cohérence.

(1) Naturellement, la conclusion logique de ces développements est la remise en cause de la notion même de système social, et plus généralement de toute pensée systémique.

Dans ce numéro :

PAGE 2 :

L'eurocommunisme et la crise de la gauche, par Lilly Marcou. Suite de l'article de Jean Ziegler sur la social-démocratie.

PAGE 3 :

LA CONVENTION EUROPEENNE POUR LA REPRESSION DU TERRORISME : Recul du droit et « vestiges d'inculture ». — Le glas du droit d'asile ? par Haribert Golsong.

PAGE 4 :

Pouvoir militaire et sécurité nationale en Amérique latine (un livre de Joseph Comblin), par Jean-Pierre Claret. — L'acteur et le système, ou l'art d'évaluer les rapports de classes, par Jacques Capdevielle.

PAGE 5 :

LA JUNTE CHILIENNE EN QUETE DE LEGITIMITE, par Armando Uribe.

PAGES 6 à 8 :

VERS UN NOUVEL ORDRE REGIONAL AU PROCHE-ORIENT : Réticences arabes et perspectives de règlement séparé. Les points de vue d'un député israélien : Amnon Rubinstein ; d'un intellectuel égyptien : Mohamed Sid-Ahmed ; d'un Palestinien de Cisjordanie : Bachir Barghouti. — L'alliance conflictuelle entre la Syrie et les Palestiniens, par Salim Turki.

PAGE 9 :

POLITIQUE ET LITTÉRATURE : La poésie palestinienne, par Tahar Ben Jelloun.

PAGES 10 et 11 :

Le Soudan, grenier du monde arabe ? par Christophe Batsch. L'intégration économique des pays arabes est-elle possible ? par Xavier Grotto. — Suite de l'article de Patrice de Beaz sur les échecs d'une politique antisubversive en Asie.

PAGE 12 :

La Guinée-Bissau après le III^e congrès du P.A.I.G.C., par Howard Schissel. — L'« Internationalisme libéral » à la conquête de l'Afrique australe, par Micheline Pannet.

PAGES 13 à 18 :

LA JUSTICE EN QUESTION : Le juge, le marchand et le débiteur, par Yves Dezalay. — Le patron introuvable ou le règne de l'irresponsabilité, par Bernard Rattenbach. — Le délinquant, un ordre nécessaire et bien utilisé, par Pierre Lascoumes. — Fétichisme du droit et mode de production, par Michel Mialla. — Le développement de la société bourgeoise et le dépeuplement du droit, par Henri Nallet et Claude Servolin. — Le mariage et le travail non rémunéré, par Christine Delphy. A quoi, à qui servent les prisons ? par Maurice T. Maschino.

PAGE 19 :

Les grandes idéologies toujours présentes (recherches universitaires), par Charles Zorgebte. — Correspondance. — Dans les revues...

PAGE 20 :

Les livres du mois.

PAGES 21 à 24 :

L'activité des organisations internationales.

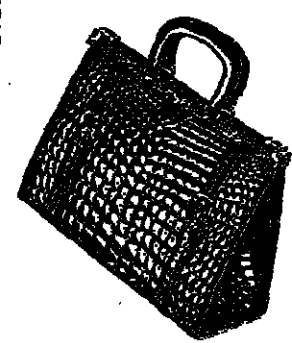
PAGES 25 à 27 :

Index des articles publiés en 1977.

Le numéro du « Monde diplomatique » de décembre 1977 a été tiré à 115 000 exemplaires. Comme toutes les publications du « Monde », sauf « le Monde des philatélistes », « le Monde diplomatique » est interdit au Maroc depuis la fin du mois de janvier 1977.

Janvier 1978

RIVES
LA GRANDE MAROQUINERIE
DE PARIS



sa toujours prestigieuse
collection de
SACS EN CROCODILE

156, rue de Rivoli, 156
BOULEVARD METRO : LOUVRE